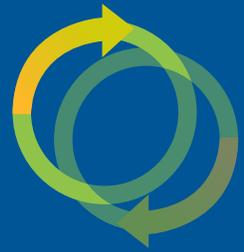




Partenariat



Croissance



Durabilité

*Pensez PME, Pensez SII*



page 12 Si le crédit est nécessaire, il ne garantit pas à lui seul la croissance durable des PME. Elles doivent aussi recevoir une assistance technique.



# Partenariat

Construire des réseaux plus solides pour des PME plus fortes

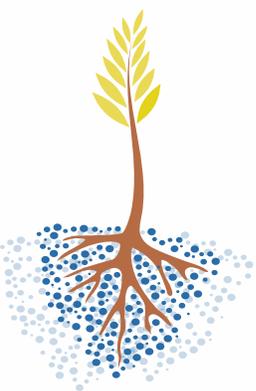


page 14 FINPYME *ExportPlus* vise à améliorer l'accès des PME aux marchés internationaux.





page 7 Une société costaricaine dans le secteur du café imagine de nouveaux moyens d'ajouter de la valeur aux produits traditionnels.



# Croissance

Aider les PME d'aujourd'hui à devenir les leaders de demain



page 5 Un nouveau terminal de passagers est construit dans un aéroport costaricain pour répondre à la demande croissante du tourisme.



page 9 Une sucrerie équatorienne produit de l'électricité en convertissant les résidus de culture en vapeur et en énergie industrielle.

page 17 GREENPYME promeut l'efficacité énergétique et l'utilisation de technologies propres par les PME afin de réduire leurs impacts sur l'environnement.





page 11 Une société innovatrice au Mexique lance des initiatives d'efficacité énergétique pour les systèmes d'éclairage public.



# Durabilité

Promouvoir le développement pour protéger les générations futures

page 11 Un fabricant brésilien de matériel éolien se développe pour répondre à la demande croissante des parcs éoliens.

## Table des matières

Lettre du Président du Conseil d'administration	2
Lettre du Directeur général	3
<b>Garantir la croissance future des PME</b>	<b>4</b>
La SII en bref	20
Synthèse de l'exercice 2010	28
États financiers vérifiés	56
Annexes	94
Gouverneurs et Gouverneurs suppléants	95
Administrateurs et Administrateurs suppléants	96
Voies de communication	97
Points de contact	98

## PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS	AU 31 DÉCEMBRE				
	2010	2009	2008	2007	2006
<b>Compte de résultats</b>					
Total des revenus	60 290	63 313	83 423	131 794	71 890
Total des revenus, valeur nette d'intérêts débiteurs	41 326	41 790	52 824	108 300	57 656
Total des charges d'exploitation	28 686	25 876	24 732	21 638	19 719
Résultat net	12 447	5 211	13 913	83 473	39 409
<b>Bilan</b>					
Prêts et prises de participation, valeur nette	817 402	823 317	878 726	800 446	646 880
Total de l'actif	1 426 588	1 423 983	1 507 044	1 244 216	939 861
Emprunts et créances à long terme	634 118	645 556	733 817	498 966	342 229
Capital	773 051	758 879	744 249	734 540	586 906
<b>Ratios</b>					
Rendement de l'actif moyen	0,9%	0,4%	1,0%	7,6%	4,9%
Rendement des capitaux propres moyens	1,6%	0,7%	1,9%	12,6%	7,5%
Ratio d'endettement	82%	85%	99%	68%	58%
Ratio fonds propres/actif	54%	53%	49%	59%	62%
Liquidités / total de l'actif	42%	41%	40%	33%	28%
Frais administratifs / moyenne des actifs liés au développement	3,2%	2,8%	2,8%	2,9%	3,2%

## PRINCIPALES DONNÉES OPÉRATIONNELLES

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS	AU 31 DÉCEMBRE				
	2010	2009	2008	2007	2006
<b>Approbations</b>					
Nombre de projets	49	40	64	62	47
Nombre de pays	15	17	18	15	13
Volume des approbations	374 775	300 810	300 548	470 178	330 480
Mobilisation des ressources	536 000	283 000	300 600	273 700	173 000
<b>Décaissements</b>					
Volume des décaissements	349 970	141 800	263 200	318 800	284 600
Volume des mobilisations	287 606	63 000	187 718	243 944	139 899
<b>Portefeuille investissements</b>					
Nombre de projets	210	203	201	157	147
Encours portefeuille des actifs liés au développement	873 938	889 794	933 850	839 927	686 813
Provisions pour pertes	56 536	66 477	55 124	39 481	39 993
Actifs douteux	35 097	31 160	1 092	1 000	9 342
Couverture actifs douteux	161,09%	213,34%	5046,47%	3948,07%	427,44%
Pourcentage des prêts en arriérés	3,0%	0,65%	0,56%	0,0%	1,5%
<b>Assistance technique</b>					
Approbations des donateurs	5 201 131	3 288 405	2 348 020	2 277 655	1 674 514
Nombre d'actions d'assistance technique terminées	351	150	96	112	14
Bénéficiaires	986	770	349	141	14

# Lettre du président du conseil d'administration

Le 28 mars 2011

Monsieur le Président de l'Assemblée des Gouverneurs  
Société interaméricaine d'investissement  
Washington, D.C.

Monsieur le Président,

Conformément aux dispositions de la Section 9(a) de l'Article IV de l'Accord constitutif de la Société interaméricaine d'investissement, j'ai l'honneur de vous faire parvenir le Rapport annuel 2010 de la Société ainsi que ses états financiers vérifiés, dont les bilans au 31 décembre 2010 et 2009, le compte de résultat, l'état du revenu global, le tableau de variation des capitaux propres et l'état des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates.

Le rapport présente un récapitulatif des principaux accomplissements de la Société et des faits les plus marquants de l'année écoulée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.



Luis Alberto Moreno  
Président du Conseil d'administration  
Société interaméricaine d'investissement

# Lettre du directeur général

D'aucuns pensent que les petites et moyennes entreprises pourraient s'agrandir et réussir si elles avaient un meilleur accès au crédit.

Or, au cours des 25 années d'activité de la SII, nous avons pu constater que si le crédit est nécessaire, il ne garantit pas à lui seul la durabilité des PME. Pour cela, le crédit doit s'accompagner d'une assistance technique encourageant des améliorations dans des domaines tels que la gouvernance et l'innovation.

À la SII, nous travaillons d'arrache-pied à cette fin. L'assistance technique est maintenant au cœur de notre démarche stratégique. Aider les PME à mieux gérer leurs ressources – tant humaines qu'économiques – n'est pas une entreprise secondaire ou marginale : elle est tout aussi cruciale pour la survie en période difficile qu'elle l'est pour la durabilité sur le long terme.

En 2010, la SII a décidé de regrouper toutes ses activités d'assistance technique sous les intitulés FINPYME®. Les études diagnostiques, l'assistance directe, les ateliers sur l'éthique, les programmes de gestion des entreprises familiales et d'aide à l'exportation ainsi que GREENPYME®, l'outil de la SII conçu pour améliorer l'efficacité énergétique des PME – tous ces éléments revêtent chaque jour une importance croissante.

Nos efforts pour construire des partenariats – autre mécanisme de valeur ajoutée – ont, cette dernière année, été tout aussi essentiels. La SII a joué un rôle de premier plan pour encourager les écoles de commerce de la région à offrir des services aux PME. De nombreuses grandes entreprises, des chambres de commerce et des gouvernements partout dans le monde soutiennent d'autres services non financiers que la SII offre à ses clients.

Notre décision d'apporter de la valeur ajoutée au-delà du crédit a un profond effet de démonstration.

Ces engagements vont être renforcés dans les années qui viennent. La SII a récemment approuvé un plan opérationnel sur trois ans qui va améliorer sa souplesse opérationnelle et son efficacité. Nous voulons étendre la portée de nos services aux petites et moyennes entreprises. Nous élargirons également notre assistance technique directe et nos plans de partenariat.

En bref, nous nous efforçons de réaliser, en tant qu'organisation, ce que nous offrons à nos clients : plus d'intelligence et plus d'innovation pour générer plus de valeur afin d'être plus durable.



Jacques Rogozinski

Directeur général

Société interaméricaine d'investissement



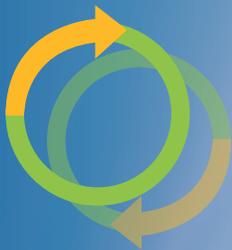
# Garantir la croissance future des PME



La mission de la SII – soutenir le secteur privé pour promouvoir le développement régional – a gagné en importance depuis le début de la crise financière mondiale. La stratégie visant à préserver sa propre durabilité financière à moyen et long terme est au centre des efforts de maximisation de l'impact sur le développement, d'autant que les clients traditionnels de la SII sont des PME, acteurs clés de l'élaboration de politiques inclusives et de l'introduction de l'Amérique latine et des Caraïbes dans les chaînes de valeur les plus dynamiques au monde.

La SII a pris la décision stratégique d'offrir aux PME novatrices, dynamiques et créatives des programmes, des outils et des produits modernes répondant à leurs besoins et aux exigences du marché. Elle est entrée sur de nouveaux marchés et a renforcé ses outils de gestion pour mieux mesurer l'impact de ses projets sur le développement.

Les outils financiers de la SII ont offert aux PME de la région la possibilité d'ajouter de la valeur, de prendre des risques et de tester de nouveaux modèles de gestion. Les investissements de la SII dans l'infrastructure, dans les fonds de roulement et dans l'assistance technique ont contribué à promouvoir l'expansion des entreprises dans divers secteurs ainsi que le renforcement et la durabilité des économies locales.



## Plus d'infrastructure en Amérique latine

Les investissements privés dans l'infrastructure encouragent le développement et améliorent la situation économique en élargissant l'accès aux services de base modernes. Les nouveaux projets d'infrastructure ont un effet direct sur la croissance des économies régionales ainsi que sur la compétitivité et la productivité des entreprises locales. Des milliers d'emplois ont été créés à la suite de travaux d'expansion portuaire financés par la SII. Des centaines de millions de dollars ont été mobilisés pour des projets de modernisation d'aéroports. Des investissements dans les télécommunications et le financement de services de base ont créé de nouveaux débouchés et contribué à l'amélioration des conditions de vie.

En 2010, la SII a fourni un total de 35 millions de dollars pour des projets d'infrastructure – un pic décennal. Les montants des prêts sont allés à des projets d'énergie renouvelable, de transports et stockage, de télécommunications et d'aéroports, d'une valeur estimée à plus de 247 millions de dollars.

Comme par le passé, la SII s'est concentrée sur des projets de taille moyenne, d'un coût en capital allant de 25 millions à 100 millions de dollars. D'une manière générale, ces projets d'infrastructure n'ont pas accès à des financements adéquats auprès des sources traditionnelles du marché ou bien ils sont situés dans des pays où peu de prêteurs sont en mesure de financer les besoins en capitaux des projets. Les ressources de la SII ont été distribuées sous forme de prêts privilégiés, de dettes subordonnées et d'investissements assimilables à des prises de participation d'un montant allant de 8 millions à 15 millions de dollars.

## Guanacaste prend son envol

### Coriport S.A.

Pendant des années, la province costaricaine de Guanacaste – située le long de la côte pacifique et jouxtant le Nicaragua au nord – a produit de la canne à sucre, du riz, du bétail et des fruits. Mais tout cela a changé avec l'arrivée des premiers touristes, surtout venus des États-Unis. En 2009, elle a accueilli 380 000 visiteurs, et elle est maintenant l'une des premières destinations touristiques d'un pays où le tourisme est une des principales industries, avec 7 % du PIB.

L'aéroport international Daniel Oduber Quirós – le deuxième du pays – s'est ainsi retrouvé sur la sellette. Situé à Liberia, la plus grande ville de la province, il doit accueillir près de 535 000 passagers d'une douzaine de compagnies aériennes en 2011, soit près de 24 % de plus qu'en 2010.

En 2010, Coriport y a construit un nouveau terminal international de passagers. L'entreprise est une filiale de Houston Airport System, le sixième exploitant mondial d'aéroports. La SII a financé le projet à hauteur de 7,95 millions de dollars sur un total de 43,5 millions de dollars. Le terminal permettra d'accueillir plus de voyageurs et des vols commerciaux et charters. Il disposera d'un système plus avancé de manutention des bagages, des systèmes de sécurité plus sophistiqués et de nouveaux restaurants, magasins et aires de service.

La SII a des liens de longue date avec l'industrie du tourisme au Costa Rica. Il y a 10 ans, elle avait financé la construction du premier hôtel cinq étoiles de Guanacaste. Le financement de l'aéroport de Liberia s'inscrit dans sa stratégie qui vise à aider à attirer plus de touristes le long de la frontière entre le Costa Rica et le Nicaragua. La province de Guanacaste voit passer d'importants flux de migrants souffrant de sérieux problèmes économiques et pour lesquels un nouveau projet d'infrastructure pourrait constituer une nouvelle source d'emplois. L'expansion de l'infrastructure contribue aussi à attirer de nouveaux investissements dans la région, à stimuler le développement et à améliorer la diversification économique.



## Le maître mot : durabilité.

### Microfinance Growth Fund

Le Microfinance Growth Fund (MiGroF) a pour objet de promouvoir le développement de la microfinance dans un plus grand nombre de marchés par effet de synergies, en contribuant à réduire les primes de risque et en augmentant les prêts en monnaie locale afin que les institutions de microfinance moins sophistiquées puissent mettre leurs opérations à l'abri des risques de change. Dans les deux cas, il vise à protéger la durabilité à long terme des institutions de microfinance et de leurs clients.

Lancé en 2009, au plus fort de la crise financière mondiale, par le Président américain Barack Obama, MiGroF s'efforce de mettre en commun des ressources pour mobiliser jusqu'à 250 millions de dollars de prêts à moyen et long terme pour les institutions de microfinance de la région. Il a pour mission d'offrir des microfinancements aux institutions de microfinance en mesure de fournir des ressources à leurs clients – des microentreprises ou des petites entreprises – et de recouvrer les montants de leurs prêts.

La SII, avec le Fonds multilatéral d'investissement de la BID, a structuré le Fonds et établi sa stratégie de prêts, défini les lignes directrices des investissements, les règles de gouvernance d'entreprise et les politiques opérationnelles ; elle a aussi joué un rôle de premier plan dans la sélection de son administrateur, la société suisse BlueOrchard Finance.

La structure de capital de MiGroF repose avant tout sur un prêt de 125 millions de dollars de l'Overseas Private Investment Corporation – la branche du gouvernement américain responsable des investissements à l'étranger. La participation de la SII au fonds se monte jusqu'à 5 millions de dollars et celle du Fonds multilatéral d'investissement jusqu'à 10 millions de dollars. La Société andine de développement apporte jusqu'à 10 millions de dollars et un groupe d'investisseurs privés, dont Banamex, l'Initiative norvégienne de microfinance, et le réseau ACCION International, fournit des contributions supplémentaires.

En 2010, MiGroF a approuvé 41,8 millions de dollars de financement pour dix-sept opérations. À la fin de l'année, il avait décaissé 32 millions de dollars pour treize institutions de microfinance en Bolivie, en Équateur, au Honduras, au Mexique, au Paraguay et au Pérou.

## Les PME comme agents de relance

### Fonds d'investissement social en Haïti

Après le séisme dévastateur de janvier 2010, la SII, en partenariat avec la BID et le Gouvernement espagnol, est convenue de créer un Fonds d'investissement social en Haïti pour offrir des financements aux PME solvables ayant des opérations en Haïti ou contribuant au développement du secteur privé du pays.

Ce Fonds vise à appuyer le développement d'Haïti et à contribuer à faire entrer le secteur productif du pays dans l'économie formelle. Il canaliserait aussi des ressources à l'appui du développement des entreprises.

Par l'intermédiaire de la SII, le Fonds émettra des prêts et garanties pour permettre aux institutions financières du pays d'offrir des sous-prêts d'un montant de 10 000 à 300 000 dollars à des conditions intéressantes. Il viendra s'ajouter aux dons et financements offerts par le Groupe de la BID et d'autres organisations pour soutenir les secteurs public et privé d'Haïti. L'Espagne fournira l'équivalent en dollars de 50 millions d'euros et la SII apportera l'équivalent en dollars de 1 million d'euros. La SII sera également administrateur du Fonds et sera l'un des cinq membres de son Comité des investissements et de la surveillance.

## Les fonds de roulement : un pari sur la durée

Prêter des fonds de roulement constitue un autre moyen de promouvoir la croissance durable des PME. Ces prêts sont conçus pour leur fournir des financements à court terme – deux ans ou moins et reductibles – pour des besoins précis.

En 2010, la SII a approuvé 21 millions de dollars de prêts pour des fonds de roulement, soit plus du double de l'année précédente. Des entreprises ayant un chiffre d'affaires annuel allant jusqu'à 20 millions de dollars ont reçu des prêts allant de 2 millions à 8 millions de dollars.

Les fonds sont allés à des petites et moyennes entreprises dans les secteurs de l'agriculture et de l'agro-industrie, de l'alimentation, de la mise en bouteille, à des fabricants de boissons, et à des exploitations d'élevage et de pêche en Argentine, au Costa Rica, en Équateur, au Pérou et en République dominicaine. Ces entreprises ont utilisé les fonds en question pour intégrer de nouvelles technologies, financer leur expansion organique et mettre en œuvre de nouvelles politiques de gestion environnementale.



# Britt Shop®



## Une boutique de café unique

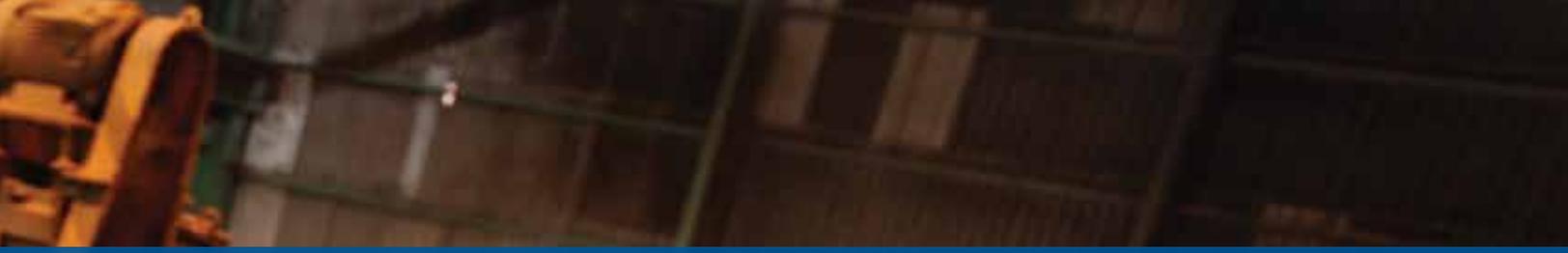
**Café Britt Costa Rica, S.A.**

Située près du centre de contrôle de l'immigration de l'aéroport Jorge Chávez de Lima, une énorme boutique accueille les voyageurs quittant le Pérou. Il s'agit de l'un des points de vente de Café Britt. Cette société costaricaine unique torréfie et vend des cafés fins et fabrique des chocolats et bonbons haut de gamme vendus dans plus de 70 boutiques de cadeaux et de souvenirs, comme celle de Lima, depuis 1985.

En 2010, la SII lui a accordé un prêt en fonds de roulement de 4 millions de dollars sur 18 mois pour l'aider à planifier ses besoins de fonds d'exploitation dans les cinq pays de la région où elle est présente. Café Britt utilisera ces fonds et d'autres lignes de crédit à court terme de banques locales pour ouvrir une petite usine au Mexique et de nouvelles boutiques au Costa Rica et pour consolider ses opérations au Chili, au Pérou et dans les Caraïbes où elle a récemment ouvert de nouvelles boutiques.

Café Britt est une force innovante dans le secteur du café de la région où elle imagine de nouveaux moyens d'ajouter de la valeur aux produits traditionnels. Ses boutiques pour touristes – implantées dans des aéroports et conçues pour refléter les traditions culturelles locales – sont un modèle unique en Amérique latine et dans les Caraïbes.





## La force du broyage

**Sociedad Agrícola e Industrial San Carlos S.A.**

Dotée d'un sens aigu de l'innovation, Ingenio San Carlos a été la première sucrerie équatorienne à construire un hôpital, un complexe de logements et une épicerie pour ses ouvriers au début du XXème siècle. En 2004, l'entreprise a fait à nouveau œuvre de pionnière lorsqu'elle a commencé à vendre de l'électricité sur le marché de gros. La nouveauté tient à ce que cette électricité est générée par un résidu de culture, la bagasse de la canne à sucre. Celle-ci est brûlée dans les chaudières de la raffinerie et transformée en vapeur et en énergie industrielle. Son projet de génération d'électricité a valu à Ingenio San Carlos le prix environnemental équatorien en 2010.

Créée en 1897 dans la province de Guayas sur la côte pacifique, Ingenio San Carlos contrôle 34 % du marché du sucre en Équateur et dispose d'un réseau de fournisseurs directs comptant 350 producteurs de petite et moyenne taille. En 2010, la SII lui a accordé un prêt de 7 millions de dollars sur sept ans pour améliorer l'efficacité et la productivité de ses plantations, de la récolte, et de ses activités de transformation de la canne à sucre. Le prêt de la SII, associé au financement local, aidera également Ingenio San Carlos à faire face aux gros besoins d'investissement liés à l'exploitation de la raffinerie de sucre, qui comprend des chaudières et des turbogénérateurs de 12 et 16 mégawatts produisant de l'électricité à partir de la biomasse.



## Des prises de participation pour stimuler le développement

Les prises de participation et les investissements assimilables à des prises de participation permettent aux investisseurs et aux entreprises de partager les risques et les bénéfices. Les investissements sont des outils de premier ordre pour promouvoir le développement des PME. Les prises de participation et les investissements assimilables à des prises de participation peuvent aider à créer des emplois stables, améliorer la productivité et renforcer les capacités d'accroître les exportations.

En 2010, la SII a pris des participations, fait des investissements assimilables à des prises de participation et accordé des prêts subordonnés pour un montant total de 28,5 millions de dollars, soit une augmentation de 159 % par rapport aux 11 millions de dollars approuvés l'année précédente. Ces investissements sont allés à des entreprises dynamiques et innovantes offrant des produits et des services à forte valeur ajoutée, dont des entreprises de télécommunications, des institutions financières spécialisées et des fonds d'investissement multisectoriels.

L'expérience de la SII en matière de prises de participation et d'investissements assimilables à des prises de participation peut être définie en trois étapes. Dans un premier temps, il y a une vingtaine d'années de cela, elle investissait et gérait directement des projets. Elle s'est ensuite appuyée sur des intermédiaires et des fonds d'investissement pour réduire son exposition aux risques et élargir la portée de ses investissements. La troisième étape a été marquée par une augmentation de son capital, des désinvestissements et, tout récemment, l'admission de la République populaire de Chine en tant que pays membre.

En 2009, le Conseil d'administration a approuvé la reprise active des prises de participation et des investissements assimilables à des prises de participation, qui étaient très limités depuis 2003, en Amérique latine et dans les Caraïbes. L'adhésion de la Chine a permis de créer le Fonds fiduciaire Chine-SII pour prises de participation dans des PME, doté de 75 millions de dollars.

En 2010, ce Fonds a aidé plusieurs entreprises de la région à optimiser leur structure de capital

et à professionnaliser leur gestion grâce à des investissements directs de la SII et de fonds d'investissement. Ces investissements comprennent :

### *Des financements pour des entreprises familiales.*

Le Multinational Industrial Fund II L.P. (MIF II) est un fonds d'investissement privé qui soutient la croissance des entreprises familiales mexicaines travaillant dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de la logistique, des loisirs et du tourisme. La SII participe à hauteur de 3 millions de dollars à ce fonds et les fonds de pension mexicains et les investisseurs institutionnels devraient l'alimenter à hauteur de 120 millions de dollars supplémentaires. Sa participation au MIF II permet à la SII de toucher un plus grand nombre d'entreprises que par le biais d'investissements directs. Cela lui permet aussi d'introduire des procédures et normes internationales de travail et environnementales et de mesurer l'impact sur le développement des entreprises financées par le Fonds. Le MIF II est le second fonds dans lequel la SII a investi avec Wamex Private Equity Management en tant qu'administrateur du Fonds.

### *Des ressources pour des correspondants non*

*bancaires.* Banco de Guayaquil, une des principales banques de détail de l'Équateur, a reçu un prêt subordonné de 5 millions de dollars destiné à renforcer la capacité de prêts de Banco del Barrio, son réseau de correspondants non bancaires dans les pharmacies, les épiceries et les téléboutiques des zones rurales et urbaines. Banco del Barrio est un défenseur actif des économies municipales et a contribué à améliorer la disponibilité des services bancaires pour les familles équatoriennes n'ayant qu'un accès limité à des financements.

*Des réorganisations d'entreprises.* La société péruvienne América Financiera S.A. a reçu un prêt subordonné de 3,5 millions de dollars pour améliorer ses capitaux propres. Constituée en 1985 comme société de crédit-bail, América Financiera est devenue une société de financement axée sur les PME et elle a ajouté l'affacturage, les opérations de change et le conseil en assurance à ses services de leasing financier. Elle est cliente de la SII depuis 2002.

## De l'air frais dans les énergies renouvelables

### Wind Power Energia S.A.

En janvier 2011, les 365 familles vivant dans l'Ecogarden, immeuble en copropriété de Maringá, dans l'état méridional de Paraná, ont été parmi les premières du Brésil à délaisser l'alimentation électrique traditionnelle. Une éolienne de Wind Power Energia fournit maintenant l'électricité à tout le complexe, ce qui pourrait se traduire par une économie de 8 800 dollars par mois sur les coûts énergétiques.

Fondée à Fortaleza, dans le nord-est du Brésil, Wind Power Energia dessine, construit et commercialise du matériel éolien de grande puissance. C'est la seule entreprise de ce genre d'Amérique latine et des Caraïbes. Elle augmente sa capacité de production – actuellement 300 éoliennes par an – et commence à fabriquer du matériel électromécanique pour les centrales hydroélectriques.

La SII, qui soutient les projets de réaménagement énergétique conçus pour réduire la dépendance sur les combustibles fossiles, a approuvé un prêt de 5 millions de dollars pour l'entreprise en 2010, ce qui lui permettra de financer son expansion. Filiale de IMPSA, entreprise internationale basée en Argentine qui se concentre sur la production d'électricité et l'infrastructure, Wind Power Energia envisage de commencer à vendre ses générateurs à des parcs éoliens en Argentine, au Chili et en Uruguay.

## Des éclairages intelligents

### Optima Energía

Il fut un temps où les ingénieurs d'Optima Energía passaient leurs journées dans des hôtels de luxe. Maintenant, ils passent tout leur temps dans les rues des municipalités du centre du Mexique. Bizarrement, renoncer au glamour est un signe de croissance.

Implantée à Monterey, dans le nord du pays, Optima Energía crée des systèmes qui optimisent l'utilisation de l'électricité, du carburant et de l'eau au Mexique – permettant à ses clients d'économiser 50 % sur leurs coûts en énergie. Depuis sa fondation en 1988, l'entreprise a réalisé plus de 100 projets clés en main et a mené à bien une vingtaine de contrats axés sur les résultats dans des hôtels cinq ou six étoiles.

La réussite d'Optima Energía dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans l'industrie du tourisme a attiré l'attention du secteur public mexicain. Depuis 2009, la société met en œuvre des projets visant à améliorer l'efficacité énergétique des systèmes d'éclairage public dans 25 villes mexicaines et elle prévoit d'en ajouter 20 autres d'ici à 2013.

En 2010, la SII a approuvé une ligne de crédit non renouvelable d'un montant maximum de 6 millions de dollars pour financer les projets d'Optima Energía avec les municipalités et le Fonds fiduciaire Corée-SII de développement des PME fournit des ressources additionnelles pour étudier les émissions de CO<sub>2</sub>. Avec cet investissement, la SII est l'une des premières organisations multilatérales à financer des opérations d'énergie propre en Amérique latine et dans les Caraïbes.



## Un seul nom de marque

Pour une croissance soutenue, les PME n'ont pas seulement besoin de financement : elles doivent aussi recevoir une assistance technique. Elles se heurtent à de nombreux obstacles lorsqu'elles veulent être concurrentielles sur les marchés ouverts, notamment en matière de gestion, de planification et de stratégie. Au fil des ans, la SII a pu identifier plusieurs domaines clés dans lesquels les PME ont régulièrement besoin d'assistance. C'est pourquoi, en 2010, la SII a créé sous le nom de marque de FINPYME une enveloppe de services à valeur ajoutée pour les PME.

Le Programme FINPYME se compose de six services à valeur ajoutée : FINPYME *Diagnostics*, FINPYME *Direct Technical Assistance*, FINPYME *ExportPlus*, FINPYME *Family Business*, FINPYME *Integrity*, et GREENPYME, dont l'utilisation s'étend régulièrement en Amérique latine et dans les Caraïbes.

En 2010, les donateurs qui collaborent avec la SII ont approuvé 21 initiatives FINPYME pour un total de 5,2 millions de dollars. Les pays donateurs, tels que l'Autriche, l'Espagne, la France, l'Italie, la Norvège, la République de Corée et la Suisse, ainsi que le Nordic Development Fund et la Région wallonne de Belgique ont aidé à financer les activités d'assistance technique de la SII dans 17 pays des Caraïbes, d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud.



## Consolidation

FINPYME *Diagnostics* est un programme en deux phases. Dans un premier temps, il identifie les domaines qui présentent des problèmes de gestion. Ensuite, il offre une assistance technique individuelle et de groupe pour corriger ces problèmes et des outils de gestion destinés à accroître la compétitivité de l'entreprise.

FINPYME Colombie a mené à bien des études diagnostiques de 120 PME en 2010, un an après son lancement à Bogotá, Cali et Medellín. La phase d'assistance technique du programme a ensuite été lancée avec un atelier de formation à l'intention de 80 entreprises, axé sur l'innovation comme moteur de compétitivité.

L'expérience colombienne est typique du programme de consolidation de FINPYME *Diagnostics* qui a mené à bien plus de 330 études diagnostiques d'entreprises dans 13 pays d'Amérique latine et des Caraïbes. L'année 2010 a vu l'aboutissement du programme d'assistance technique individuelle et de groupe dans quatre pays d'Amérique centrale et des premières expériences de formation de groupe dans les Caraïbes, à Belize, en Jamaïque et à Trinité-et-Tobago.

Au cours de l'année, des négociations ont été entamées en vue de la réalisation, en 2011 et 2012, d'études diagnostiques et de la fourniture d'assistance technique par FINPYME dans les deux plus grandes économies de la région, le Brésil et le Mexique. Au Brésil, des PME des états de Ceará, de Paraíba et de Pernambouco pourraient commencer leurs études diagnostiques en 2011 grâce à des partenariats avec la Confederação Nacional da Indústria et d'autres associations du commerce et des affaires de ces états. Au Mexique, des entretiens sont en cours en vue de constituer des alliances stratégiques et d'identifier des états dans lesquels lancer le programme.



### Améliorer la gestion au quotidien

Le programme FINPYME *Direct Technical Assistance* offre des services de conseil aux clients de la SII dans divers domaines allant du respect des règles environnementales et des analyses financières à des évaluations techniques et des marchés. Le programme est financé en partie par le Fonds fiduciaire Corée-SII de développement des PME et les fonds fiduciaires de coopération technique de la BID avec la France et la Norvège.

En 2008, Productos Ujarrás S.A., fabricant et exportateur costaricain bien connu de pâtes, de gélatines et de gelées de fruits tropicaux, a participé au programme FINPYME *Diagnostics*. Dans un deuxième temps, il a reçu une assistance technique qui l'a aidé à améliorer sa compétitivité et adopter les normes ISO de qualité. Une fois les mesures recommandées mises en œuvre, Productos Ujarrás a vu ses ventes augmenter de près de 32 % en 2009. Cette même année, la SII a approuvé un prêt pour l'aider à accroître sa production et la capacité de son usine. L'entreprise s'efforce maintenant de réduire ses coûts de production, de renforcer son efficacité et de développer de nouveaux marchés.

En 2010, la SII a reçu l'approbation des donateurs pour le financement de 11 projets dans le cadre du FINPYME *Direct Technical Assistance* : deux d'entre eux offrent des services de conseil pour aider les clients de la SII à améliorer leur compétitivité ; cinq aident la SII à évaluer la faisabilité de projets soumis par des clients potentiels. Un projet contribuera à renforcer la chaîne de valeur d'un client, un autre identifiera de nouveaux clients dans les Caraïbes et deux autres aideront des clients avec des questions environnementales.



### Innover avec FINPYME

#### Subsole ou la route des raisins

Lors de la réunion annuelle de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique, la PME chilienne Subsole a pu présenter les fruits de son esprit d'innovation allié à l'additionnalité de FINPYME.

Les raisins conditionnés qu'elle vend en Asie, aux États-Unis et en Europe portent un code barre qui retrace leur itinéraire. Lorsque l'on entre ce code dans la base de données en ligne de l'entreprise, on apprend l'emplacement du vignoble, les dates de plantation et de récolte, la variété de raisin et les traitements phytosanitaires qu'il a reçus. Ce système de traçabilité est utilisé dans les agro-industries les plus pointues d'Amérique latine.

Subsole est le cinquième exportateur de raisin de table du Chili. L'entreprise faisait partie du premier programme pilote FINPYME en 2001 : à l'époque, le chiffre de ses ventes annuelles n'atteignait pas les 30 millions de dollars. L'étude diagnostique réalisée alors a permis de définir une feuille de route pour l'amélioration de sa gestion. Depuis, la SII lui a accordé deux prêts d'un montant total de 8 millions de dollars.

Subsole a débuté comme une association de viticulteurs. Aujourd'hui, c'est une organisation intégrée verticalement qui regroupe près de 200 exploitants qui cultivent plus de 3 600 hectares de terre. Son processus de production a été partiellement modernisé avec l'installation de quatre entrepôts frigorifiques et elle dispose de mécanismes d'exportation modernes, dont sa propre compagnie de transports maritimes. En 2009, les ventes de Subsole se sont montées à 117 millions de dollars, dont 90 % à l'exportation.





### Les yeux rivés sur le monde

FINPYME *ExportPlus* a été élaboré par la SII dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce de l'Organisation mondiale du commerce. Ce programme d'assistance technique vise à améliorer l'accès des PME aux marchés internationaux.

Les premiers projets ont été menés en 2009 et 2010 au Guatemala avec l'aide du Gouvernement italien. Le programme a apporté une formation à 297 PME guatémaltèques dans des domaines aussi différents que le traitement durable des eaux usées, l'étiquetage des produits et l'amélioration des processus, la mise en œuvre de normes phytosanitaires et l'amélioration des processus des lignes de production du bois.

En 2010, d'autres pays ont manifesté leur intérêt pour FINPYME *ExportPlus*. Des ressources ont été canalisés vers Haïti avec le soutien de la Région wallonne de Belgique et des activités ont été lancées aux Bahamas, à la Barbade, au Guyana et au Suriname avec l'aide du Fonds fiduciaire Corée-SII de développement des PME. Le Fonds coréen a également approuvé des financements pour des programmes FINPYME *ExportPlus* au Costa Rica, au Nicaragua et en République dominicaine, où l'identification des partenaires locaux a commencé. Le programme organisera aussi des activités en Bolivie et en El Salvador en 2011 avec de nouvelles ressources du Gouvernement italien.



### L'heure est au professionnalisme

Le problème du propriétaire d'une petite entreprise et de ses deux fils participant à un atelier sur les entreprises familiales à Bogotá en 2009 constitue une illustration parfaite de la nécessité du programme FINPYME *Family Business* et de l'importance de la planification de la succession. Juste avant l'atelier, l'entreprise avait périclité après la mort de la femme du propriétaire. Le mari et ses deux fils ignoraient tout de la gestion au jour le jour de l'entreprise parce que c'était la mère qui s'en occupait jusque là. Ils n'avaient désormais aucune idée de la manière de gérer l'entreprise : quand et comment acheter les fournitures, qui et quoi payer.

C'est précisément en pensant aux PME dans cette situation que la SII a lancé le programme FINPYME *Family Business* en 2008. Le premier atelier a été organisé au Panama pour aider les PME familiales à adopter de meilleures pratiques de gouvernance. Le dernier en date s'est tenu en 2010 à Trinité-et-Tobago, portant à 50 le nombre des entreprises familiales à avoir suivi une formation. Les entreprises familiales y apprennent à planifier la succession et à utiliser des protocoles d'exploitation ; elles y reçoivent des manuels expliquant comment organiser un conseil d'administration ou de famille. En 2011, la SII enseignera les meilleures pratiques de gestion des entreprises familiales dans sept autres pays avec le soutien de la République de Corée et de l'Espagne.



Argentine, Terminal Zárate S.A.





### L'éthique universelle des affaires

Ces dernières années, la SII s'est davantage concentrée sur la création de nouveaux programmes visant à mieux faire connaître les meilleures pratiques des affaires dans la région. En 2008, elle a signé un accord avec le Forum économique mondial pour offrir des programmes de formation à l'éthique à des PME. Au début de 2010, elle a proposé de travailler avec le Département américain du commerce afin d'élaborer des programmes de formation conjointe d'experts en éthique des affaires. La division du Département du commerce chargée de promouvoir les meilleures pratiques, l'International Trade Administration, a donc signé un accord avec la SII. Peu après, la SII a ajouté la Chambre de commerce et d'industrie de la Corée à son réseau de partenaires.

FINPYME *Integrity*, qui bénéficie du soutien financier du Fonds fiduciaire Corée-SII de développement des PME, est le fruit de ces accords et du programme FINPYME *Family Business*. Son objectif est de promouvoir un environnement des affaires plus solide et plus transparent pour les PME de la région en aidant les entreprises à adopter des pratiques efficaces d'intégrité, de transparence et de lutte contre la corruption. Il vise à aider les PME à respecter les règlements en vigueur, à présenter des rapports à leurs actionnaires, à prévenir la fraude et à se positionner comme partenaires fiables dans les chaînes de valeur des grandes entreprises ayant des normes élevées d'intégrité corporative.

La première étape du lancement du programme a consisté à préparer un kit de formation à l'éthique des affaires afin de former des formateurs. Puis, en 2010, les 16 premiers spécialistes en formation – en provenance de la Barbade, de la Jamaïque et de Trinité-et-Tobago – ont participé à un atelier de deux semaines à Washington, D.C.

En 2011, ces formateurs dispenseront leurs connaissances et aideront les PME de leurs pays respectifs à adopter les meilleures pratiques de gestion et d'éthique corporative, y compris en créant des codes de conduite. À l'issue de cet exercice pilote, une évaluation permettra de déterminer s'il est possible de reproduire ce programme dans d'autres pays. Une fois finalisé, l'outil de formation sera mis à la disposition du grand public en ligne.



### L'efficacité énergétique contre le changement climatique

GREENPYME est une initiative d'assistance technique qui promeut l'efficacité énergétique et l'utilisation de technologies propres par les PME afin de réduire leurs impacts sur l'environnement. Ce programme, lancé en 2008, organise des ateliers de formation et de sensibilisation, mène des audits énergétiques, et offre des incitations à investir pour apporter des changements dans les matrices énergétiques.

Le premier projet pilote de GREENPYME, en 2009, concernait le complexe de vacances Half Moon Resort à Montego Bay, en Jamaïque. Une fois réalisés les investissements recommandés par le programme, l'hôtel sera l'un des premiers dans les Caraïbes à réduire le niveau de ses émissions de carbone.

En 2009, GREENPYME a organisé des ateliers de formation à Bogotá, Cali et Medellín en partenariat avec BBVA Colombia et le soutien du Fonds fiduciaire Corée-SII de développement des PME. Vu l'intérêt suscité par ce programme, GREENPYME va réaliser 36 audits énergétiques d'entreprises de fabrication et de service en Colombie.

En 2010, GREENPYME a reçu 2,7 millions de dollars du Nordic Development Fund pour lancer des activités au Costa Rica, en El Salvador, au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua. En 2011, il réalisera des audits énergétiques de PME et organisera des ateliers sur l'efficacité énergétique dans ces pays. Il continuera aussi à chercher de nouveaux partenaires, comme l'alliance stratégique conclue avec la BAC International Bank, afin de disséminer les connaissances et d'offrir de l'assistance technique.

## VENTILATION DES ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE DE FINPYME

PROGRAMME	PAYS	MONTANT
FINPYME <i>Diagnostics</i> <sup>1</sup>	Brésil, Colombie, Mexique	US\$ 290 950
FINPYME <i>Direct Technical Assistance</i> <sup>2</sup>	Argentine, Bahamas, Barbade, Chili, Costa Rica, Guatemala, Haïti, Jamaïque, Mexique, Trinité-et-Tobago	417 611
FINPYME <i>ExportPlus</i> <sup>1</sup>	Bahamas, Barbade, Costa Rica, Guyana, Nicaragua, République dominicaine, Suriname	902 850
FINPYME <i>Family Business</i> <sup>1</sup>	Colombie, Costa Rica, El Salvador, Honduras, République dominicaine	129 400
FINPYME <i>Integrity</i> <sup>1</sup>	Barbade, Jamaïque, Trinité-et-Tobago	447 920
GREENPYME <sup>3</sup>	Colombie, Amérique centrale	2 937 400
Human Resources <sup>1</sup>	Régional	75 000
<b>Total</b>		<b>US\$ 5 201 131</b>

<sup>1</sup> Ressources du Fonds fiduciaire Corée-SII de développement des PME

<sup>2</sup> Ressources du Fonds fiduciaire norvégien pour des services de conseil (70 000 dollars) et du Fonds fiduciaire Corée-SII de développement des PME (347 611 dollars)

<sup>3</sup> Ressources du Nordic Development Fund (2 615 800 dollars) et du Fonds fiduciaire Corée-SII de développement des PME (321 600 dollars)

## SOUTIEN DES DONATEURS AUX PROGRAMMES D'ASSISTANCE TECHNIQUE

DONATEUR	FINPYME					GREENPYME	Ressources humaines*
	FINPYME	<i>Direct Technical Assistance</i>	<i>ExportPlus</i>	<i>Family Business</i>	<i>Integrity</i>		
Autriche	X	X				X	X
Danemark		X				X	
Espagne	X	X		X			X
États-Unis		X			X		X
France		X					
Italie		X				X	X
Nordic Development Fund						X	
Norvège		X					
Portugal							X
Région wallonne, Belgique			X				X
République de Corée	X	X	X	X	X	X	X
Suisse		X				X	X

\*Les ressources humaines financées par les donateurs comprennent le personnel détaché, les consultants et les boursiers de TAS, travaillant au siège de la SII.



## Des tentes pour Haïti

Vu les circonstances exceptionnelles et l'urgence causées par le tremblement de terre de janvier 2010, FINPYME *ExportPlus*, grâce au soutien de l'Initiative Wallonie-Belgique pour Haïti, a donné 20 tentes à des familles qui avaient perdu leurs foyers lors du séisme.

Les tentes ont été livrées à de petits exploitants fournisseurs de Carifresh, une cliente de la SII qui produit des mangues destinées avant tout à l'exportation. Elles avaient été expédiées par Schreiber, une entreprise wallonne de Lontzen (Belgique) dont les ouvriers avaient fait don de leurs heures de travail au titre de leur contribution aux efforts de redressement en Haïti.



## Les partenariats : clé de l'assistance technique

### Bref historique de FINPYME

Si le présent est la somme des connaissances acquises au préalable, aujourd'hui, FINPYME est le symbole d'une décennie d'acquisition de savoir visant à aider la SII à préserver une stratégie active et efficace de valeur ajoutée par l'intermédiaire de partenariats, de soutien aux PME allant au-delà de simples financements, et sa détermination à promouvoir la durabilité des affaires ainsi que de l'environnement.

L'histoire de FINPYME témoigne de l'accumulation des leçons de l'expérience et est le reflet de la stratégie à long terme de la SII. La SII sait pertinemment que la fourniture de services à valeur ajoutée est au cœur de sa mission, qui consiste à aider les PME à accroître leur compétitivité, à obtenir un meilleur accès aux financements commerciaux et à participer avec efficacité et efficience à l'économie mondiale.

Les premiers projets d'assistance technique de la SII, les précurseurs directs de FINPYME, remontent à 2000. Cinquante PME ont participé à un programme novateur en Bolivie et au Chili. Cinq ans plus tard, la République de Corée a adhéré à la SII et affecté 40 millions de dollars à la création du Fonds fiduciaire Corée-SII de développement des PME afin de soutenir la stratégie commerciale de la SII et de développer et de moderniser les PME en Amérique latine et dans les Caraïbes. Depuis, le Fonds fiduciaire coréen et d'autres ressources de divers donateurs ont servi de pierre angulaire au financement des opérations de services non financiers de la SII.

En 2008, la SII a accru ses capacités d'offrir des services non-financiers avec la création de la division Assistance technique et alliances stratégiques (TAS). Cette année là, TAS a lancé le programme FINPYME en Amérique centrale et constitué les premiers partenariats avec les grandes écoles de commerce de la région : Universidad Latinoamericana de Ciencia y Tecnología au Costa Rica, Escuela Superior de Economía y Negocios en El Salvador, Universidad Rafael Landívar au Guatemala, El Zamorano au Honduras, Universidad Americana au Nicaragua, Universidad Católica Santa María La Antigua au Panama, et Instituto Tecnológico de Santo Domingo en République dominicaine. Cette initiative de la SII était une première dans la région.

Les partenariats avec les organisations locales, telles que les établissements d'enseignement et les associations commerciales, se sont révélés être des mécanismes efficaces pour assurer la durabilité des activités d'assistance technique de la SII. En 2008, ils ont permis à la SII de mener 160 études diagnostiques en Amérique centrale et en Amérique du Sud et de commencer à offrir une assistance technique directe aux PME du Costa Rica, de El Salvador, du Guatemala et du Nicaragua.

En 2009, FINPYME a continué à accroître le nombre de ses partenariats, ouvrant ainsi la possibilité de mener des études diagnostiques en Colombie et dans cinq pays des Caraïbes. Les partenaires clés des milieux universitaires, commerciaux et des affaires sont devenus des éléments importants des opérations de la SII visant à ajouter de la valeur aux PME. La SII a également forgé des partenariats avec des établissements d'enseignement tels que les universités suivantes : Universidad de los Andes, Universidad EAFIT, Universidad ICESI, et University of the West Indies, ainsi qu'avec les chambres de commerce de Bogotá, Cali et Medellín.

En 2010, alors que la SII consolidait les divers services de FINPYME sous un même nom, des négociations se poursuivaient en vue de mener des études diagnostiques et d'offrir de l'assistance technique au Brésil et au Mexique à partir de 2011 et 2012 : le modèle de partenariats sera également mis en place dans ces pays.



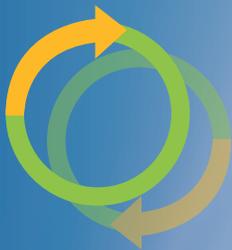
# La SII en bref

La Société interaméricaine d'investissement a pour objectif de promouvoir le développement économique de ses pays membres d'Amérique Latine et des Caraïbes en finançant des entreprises privées. Elle est entrée en activité en 1989 et s'attache plus particulièrement à soutenir les petites et moyennes entreprises qui ont des difficultés à obtenir du financement à moyen et long terme.

Les entreprises et les projets financés par la SII doivent être économiquement viables et efficaces. Ils doivent également favoriser le développement économique et promouvoir la bonne gestion environnementale. La SII soutient les entreprises qui créent des emplois, contribuent à l'élargissement de leur capital, ou facilitent le transfert de ressources et de technologie. Les projets qui génèrent des revenus en devises ou favorisent l'intégration économique de l'Amérique latine et des Caraïbes peuvent également recevoir l'aide de la SII.

En tant qu'organisation financière multilatérale, la SII accorde des financements sous diverses formes, dont des prêts directs, des garanties, des prises de participation et des lignes de crédit à des intermédiaires financiers. La SII sert également de catalyseur pour attirer d'autres ressources – technologie, savoir faire et financements supplémentaires – qu'elle mobilise par le biais de cofinancements et de syndicats, d'appui aux émissions d'actions, d'obligations et d'autres titres, et des coentreprises.

Membre du Groupe de la Banque interaméricaine de développement (BID), la SII est juridiquement autonome et ses ressources et sa direction sont indépendantes de celles de la BID. Son siège est basé à Washington, D.C. et elle a du personnel dans dix pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

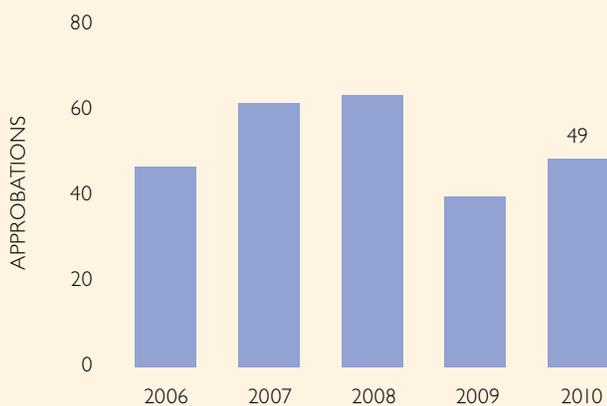




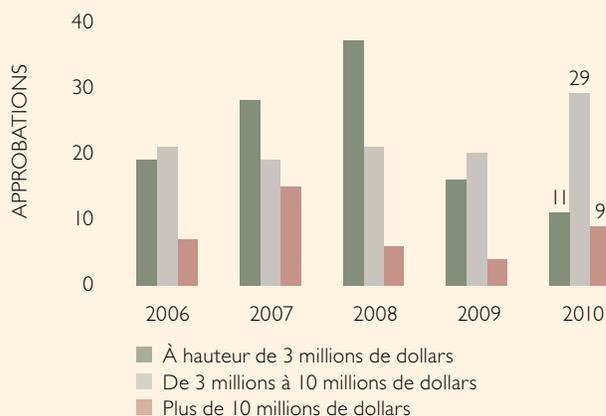
**44 PAYS MEMBRES**

# Indicateurs opérationnels clés

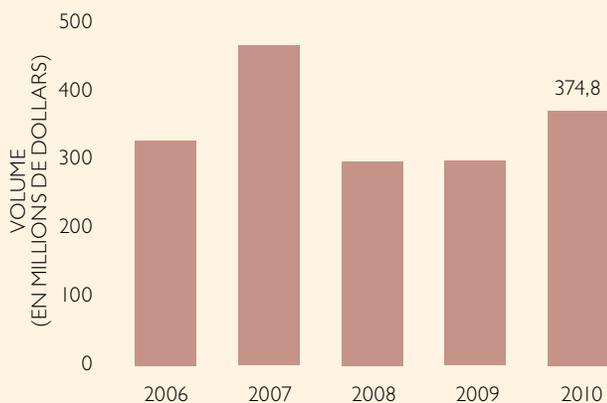
## NOMBRE D'APPROBATIONS



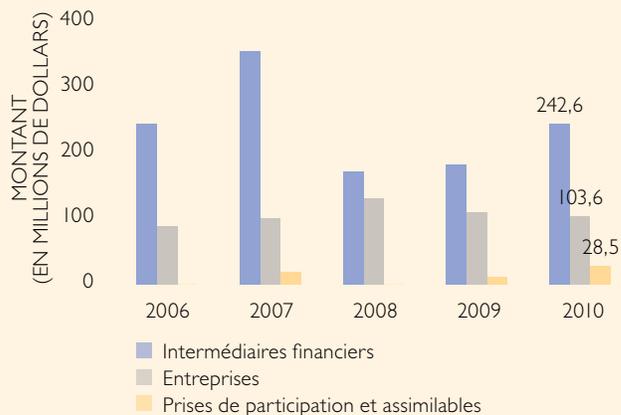
## APPROBATIONS PAR TAILLE D'INVESTISSEMENT



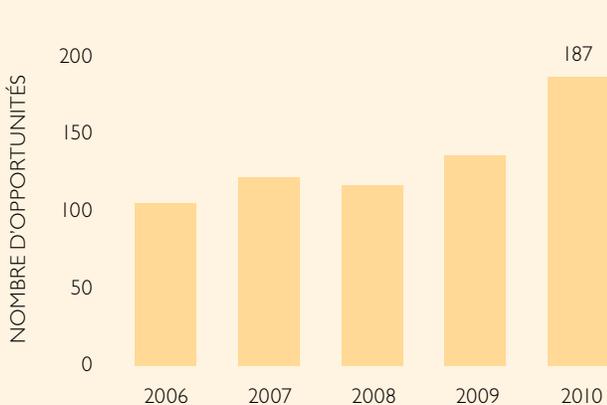
## VOLUME D'APPROBATIONS



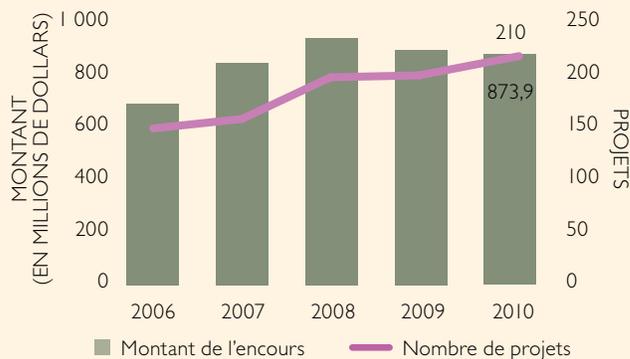
## VOLUME D'APPROBATIONS PAR TYPE D'OPÉRATION



## OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT ANALYSÉES



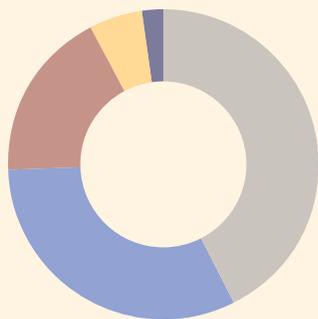
## PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENTS\*



\*Ne comprend pas la transaction RBTT qui apparaît dans les états financiers au poste titres de placement.

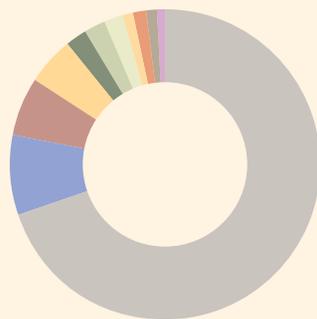
# Répartition des approbations en 2010

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT PAR RÉGION



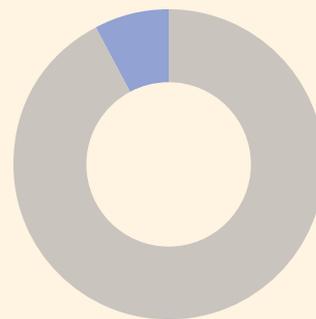
- Mexique et Amérique centrale 42,6 %
- Cône sud 31,9 %
- Pays andins 18,0 %
- Régionaux 5,3 %
- Caraïbes 2,2 %

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT PAR SECTEUR



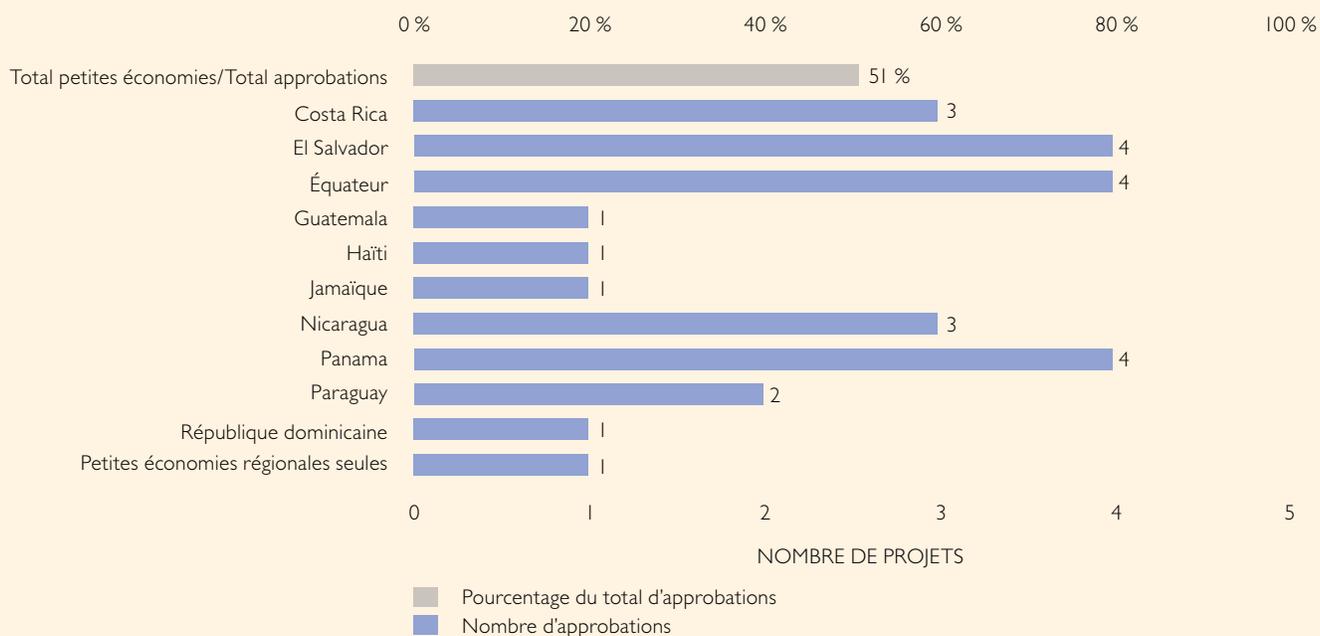
- Services financiers 69,9 %
- Agriculture et agro-industrie 8,1 %
- Services publics et infrastructure 6,1 %
- Divers 5,0 %
- Alimentation, mise en bouteille et boissons 2,4 %
- Pétrole et exploitation minière 2,1 %
- Transports et stockage 1,9 %
- Technologie, communications et nouvelle économie 1,3 %
- Bois, pâte et papier 1,3 %
- Fonds d'investissement 1,1 %
- Éducation 0,7 %

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT PAR TYPE



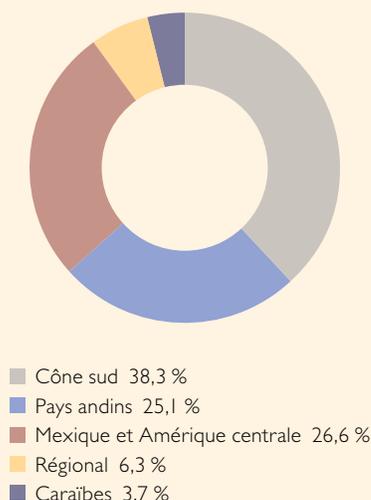
- Prêts 92,4 %
- Prises de participation et dette subordonnée 7,6 %

RÉPARTITION DES APPROBATIONS PAR AIRE GÉOGRAPHIQUE ET PAR TAILLE

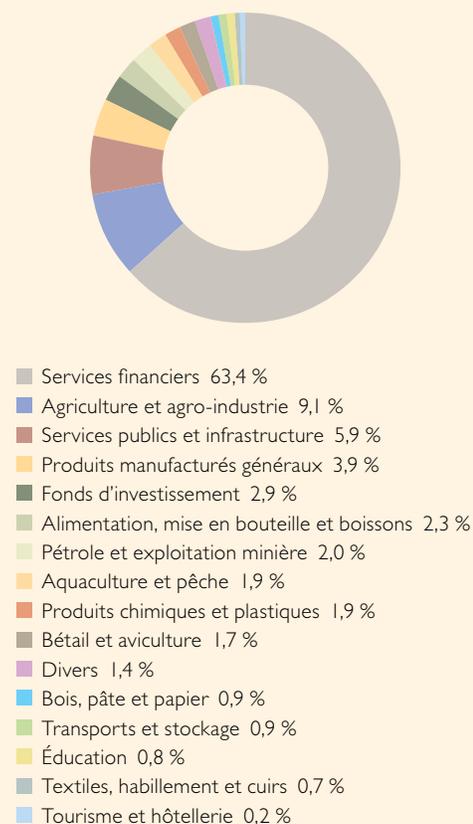


# Portefeuille d'investissements et programmes pour les PME

ENCOURS DU PORTEFEUILLE PAR RÉGION\*



ENCOURS DU PORTEFEUILLE PAR SECTEUR\*



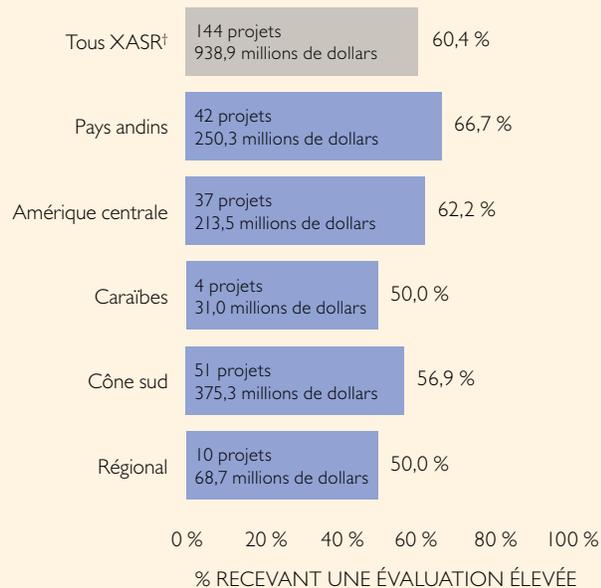
\*Ne comprend pas la transaction RBTT qui apparaît dans les états financiers au poste titres de placement.

## PROGRAMMES POUR LES PME

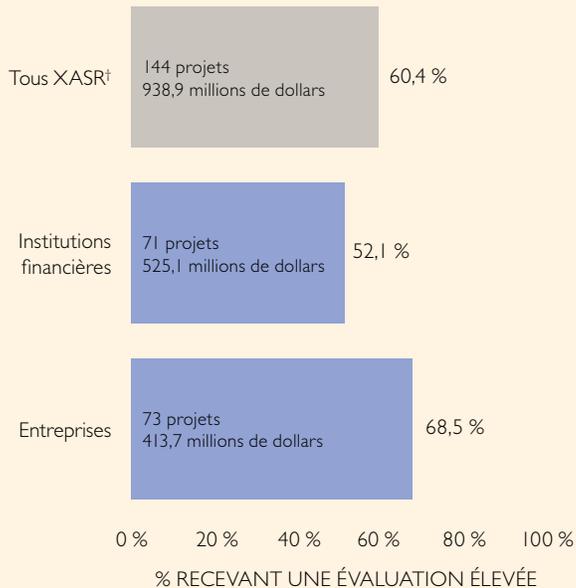
FINPYME <i>Diagnostics</i>	Nombre cumulé d'études diagnostiques achevées	335
	Nombre cumulé d'entreprises recevant une assistance technique individuelle ou en groupe	353
GREENPYME	Nombre cumulé de participants aux ateliers	760
	Nombre cumulé d'interventions d'assistance technique	83
FINPYME <i>Family Business</i>	Nombre cumulé de participants aux ateliers	181
Assistance technique directe	Nombre cumulé de projets ayant une composante d'assistance technique	58
Cours de formation sur l'environnement	Nombre cumulé de participants aux ateliers	453
Prêts par le biais d'intermédiaires financiers	Nombre cumulé de sous-prêts	1 615 116
IFEM	Nombre cumulé de projets approuvés	10
SBRL	Nombre cumulé de projets approuvés	38
	Montant cumulé de l'assistance technique pour les clients directs de la SII	\$ 2 669 570
	Financement moyen IFEM	\$ 2 165 000
	Financement moyen SBRL	\$ 254 553

# 2010 : résultats en matière de développement

## RÉSULTATS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT PAR RÉGION\*



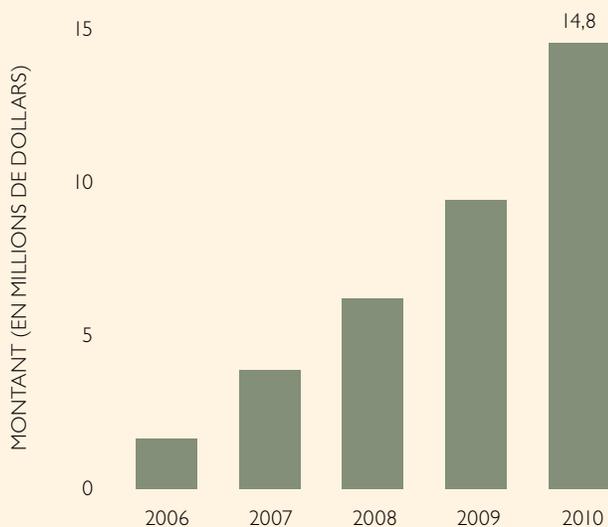
## RÉSULTATS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT PAR SECTEUR\*



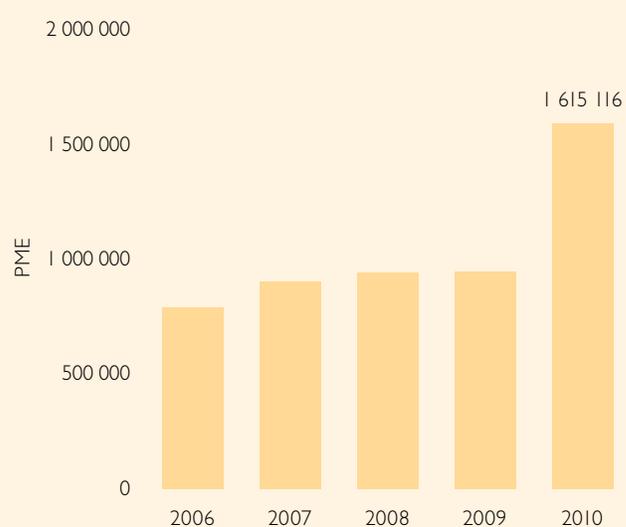
\*Données XASR au 31 décembre 2010. Elles couvrent les projets approuvés par la SII de 1989 à 2005 et évalués par le Bureau de l'évaluation et de la supervision (OVE) de la BID. Pour plus de précisions sur les résultats, voir la section sur l'impact en matière de développement.

†Rapports annuels élargis de supervision

## MONTANT CUMULÉ DES PROGRAMMES ET PROJETS D'ASSISTANCE TECHNIQUE APPROUVÉS

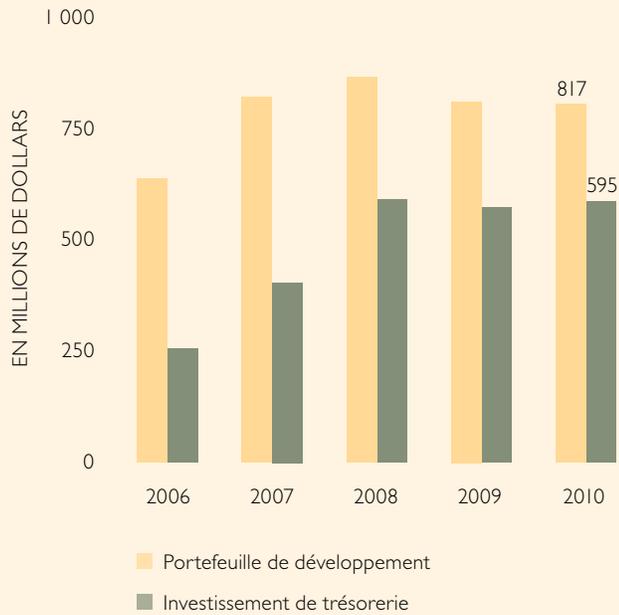


## NOMBRE CUMULÉ DES PME TOUCHÉES PAR LE BIAS D'INTERMÉDIAIRES FINANCIERS

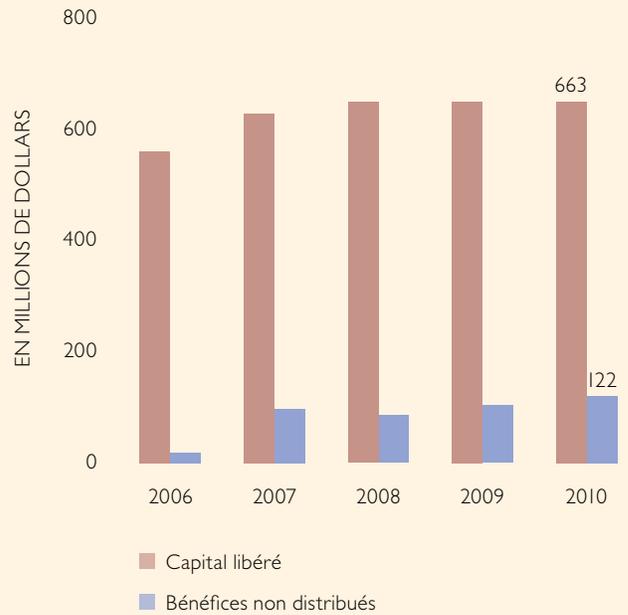


# Indicateurs financiers

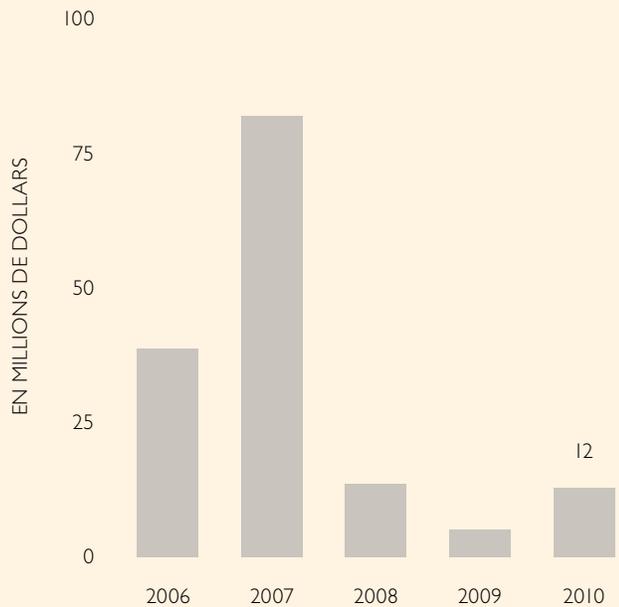
## COMPOSITION DES ACTIFS



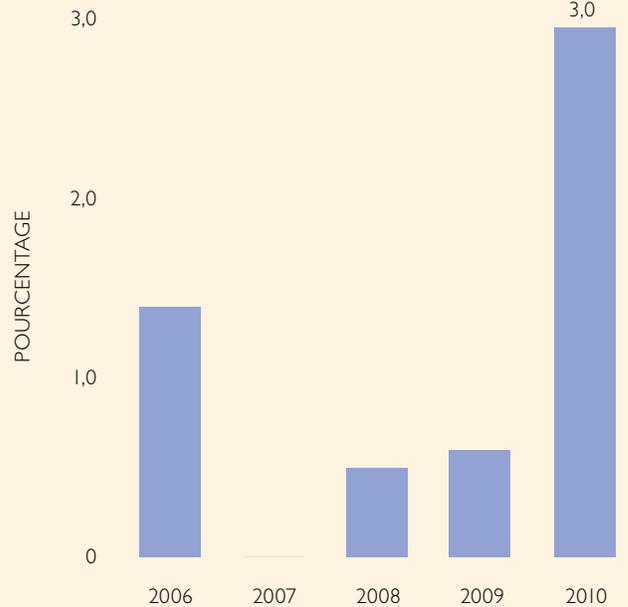
## VALEUR PATRIMONIALE NETTE



## REVENU NET



## PORTEFEUILLE DE PRÊTS AVEC ARRÎÉRÉS



## Un indicateur plus approprié pour la SII

Les institutions qui financent des projets utilisent généralement des indicateurs fondés sur le rapport dépenses-actifs pour mesurer leur productivité. Cette méthode favorise les institutions qui mènent des opérations de grande envergure alors que la SII se concentre sur les petites et moyennes entreprises.

En 2010, la SII a donc décidé d'ajouter l'indicateur investissement par employé qui mesure la productivité quelle que soit la taille du projet. En 2010, chaque employé de la SII a généré 0,50 opération financière et 3,60 projets non-financiers.

### PRODUCTIVITÉ

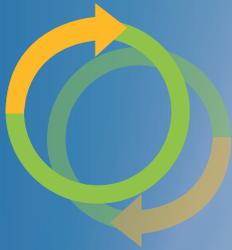


### DÉPENSES ADMINISTRATIVES / MOYENNE ACTIFS LIÉS AU DÉVELOPPEMENT



# Total des marchés

PAYS	MONTANT (EN MILLIERS DE DOLLARS)
Argentine	\$ 328 116
Allemagne	\$ 81 356
Autriche	\$ 358
Bahamas	\$ 2 612
Barbade	\$ 11 250
Belgique	\$ 6 853
Belize	\$ 8 227
Bolivie	\$ 13 231
Brésil	\$ 226 167
Chili	\$ 162 915
Colombie	\$ 32 755
Costa Rica	\$ 72 902
Danemark	\$ 8 102
El Salvador	\$ 15 921
Équateur	\$ 38 717
Espagne	\$ 28 276
États-Unis	\$ 508 831
Finlande	\$ 2 331
France	\$ 34 161
Guatemala	\$ 49 707
Guyana	\$ 600
Honduras	\$ 57 498
Israël	\$ 13 530
Italie	\$ 48 922
Jamaïque	\$ 48 083
Japon	\$ 22 170
Mexique	\$ 100 637
Nicaragua	\$ 23 687
Norvège	\$ 7 551
Panama	\$ 40 030
Paraguay	\$ 25 077
Pays-Bas	\$ 70 593
Pérou	\$ 72 813
Portugal	\$ —
République de Corée	\$ 1 057
République dominicaine	\$ 48 343
République populaire de Chine	\$ 8 400
Suède	\$ 5 895
Suisse	\$ 27 972
Suriname	\$ —
Trinité-et-Tobago	\$ 1 000
Uruguay	\$ 87 198
Venezuela	\$ 42 531
Régional	\$ 18 530



# Synthèse de l'exercice 2010

## Résultats d'exploitation

En 2010, la SII a approuvé 374,8 millions de dollars de prêts directs et d'investissements et 536 millions de dollars d'opérations de cofinancement qui ont donné un important effet de levier aux ressources fournies directement par elle.

# Opérations approuvées en 2010

PAYS	ENTREPRISE	SECTEUR	MONTANT APPROUVÉ	COÛT TOTAL DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET
Argentine	AGCO Capital Argentina S.A.	Services financiers	\$ 10 000 000	\$ 10 000 000	AGCO accorde des prêts sur nantissement pour l'achat de machines agricoles. Le montant du prêt servira à fournir des financements à des particuliers et des PME en Argentine.
	Compañías Asociadas Petroleras S.A.	Pétrole et exploitation minière	8 000 000	60 000 000	Compañías Asociadas Petroleras est actif dans les domaines de l'exploration, de la récupération, du développement et de la production de pétrole et de gaz. Cette opération lui apporte du financement à moyen terme, rare sur le marché local. La société l'utilisera pour renforcer son profil financier et sa position dans le secteur pétrolier, importante source d'emplois en Argentine.
	Terminal Zárate S.A.	Transports et stockage	7 000 000	24 000 000	Terminal Zárate est un complexe portuaire privé qui gère des conteneurs, des marchandises diverses et des véhicules, et qui fournit des services connexes pour le commerce extérieur. Le prêt financera l'expansion des quais et du parc pour conteneurs ainsi que des améliorations dans les aires de parking.
Brésil	Banco Daycoval S.A.	Services financiers	15 000 000	100 000 000	Banco Daycoval est une banque brésilienne de taille moyenne qui se spécialise dans les PME. Elle fournira des sous-prêts d'un montant maximum de 500 000 dollars à des entreprises de divers secteurs.
	Banco Industrial e Comercial S.A.	Services financiers	13 000 000	86 000 000	Banco Industrial e Comercial canalisera les fonds à des PME brésiliennes dans les secteurs de la manufacture, de l'agro-industrie, des services et du commerce afin de financer leurs besoins à court et moyen terme en fonds de roulement.
	Banco Pine S.A.	Services financiers	15 000 000	100 000 000	Banco Pine est spécialiste des prêts structurés garantis et elle fournit des services de conseils financiers et stratégiques, des produits de trésorerie et d'investissement et des lignes de crédit avec modalité de réaffectation de la BNDES. Elle utilisera les montants du prêt pour octroyer des prêts à des PME de divers secteurs.
	Itaú Unibanco S.A.	Services financiers	40 000 000	265 000 000	Itaú Unibanco est un leader sur divers créneaux du marché brésilien. Elle est présente à l'international et a un portefeuille très segmenté de prêts. Les fonds seront utilisés pour des sous-prêts à des PME locales.

PAYS	ENTREPRISE	SECTEUR	MONTANT APPROUVÉ	COÛT TOTAL DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET
Brésil (suite)	Wind Power Energia S.A.	Services publics et infrastructure	\$ 5 000 000	\$ 5 000 000	Wind Power Energia conçoit, fabrique et commercialise du matériel éolien de grande puissance et a la capacité de produire 300 éoliennes par an. Le financement donnera à l'entreprise les fonds de roulement dont elle a besoin pour satisfaire la demande croissante de générateurs et de parcs éoliens.
Colombie	Sociedad Operadora de Aeropuertos Centro Norte, Airplan S.A.	Services publics et infrastructure	10 000 000	165 000 000	Airplan a la concession pour l'exploitation, la maintenance et l'amélioration de six aéroports colombiens par lesquels transitent 4 millions de passagers par an – 27 % du trafic aérien total du pays. Le montant du prêt lui permettra de réaménager et d'agrandir les terminaux.
	Tablemac MDF S.A.S.	Bois, pâte et papier	5 000 000	57 000 000	Tablemac est un des principaux fabricants de panneaux de particules et de meubles pré-assemblés de Colombie. Le prêt lui permettra de construire une usine de fabrication de panneaux de densité moyenne et d'élargir son catalogue de produits.
Costa Rica	Café Britt Costa Rica S.A.	Alimentation, mise en bouteilles et boissons	4 000 000	4 000 000	Café Britt produit et exporte des cafés et des chocolats fins. Elle utilisera le montant du prêt comme fonds de roulement et pour consolider ses opérations dans d'autres pays d'Amérique latine.
	Coriport S.A.	Services publics et infrastructure	7 950 000	43 500 000	Coriport est chargé de la rénovation, de l'expansion et de l'exploitation de l'aéroport international Daniel Oduber Quirós de la région touristique de Guanacaste. Le prêt financera la conception, la planification, le financement, la construction, l'exploitation et la maintenance d'un nouveau terminal de passagers.
	Financiera Desyfin S.A.	Services financiers	1 000 000	1 000 000	Financiera Desyfin fournit des services d'affacturage nationaux et internationaux, des prêts de fonds de roulement, et diverses lignes de crédit. Le montant du prêt lui permettra de renforcer la structure de son capital et de stimuler la croissance de son portefeuille afin de fournir des financements directs à au moins 65 PME et des financements indirects à 455 autres.
El Salvador	Banco de América Central S.A.	Services financiers	20 000 000	20 000 000	Banco de América Central appartient au Grupo BAC Credomatic. Le prêt lui fournira des fonds à moyen terme qui seront affectés à des projets éligibles en El Salvador, et contribuera à diversifier ses sources de financement à moyen terme qui sont devenues plus rares depuis le début de la crise financière.
	Cajas y Bolsas S.A.	Produits manufacturés généraux	1 250 000	1 900 000	Cajas y Bolsas fabrique des boîtes et des produits d'art graphique. Le prêt servira à financer l'achat de nouveau matériel d'impression et de timbrage.

PAYS	ENTREPRISE	SECTEUR	MONTANT APPROUVÉ	COÛT TOTAL DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET
El Salvador (suite)	Compañía Azucarera Salvadoreña S.A. de C.V.	Agriculture et agro-industrie	\$ 6 000 000	\$ 6 000 000	Compañía Azucarera Salvadoreña produit du sucre et de la molasse pour les marchés nationaux et internationaux et produit de l'électricité dans sa centrale de cogénération de 60 mégawatts. Le prêt de fonds de roulement permettra à l'entreprise de planifier ses besoins en fonds d'exploitation.
	Jinsal S.A. de C.V.	Autres	220 000	220 000	Jinsal est le concessionnaire de la compagnie chinoise United Motor en El Salvador. Elle importe et vend des motos et des pièces détachées et fournit des services d'entretien des motos. Le prêt, au titre de la SBRL, servira à rembourser un prêt à court terme.
Équateur	Banco Bolivariano C.A.	Services financiers	7 000 000	7 000 000	Banco Bolivariano, qui était avant tout une banque d'affaires, a commencé, il y a quelques années, à offrir des services aux PME et des services de crédit à la consommation aux particuliers. Elle utilisera les montants du prêt pour élargir son portefeuille en offrant aux PME des sous-prêts d'un montant maximum de 500 000 dollars.



Équateur, Sociedad Agrícola e Industrial San Carlos

PAYS	ENTREPRISE	SECTEUR	MONTANT APPROUVÉ	COÛT TOTAL DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET
Équateur (suite)	Banco de Guayaquil S.A.	Services financiers	\$ 5 000 000	\$ 5 000 000	Banco de Guayaquil fournit des services financiers polyvalents aux particuliers, aux PME et aux entreprises. Le prêt renforcera son assise financière, fournira du financement pour les PME et appuiera son réseau de correspondants non bancaires connu sous le nom de Banco del Barrio.
	Moderna Alimentos S.A.	Alimentation, mise en bouteilles et boissons	5 000 000	29 000 000	Moderna Alimentos est un important fabricant et vendeur de pain, de pâtes et de farine de blé – contrôlant 40 % du marché équatorien. Le prêt l'aidera à consolider et accroître sa production et ses ventes de farine et de produits du blé.
	Sociedad Agrícola e Industrial San Carlos S.A.	Agriculture et agro-industrie	7 000 000	10 000 000	Ingenio San Carlos est un producteur intégré de sucre, d'électricité cogénérée et d'alcool. Elle utilisera le prêt pour financer des investissements dans des immobilisations afin de conserver sa capacité et d'améliorer l'efficacité des processus de plantation et de récolte de la canne à sucre et de son usine de production.
Guatemala	Banco Internacional S.A.	Services financiers	3 000 000	3 000 000	Banco Internacional possède un important portefeuille de produits et services financiers de pointe. Le prêt fournira un financement à des PME clientes au Guatemala et servira de pierre angulaire à sa stratégie de financement à moyen terme : ses sous-prêts aux entreprises se monteront en moyenne à 150 000 dollars et auront des échéances à 24 mois.
Haïti	Fonds d'investissement social en Haïti	Fonds d'investissement	1 145 000*	71 915 000*	Le Fonds, créé par la SII, la BID et le Gouvernement espagnol, fournira un financement à moindre coût aux PME implantées en Haïti. Des institutions financières locales rétrocéderont les montants du prêt sous forme de sous-prêts. Le fonds offrira également des outils permettant aux entreprises d'améliorer leur gouvernance.
Jamaïque	Jamaica Broilers Group Limited	Élevage et aviculture	2 000 000	2 000 000	Jamaica Broilers Group, une des grandes entreprises du pays, élève des volailles et produit des aliments équilibrés pour volailles et de l'éthanol. Ce prêt à moyen terme satisfait une partie de ses besoins de fonds de roulement. La SII lui fournira également une assistance technique, dont un audit d'efficacité énergétique destiné à identifier les possibilités de réduire la consommation énergétique et les coûts.

\*Montants approximatifs. Les montants exacts seront la contrevaletur en dollars des États-Unis de 812 000 euros et de 51 millions d'euros, respectivement.



Argentine, Compañías Asociadas Petroleras S.A.



PAYS	ENTREPRISE	SECTEUR	MONTANT APPROUVÉ	COÛT TOTAL DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET
Mexique	Almacenadora Mercader S.A.	Agriculture et agro-industrie	\$ 10 000 000	\$ 10 000 000	Almacenadora Mercader est la plus importante opération d'entrepotage officiellement autorisée au Mexique, avec des entrepôts dans 21 états. Le prêt lui permettra de fournir des fonds de roulement à quelque 1 500 petits producteurs de maïs blanc, de blé et de sorgho en achetant leur récolte (avec possibilité de rachat) ou en stockant leur grain.
	Banco Compartamos S.A.	Services financiers	32 000 000	32 000 000	Compartamos est la plus grande institution de microfinance du Mexique, avec 34 % du marché, et une des plus importantes d'Amérique latine et des Caraïbes. Le montant du prêt servira à développer le segment des microentreprises. Selon les projections initiales, Compartamos pourrait accorder quelque 500 000 micro-prêts pendant la durée de vie du prêt.

PAYS	ENTREPRISE	SECTEUR	MONTANT APPROUVÉ	COÛT TOTAL DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET
Mexique (suite)	Celsol S.A. de C.V. (Optima Energía)	Autres	\$ 6 000 000	\$ 44 700 000	Optima Energía est spécialiste de l'optimisation de la consommation d'électricité, de combustible et d'eau. C'est la première entreprise mexicaine à utiliser des contrats axés sur les résultats, les plus sophistiqués pour des projets d'efficacité énergétique. La ligne de crédit non renouvelable et non engagée servira à monter des initiatives d'efficacité énergétique pour les systèmes d'éclairage public.
	Constructoras ICA S.A. de C.V. (CICASA)	Autres	3 500 000	14 500 000	CICASA, société de construction qui fait partie du groupe d'entreprises ICA, du Mexique, est spécialisée dans la construction civile, industrielle et résidentielle et gère des projets avec les secteurs public et privé. Le financement permettra à CICASA de tenir les impératifs de capitalisation dans l'entreprise péruvienne Los Portales S.A., dont elle est actionnaire. Entre autres activités, Los Portales investira dans la construction de logements pour les personnes à faible revenu du Pérou.
	Edilar S.A. de C.V.	Éducation	2 500 000	2 500 000	Edilar vend et finance des achats de matériel pédagogique et culturel pour les enseignants des écoles publiques de 27 états mexicains, afin de promouvoir leur développement professionnel et d'améliorer leurs méthodes d'enseignement. Le prêt financera l'expansion de l'entreprise et améliorera sa capacité de prêts aux enseignants. Étant donné que les ventes d'Edilar se montent en moyenne à 1 000 dollars par enseignant, le prêt pourrait bénéficier à 2 500 d'entre eux.
	Grupo FinTerra S.A. de C.V.	Services financiers	4 000 000	4 000 000	FinTerra fournit des prêts individuels à de petits et moyens exploitants. Le prêt servira à développer ce secteur. La taille moyenne des prêts sera de quelque 165 000 dollars.
	Multinational Industrial Fund II L.P.	Fonds d'investissement	3 000 000	120 000 000	L'objectif du fonds est de prendre des participations dans des entreprises mexicaines ayant un fort potentiel de croissance et un chiffre d'affaires annuel compris entre 10 millions et 100 millions de dollars. Le montant des investissements se situera dans une fourchette de 10 millions à 25 millions de dollars.
Nicaragua	Casa Pellas S.A.	Autres	3 500 000	3 500 000	Casa Pellas est une société diversifiée qui vend des véhicules et des pièces détachées de Toyota, Suzuki, et Hino et des motos, des moteurs et des équipements industriels Yamaha. Le financement lui permettra de satisfaire ses besoins en fonds de roulement permanents.

PAYS	ENTREPRISE	SECTEUR	MONTANT APPROUVÉ	COÛT TOTAL DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET
Nicaragua (suite)	Kola Shaler Industrial S.A.	Alimentation, mise en bouteilles et boissons	\$ 110 000	\$ 110 000	Kola Shaler est une société centenaire dont les boissons gazeuses sont en vente dans les épiceries et supermarchés du Nicaragua, de Miami et de Californie. Elle est récemment entrée sur le marché des aromatisants, du vinaigre et du vin et prévoit d'élargir ses opérations en Amérique centrale. Le prêt, octroyé dans le cadre de la SBRL, lui permettra d'acheter des conteneurs réutilisables en verre pour réduire ses coûts et remplacer les bouteilles en plastique non biodégradable.
	Lubricantes Importados de Nicaragua S.A.	Autres	600 000	600 000	Lubrinsa distribue tous les produits de Texaco-Chevron (essence exceptée) partout dans le pays. Le prêt de la SII permettra à la société d'augmenter son fonds de roulement.
Panama	Banco Aliado S.A.	Services financiers	10 000 000	10 000 000	Banco Aliado est une institution dont les opérations sont centralisées à Panama. Le prêt lui permettra de fournir des financements aux entreprises habilitées par le biais de sous-prêts d'un montant maximum de 500 000 dollars.
	Banco Bilbao Vizcaya Argentaria Panamá S.A.	Services financiers	20 000 000	20 000 000	BBVA est une banque de détail panaméenne qui fournit des services locaux et des transactions internationales. Le prêt lui permettra d'offrir aux PME clientes des financements pour leurs besoins de fonctionnement, dont des prêts de fonds de roulement et des lignes de crédit renouvelables. Pour être admissibles, les entreprises ne devront pas avoir plus de 10 millions de dollars d'actifs ou de revenus annuels et le montant des sous-prêts ne pourra être supérieur à 500 000 dollars.
	Banco Internacional de Costa Rica S.A.	Services financiers	15 000 000	15 000 000	Banco Internacional de Costa Rica est une banque privée installée au Panama qui offre une gamme complète de produits financiers aux entreprises d'Amérique centrale. Le prêt soutiendra les activités de prêt de la banque, l'aidera à financer la croissance de son portefeuille de PME et lui permettra d'accroître ses financements à moyen terme.
	Multibank S.A.	Services financiers	6 000 000	6 000 000	Multibank offre des services bancaires aux PME, aux entreprises et aux particuliers. Le prêt lui permettra de fournir des fonds de roulement aux PME du Panama et de financer des logements pour les Panaméens à faible revenu. Les sous-prêts ne pourront être d'un montant supérieur à 500 000 dollars et, dans le cas des logements résidentiels, la valeur commerciale des logements ne pourra dépasser 90 000 dollars.



PAYS	ENTREPRISE	SECTEUR	MONTANT APPROUVÉ	COÛT TOTAL DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET
Paraguay	Agrofértil S.A.	Agriculture et agro-industrie	\$ 5 000 000	\$ 78 800 000	Agrofértil vend des intrants agricoles, entrepose et commercialise des céréales et fournit des services d'agronomie surtout à des petits et moyens exploitants agricoles. Le financement renforcera son profil financier et étiera ses investissements dans des immobilisations et des fonds de roulement. Il aidera également Agrofértil à augmenter ses financements aux PME agricoles.
	Emprendimientos Hoteleros S.A.E.C.A.	Tourisme et hôtellerie	1 500 000	1 500 000	Emprendimientos Hoteleros est propriétaire du bâtiment du Sheraton Hotel Asunción. Le prêt servira à transformer certaines salles de réunion en 17 chambres meublées standard et à construire et meubler de nouvelles salles de réunion. Une partie du prêt sera utilisée pour des fonds de roulement et pour amortir un prêt auprès d'une banque locale.
Pérou	América Financiera S.A.	Services financiers	3 500 000	3 500 000	América Financiera est le résultat de la réorganisation d'América Leasing S.A., compagnie de crédit-bail financier, en une société de financement. La transformation lui a permis d'élargir la gamme de ses produits et services, de renforcer ses fonds propres et de développer son portefeuille de PME. Le prêt subordonné lui permettra d'améliorer sa dotation en fonds propres.
	Banco Interamericano de Finanzas S.A.	Services financiers	6 000 000	6 000 000	Banco Interamericano de Finanzas offre des services d'intermédiation financière pour des opérations de commerce extérieur. Elle fournit aussi des services bancaires personnels à ses clients à revenu intermédiaire, intermédiaire-élevé et élevé. Le montant du prêt subordonné servira à financer des projets avec une centaine d'entreprises péruviennes, pour un montant maximum d'un million de dollars chacun.
	Banco Santander Perú S.A.	Services financiers	15 000 000	15 000 000	Banco Santander est spécialisée dans les services bancaires commerciaux, d'entreprise et globaux. Les ressources du prêt financeront les fonds de roulement des PME qui participent au Programme <i>Confirming</i> de Banco Santander et qui sont également les fournisseurs des clients de Banco Santander. Les sous-prêts qui seront octroyés par Banco Santander ne dépasseront pas 250 000 dollars.
	Ica Pacific S.A.	Agriculture et agro-industrie	2 500 000	6 250 000	Ica Pacific est une entreprise agroindustrielle qui se spécialise dans la culture des asperges vertes et des grenades. Le prêt remplacera des prêts à court terme et financera des fonds de roulement permanents. Il stimulera la croissance de la société et sa capacité de production en lui fournissant du financement à long terme pour les cultures à cycle long.

PAYS	ENTREPRISE	SECTEUR	MONTANT APPROUVÉ	COÛT TOTAL DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET
Pérou (suite)	Leasing Total S.A.	Services financiers	\$ 1 500 000	\$ 1 500 000	Leasing Total finance des PME desservant de grandes entreprises dans les domaines, notamment, de la santé, de l'exploitation minière et des hydrocarbures, de la construction et du commerce. Le prêt aidera à financer la croissance de son portefeuille de crédit-bail et à diversifier ses sources de financement à moyen terme.
République dominicaine	Wind Telecom S.A.	Technologie, communications et nouvelle économie	5 000 000	85 700 000	Wind Telecom offre des services internet, de télévision à péage et de télécommunications. Avec cette opération, la SII va promouvoir l'accès à ces services et l'élargissement des technologies novatrices dans un marché à fort potentiel de croissance.
Région	Banco La Hipotecaria S.A. and La Hipotecaria S.A. de C.V.	Services financiers	10 000 000	10 000 000	La Hipotecaria fournit des hypothèques pour des résidences neuves ou existantes et des prêts personnels à ses clients hypothécaires. Le prêt financera la croissance de son portefeuille d'hypothèques au Panama et en El Salvador où le revenu mensuel moyen de ses clients est de 580 dollars et le prix moyen des logements est de 26 500 dollars.

Mexique, Banco Compartamos S.A.





**Panama, Barrio La Constancia financé par Banco La Hipotecaria S.A.**

PAYS	ENTREPRISE	SECTEUR	MONTANT APPROUVÉ	COÛT TOTAL DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET
Région (suite)	Corporación Interamericana para el Financiamiento de Infraestructura S.A.	Services financiers	5 000 000	5 000 000	Corporación Interamericana para el Financiamiento de Infraestructura est une institution financière non bancaire qui finance des projets d'infrastructure en Amérique latine et dans les Caraïbes, notamment dans les secteurs de l'énergie, des transports, de la production de gaz et de pétrole, des aéroports, des ports, des télécommunications, de l'infrastructure sociale et du tourisme. Le prêt financera ses besoins de fonds de roulement à court terme.
	Microfinance Growth Fund (MiGroF)	Services financiers	\$ 5 000 000	\$ 250 000 000	Conçu pour promouvoir la durabilité des institutions de microfinance en Amérique latine, MiGroF leur fournit des financements destinés à élargir leurs portefeuilles et à faciliter la croissance durable des micro-entreprises et des petites entreprises dans le sillage de la crise financière. Dans sa phase initiale, une cinquantaine d'institutions de microfinance recevront chacune des financements moyens de 3 millions de dollars.
<b>Total</b>			<b>\$ 374 775 000</b>	<b>\$ 1 822 695 000</b>	

## Résultats en matière de développement

### Comment la SII mesure l'impact en matière de développement

Pour mesurer l'impact sur le développement de ses opérations, la SII dispose de deux outils qui utilisent un certain nombre d'indicateurs communs. Le premier, DIAS (Système de notation de l'impact sur le développement et de l'additionnalité), a été introduit en 2008 : il estime l'impact potentiel sur le développement de chaque projet au moment de son lancement et à tous les stades de son exécution. Le second est le Rapport annuel élargi de supervision (XASR).

Utilisés depuis 2001, les XASR mesurent les résultats d'un projet en matière de développement et évaluent le résultat de l'investissement, la qualité du travail et l'additionnalité de la SII. Dans son rapport de 2010<sup>1</sup>, le Bureau de l'évaluation et de la supervision (OVE) de la BID – qui valide de manière indépendante la fiabilité des analyses, l'impartialité et la cohérence des notes, et les leçons tirées des XASR – conclut que 88 % des projets notés par la SII ont obtenu des résultats positifs<sup>2</sup> en matière de développement. Par comparaison, en 2009, l'OVE avait trouvé que 67 % des investissements de la SII avaient obtenu des résultats comparables.

L'OVE a évalué 16 rapports XASR : sept sur des opérations avec des entreprises et neuf sur des opérations avec des intermédiaires, arrivées à maturité en 2009 après 3 à 5 ans d'exploitation. L'OVE a également déterminé que les XASR donnent des évaluations objectives de la performance du portefeuille d'investissements.

## lessons in action

La SII, en collaboration avec le Secteur savoir et apprentissage de la BID, a lancé un portail intranet « Lessons in action ». Ce nouvel outil de gestion du savoir facilite la documentation des leçons et de l'expérience tirées des projets tant à la SII que dans le Groupe de la BID. Il contient plus de 70 leçons tirées de projets de la SII réalisés au cours des 20 dernières années. Il aidera à identifier, documenter, disséminer et appliquer les leçons tirées de la pratique opérationnelle collective.

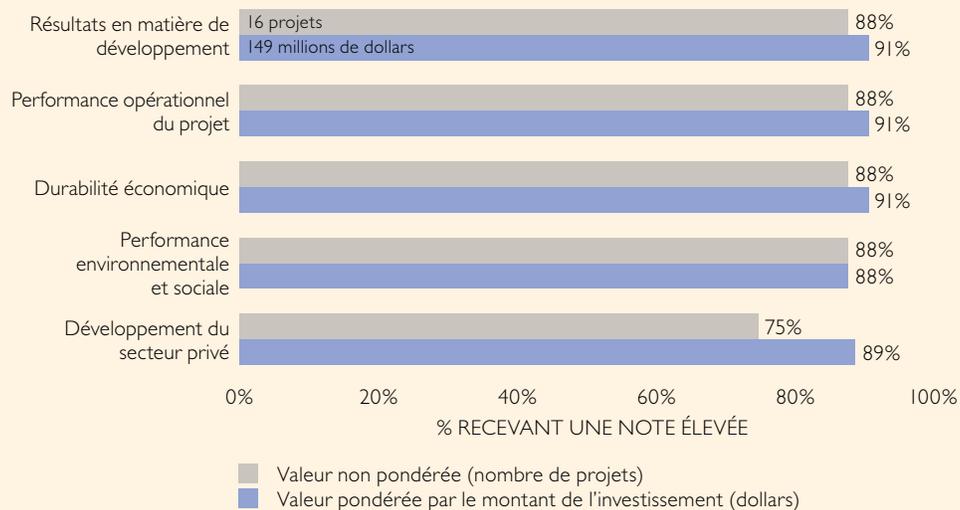
Cet outil est un grand pas en avant sur le plan de l'élaboration d'une base institutionnelle de savoir sur le développement des PME. Il permettra à la SII de capter des informations en se fondant sur les leçons du passé afin d'informer et de configurer les futures opérations dans la région, permettant ainsi au personnel de travailler plus efficacement et d'avoir un impact plus important.



<sup>1</sup> L'OVE doit présenter son huitième rapport d'évaluation indépendant au Conseil d'administration de la SII au cours du premier semestre 2011.

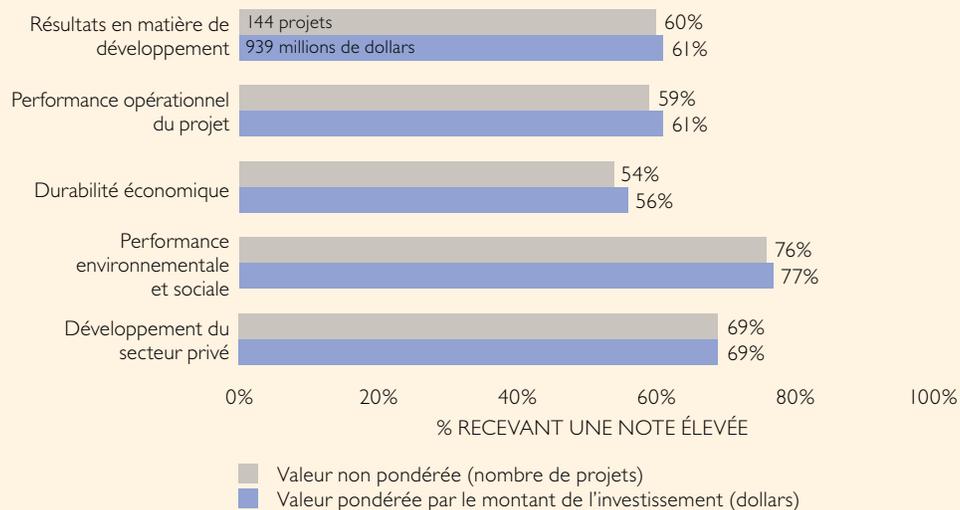
<sup>2</sup> Ces projets étaient qualifiés de très réussis, réussis et en grande partie réussis.

## RÉSULTATS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT POUR 2010\*

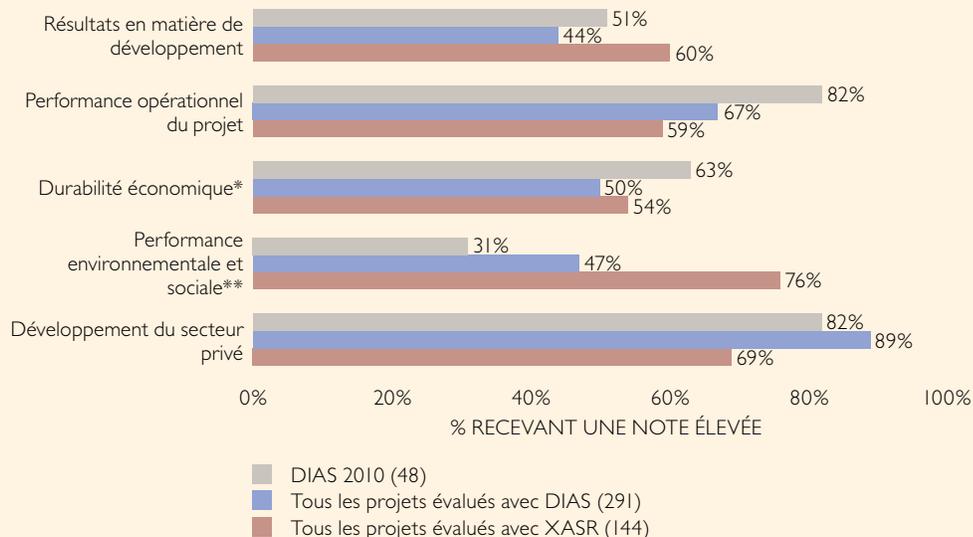


\*Huitième rapport OVE

## RÉSULTAT CUMULATIF EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS



## PRÉVISION DES RÉSULTATS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT : COMPARAISON DES SYSTÈMES DIAS ET XASR



\* Les données DIAS incluent uniquement les projets avec des entreprises ; les projets avec des intermédiaires financiers ne sont pas inclus.

\*\*Du fait d'une modification du système DIAS en 2010, le pourcentage des projets dont l'indicateur de performance sociale et environnementale était élevé a baissé. Jusqu'alors, cet indicateur révélait le niveau des efforts supplémentaires qu'une entreprise devait mettre en place pour respecter les prescriptions environnementales et sociales de la SII. Les efforts requis ou les mesures correctives à prendre sont maintenant donnés dans une autre partie du DIAS.

## La SII, un leader parmi les organisations multilatérales

### Examen des systèmes d'évaluation

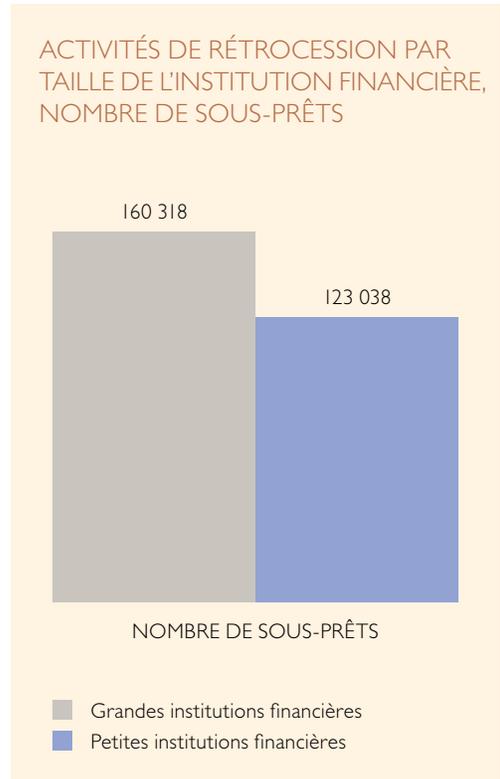
Selon une étude d'analyse comparative de 2010 commanditée par le Groupe de coopération en matière d'évaluation des Banques multilatérales de développement, le système d'évaluation de la SII comprend 98 % des pratiques d'évaluation utilisées par les banques multilatérales de développement servant le secteur privé et il est le plus harmonisé de tous.

Cette étude, la troisième depuis la mise en œuvre du mécanisme en 2005, compare les pratiques d'évaluation des banques multilatérales de développement aux normes optimales convenues. De fait, le concept du système d'évaluation de la SII se fonde sur les normes du Groupe de coopération en matière d'évaluation des Banques multilatérales de développement.

Les résultats témoignent de l'engagement de la SII sur le plan de l'évaluation. Ce résultat positif est d'autant plus significatif que l'étude d'analyse comparative utilisait des normes de troisième génération, plus strictes que celles utilisées dans les deux études précédentes.

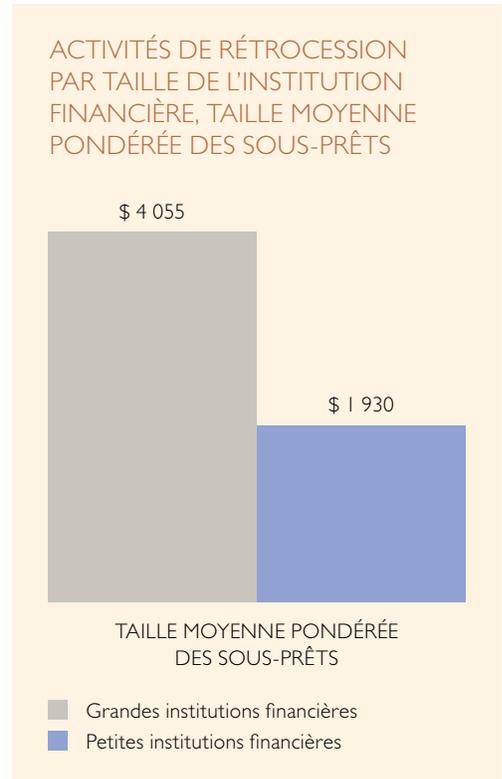
### Impact des intermédiaires financiers sur le développement

Dans une étude terminée en 2010, la SII a réuni des informations plus détaillées relatives à l'impact sur le développement des opérations avec les intermédiaires financiers approuvés depuis 2000. Se fondant uniquement sur les données de projets dans leur première phase de maturité et ayant fait l'objet d'un XASR complet<sup>3</sup>, elle a montré que les grandes institutions financières<sup>4</sup> avaient desservi 160 318 PME (avec des sous-prêts d'un montant moyen de 4 055 dollars) et que les institutions financières plus petites<sup>5</sup> avaient desservi 123 038 PME (avec des sous-prêts d'un montant moyen de 1 930 dollars).



Les prêts par le biais des intermédiaires financiers sont un outil clé fréquemment utilisé par les organisations multilatérales de développement pour canaliser des fonds aux entreprises et organisations de leurs pays membres. Depuis 2000, la SII a approuvé plus de 1,6 milliard de prêts à des intermédiaires financiers.

La croissance rapide du portefeuille de la SII avec des intermédiaires financiers reflète une décision prise lors du Sommet extraordinaire des Amériques en 2004, à l'occasion duquel les chefs d'État des pays d'Amérique latine et des Caraïbes avaient convenu de tripler le nombre de prêts accordés aux microentreprises et aux PME avant la fin de 2007 par le biais d'opérations avec des intermédiaires financiers.



<sup>3</sup> Les données sont tirées des XASR et sont considérées comme finales aux fins du présent rapport annuel même si les projets continuent à fournir des financements aux PME pendant toute la durée du prêt de la SII.

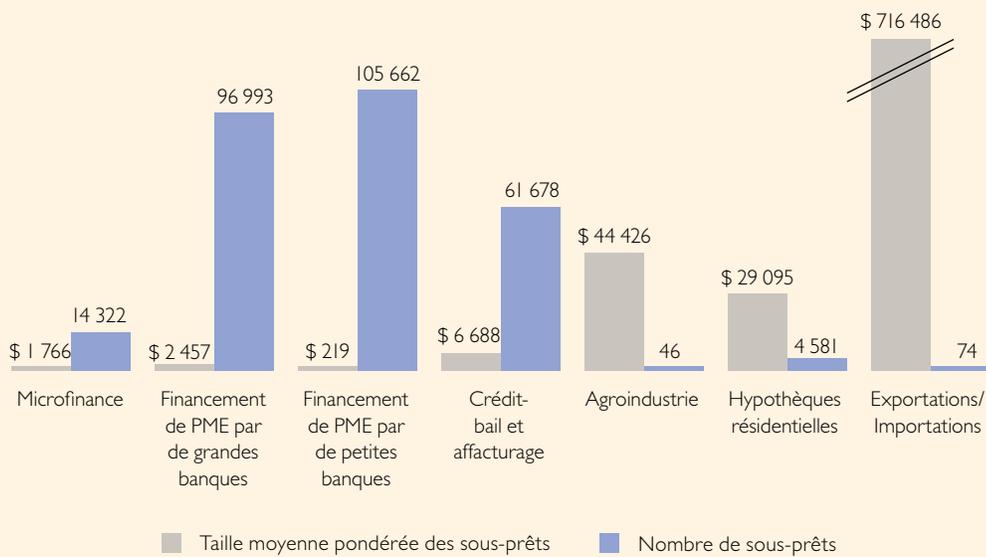
<sup>4</sup> Institutions ayant plus de 500 millions de dollars d'actifs au total.

<sup>5</sup> Institutions ayant 500 millions de dollars ou moins d'actifs au total.

**Les prêts par le biais des intermédiaires financiers sont un outil clé fréquemment utilisé par les organisations multilatérales de développement pour canaliser des fonds aux entreprises et organisations de leurs pays membres.**



ACTIVITÉS DE RÉTROCESSION, PAR TYPE D'UTILISATION DES MONTANTS



**Depuis 2000, la SII a approuvé plus de 1,6 milliard de prêts à des intermédiaires financiers.**



Costa Rica, Semaine de la durabilité

## Durabilité environnementale et sociale

La formation et l'assistance technique sont indispensables pour garantir que les bénéfices des projets soient plus que financiers et économiques. En 2010, la SII a concentré dans une grande mesure ses efforts en matière d'additionnalité sur la durabilité et la protection de l'environnement.

La SII a organisé trois ateliers dans la région en 2010 dans le cadre du lancement de sa première Semaine de la durabilité. Le premier, organisé en conjonction avec l'Unité des sauvegardes sociales et environnementales de la BID, a rassemblé 25 institutions financières de 12 pays de l'hémisphère occidental, dont le Brésil, les États-Unis et le Mexique. Les clients de la SII et de la BID y ont appris à élaborer leurs propres systèmes de gestion des risques environnementaux, systèmes conçus afin d'améliorer leur compétitivité et leur profitabilité.

Un second atelier, sur les défis et opportunités que présente le changement climatique pour les institutions financières, incluait une formation sur les marchés de crédits carbone, les échanges de droits d'émission de carbone et les répercussions du réchauffement climatique sur les systèmes bancaires et leurs clients.

Vingt institutions de 11 pays ont assisté à des présentations portant notamment sur l'expérience acquise par des organisations qui cherchaient à promouvoir des projets visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Les participants au troisième atelier, axé sur la mise en œuvre de plans d'action pour l'efficacité énergétique, ont appris comment réduire le coût énergétique et l'empreinte carbone de leurs

entreprises. Trente-six entreprises de neuf pays de la région ont participé à cet atelier organisé par la SII et la BID avec le soutien du Fonds fiduciaire Corée-SII de développement des PME et la BAC San José.

## Résultats financiers

La SII a sensiblement accru ses provisions de portefeuille et ses passations en charges en 2010 au vu des problèmes de portefeuille spécifiques qui se sont concrétisés au cours du premier semestre. L'augmentation des recouvrements du portefeuille, qui ont atteint la somme totale de 6,1 millions de dollars, a permis d'en limiter l'impact sur les résultats. La combinaison de ces circonstances, la chute du LIBOR et les faibles niveaux de prêt et d'investissement au premier semestre sont tous des facteurs qui ont empêché la SII d'atteindre de meilleurs chiffres de revenu final pour l'exercice.

Néanmoins, au second semestre, avec la reprise du marché du crédit et une conjoncture économique plus favorable, il y avait de bonnes raisons de croire que la détérioration de la qualité du portefeuille et des intérêts créditeurs avait passé le point d'inflexion. Le résultat de cette amélioration se fera sentir en 2011.

La performance de la SII en matière de gestion des liquidités a également été notable. Grâce à l'utilisation d'une partie de ses actifs liquides pour le financement de ses nouveaux investissements, la SII a évité de créer un niveau d'endettement plus important. Ces mesures n'ont pas affecté sa position de liquidités qui a été confortée par les remboursements réguliers des prêts par ses clients.



**Sa démarche prudente et une meilleure diversification de ses opérations ont aidé la SII à clore son portefeuille de placements de trésorerie en bonne position.**



Les provisions pour pertes sur prêts sont passées de 66,5 millions de dollars en 2009 à 56,5 millions en 2010 et sont restées à un niveau jugé adéquat permettant de répondre à un climat économique morose et incertain. Les passations en charges se sont montées à 15,1 millions de dollars, en augmentation par rapport à 2009 où elles s'étaient élevées à 2,5 millions de dollars.

Le résultat net de l'exercice est de 12,5 millions de dollars alors qu'il était de 5,2 millions de dollars en 2009. L'efficacité, mesurée par le ratio intérêts créditeurs nets / frais administratifs, est passée de 1,4 en 2009 à 1,2 en 2010.

### Risque du portefeuille de placements de trésorerie

Les effets de la crise financière et économique se sont fait sentir sur les nouveaux segments de marché – comme la dette publique – mais sa démarche prudente et une meilleure diversification de ses opérations ont aidé la SII à clore le portefeuille de placements de trésorerie en bonne position. La rentabilité a souffert de la chute des taux d'intérêts et de la nécessité pour la SII d'investir une plus grande partie de ses fonds dans des placements à un jour et dans des titres à très faible risque.

### Qualité des actifs

L'exercice a débuté sous le signe de l'incertitude et de la volatilité mais la conjoncture a commencé à s'améliorer au second semestre. La récession mondiale a affecté la qualité des actifs ; toutefois, les provisions pour pertes sur prêts ont couvert de manière adéquate le portefeuille à risque de la SII.

Le portefeuille des prêts avec arriérés est passé de 0,65 % en 2009 à 3,04 % en 2010 et les prêts douteux ont augmenté, passant de 3,63 % en 2009 à 4,18 % en 2010. Le portefeuille des prêts avec arriérés a grossi du fait de la dégradation continue de quelques actifs à problème déjà présents dans le portefeuille des prêts douteux de 2009. À la fin de l'exercice 2010, le ratio provisions pour pertes sur prêts / prêts avec arriérés était de 2,22 et celui des provisions pour pertes sur prêts / prêts douteux de 1,61.

### Ratio de solvabilité

L'Accord constitutif de la SII limite les emprunts à trois fois sa valeur nette. Dans la pratique, la SII a réussi à maintenir un ratio d'endettement en deçà de cette limite. Le ratio passif / fonds propres a diminué, passant de 0,88 en 2009 à 0,85 en 2010.

### Liquidité

La stratégie de la SII consiste à utiliser ses excédents de liquidité pour accroître ses investissements dans les actifs de développement sans augmenter son niveau d'endettement global. Malgré le recours à ces ressources, le niveau de liquidité de la SII à la fin de l'exercice restait élevé, le ratio liquidité / endettement passant de 0,87 en 2009 à 0,91 en 2010, du fait surtout du taux élevé des remboursements de prêts par les clients de la SII.

**Standard & Poor's  
a relevé la  
notation de la SII  
qui est passée de  
AA- à AA en  
2010.**

**Amélioration de la notation : AA**

Standard & Poor's a relevé la notation de la SII qui est passée en 2010 de AA- à AA. Selon l'agence de notation, la raison de ce relèvement réside dans la solidité du profil financier de la SII, le soutien du Groupe de la BID et la gestion prudente de ses opérations par la SII.

**Sources de financement**

Traditionnellement, les principales sources de financement de la SII étaient les apports en capital de ses pays membres et des prêts bilatéraux de banques commerciales. En 2005, la SII a commencé à diversifier ses sources de financement.

Les marchés financiers souffrant de l'incidence de la crise bancaire, la SII a cherché en 2010 à améliorer son profil d'endettement. Elle a rééchelonné 552 millions de dollars de dette et réussi à lisser son échéancier de remboursements à court terme. Elle a également négocié 60 millions de dollars de nouvelles lignes de crédit.

Le risque de crédit de la SII s'était sensiblement réduit en fin d'exercice grâce à sa forte position de trésorerie et à la réduction de son passif financier

à 653,5 millions de dollars, soit une baisse de 1,7 % par rapport au début de l'exercice.

**Régimes de prestations de retraite et de prestations complémentaires au personnel retraité**

La valeur des actifs auxquels sont adossées les obligations de retraite de la SII a augmenté de 20,4 % en 2010, à mesure que les marchés se ressaisissaient et que les contributions augmentaient. La Direction et le Conseil d'administration ont décidé d'accroître les contributions aux régimes de prestations de retraite et de prestations complémentaires au personnel retraité, faisant passer à 94 % le ratio de couverture actif / passif des régimes de retraite.

**Plans opérationnels de la SII**

Il y a trois ans, lorsque la Direction et le Conseil d'administration ont examiné le document de fonds sur le plan opérationnel de la SII pour la période 2008–2010, la région de l'Amérique latine et des Caraïbes connaissait sa plus forte croissance des 40 dernières années. À ce moment,



le déclenchement de la crise financière mondiale, dont l'imminence et la gravité échappaient à de nombreux analystes, n'allait pas se concrétiser avant encore un an.

En décembre 2007, le Conseil d'administration a approuvé le plan opérationnel pour 2008–2010, les propositions du budget d'équipement et du budget administratif pour 2008 et la stratégie de financement pour 2008. Mais tout a changé après août 2008. La Direction et le Conseil ont travaillé de concert pour améliorer la souplesse opérationnelle de la SII et introduire les outils nécessaires pour répondre à l'évolution des besoins des clients.

### Mise en œuvre du plan opérationnel 2008–2010

Les objectifs du plan opérationnel 2008–2010 ont, pour la plupart, été atteints et la SII est restée pertinente et rentable alors même que le plan était mis en œuvre au cours de l'une des pires crises que le monde ait jamais connu.

Le plan opérationnel 2008–2010 définissait six objectifs et deux initiatives (d'où le nom de cadre conceptuel « 6+2 »). Les deux initiatives, aujourd'hui pleinement opérationnelles, portaient sur la création de la Division assistance technique et alliances stratégiques et sur la reprise des activités de prises de participation de la SII.

Pour ce qui est des six objectifs :

1) *Augmenter les éléments d'actifs liés au développement.* Le total des approbations de la SII<sup>6</sup> se monte à 976 millions de dollars, soit 7,9 % de plus que le montant originellement prévu, de 904 millions de dollars, et 11,6 % de plus que le nouvel objectif révisé de 875 millions de dollars, fixé à la suite de la crise financière<sup>7</sup>.

- 2) *Améliorer la diversification géographique du portefeuille.* Les approbations nettes actives dans les pays C et D ont doublé, ce qui a fait passer leur part dans le portefeuille de la SII de moins de 24 % à plus de 36 %.
- 3) *Remplir les engagements de la SII dans le cadre du Plan opérationnel intégré pour le secteur privé du Groupe de la BID.* La SII a constitué un portefeuille pertinent de 65 millions de dollars avec de petites institutions financières, générant 93 millions de dollars d'opérations avec des entreprises ayant un revenu maximum de 100 millions de dollars, et elle a transmis plus de 40 opérations à d'autres guichets du Groupe de la BID qui travaillent avec le secteur privé.
- 4) *Mettre en œuvre le système DIAS.* Le Système de notation de l'impact sur le développement et de l'additionnalité qui évalue les projets à leur origine et pendant tout le cycle de supervision, est pleinement opérationnel. Presque 300 projets ont été notés et la qualité du portefeuille constitué depuis 2008, en termes d'impact sur le développement, est meilleure que prévu.
- 5) *Maintenir les notations du risque crédit de la SII.* L'objectif de maintien de la notation de la SII a été dépassé, Standard & Poor's ayant fait passer sa note à AA ; la notation de Moody's n'a pas changé.
- 6) *Obtenir un rendement minimum des capitaux propres de 3 % par an.* 2010 est la huitième année consécutive de profitabilité pour la SII. Si l'objectif d'un rendement des capitaux propres moyen de 3 % n'a pas été atteint, celui consistant à préserver la valeur des fonds propres des actionnaires sur le long terme l'a été.

<sup>6</sup> Le Plan opérationnel intégré pour le secteur privé du Groupe de la BID prévoyait que la SII n'établirait pas de nouveaux liens avec les grandes institutions financières et se concentrerait sur celles dont les actifs étaient égaux ou inférieurs à 500 millions de dollars. Pour continuer à préserver l'équilibre du portefeuille, il était prévu que le Département du financement structuré et corporatif de la BID générerait 211 millions de dollars de transactions avec les grandes banques. Sur ce total, trente millions de dollars ont été mobilisés.

<sup>7</sup> La crise a raccourci de plus d'un an la durée de vie moyenne pondérée du portefeuille de la SII. De ce fait, bien que le nombre des approbations ait été proche de celui prévu, la croissance réelle du portefeuille n'a pas été à la hauteur des espérances.



**2010 est la huitième année consécutive de profitabilité pour la SII.**

**La SII a un nouvel objectif à long terme : se positionner comme l'autorité reconnue en matière de développement des PME dans la région Amérique latine et Caraïbes.**

**Les trois prochaines années**

Pour remplacer le cadre conceptuel « 6+2 » en vigueur, la SII propose un cadre « 1+1=3 » pour la période 2011–2013. Il sera centré sur la croissance et la productivité, considérées comme les pierres angulaires de l'impact accru de la SII sur le développement, jetant ainsi les bases d'une nouvelle vision à long terme.

**Objectif du premier pilier du développement : la croissance**

Tout en suivant strictement son « approche de portefeuille », la SII va essayer d'augmenter d'au moins 25 % ses actifs de développement, mesurés par le niveau de l'encours brut de son portefeuille, afin de maximiser l'utilisation de sa base de capital actuelle. À la suggestion des Gouverneurs, la SII commencera à déployer les ressources de quasi-fonds propres que lui fournira la BID dans le cadre de la neuvième augmentation générale du capital, à mesure que les fonds deviendront disponibles. Ces ressources devraient sensiblement améliorer la capacité de la SII à atteindre les PME en augmentant sa capacité à supporter les risques.

Pour cela, la SII cherchera à accroître sa souplesse opérationnelle en lançant des initiatives visant à :

- 1) améliorer sa capacité à atteindre de très petites entreprises ;
- 2) renforcer sa capacité à fournir une assistance technique ;
- 3) élaborer un nouveau modèle de financement en monnaie locale ; et
- 4) créer un nouveau modèle opérationnel et de développement conçu pour atteindre des entreprises de plus grande taille.

La SII examinera également la possibilité de fournir des services de conseil et de renforcer sa capacité d'administrer une nouvelle ligne d'activité : des fonds fiduciaires de prises de participations et de prêts.

**Objectif du second pilier du développement : la productivité**

La SII s'efforcera de faire passer le nombre de ses projets à 80 par an d'ici à 2013 sans ajouter de personnel aux 107 postes autorisés.

Pour atteindre cet objectif, elle s'attachera à améliorer son efficacité opérationnelle en :

- 1) élaborant un nouveau modèle d'affectation des ressources humaines prenant en compte la mission de développement de l'institution ;
- 2) mettant à jour les processus et systèmes ;
- 3) négociant un accord de service global avec la BID et en cherchant à maximiser son avantage compétitif pour fournir des services à d'autres guichets du secteur privé du Groupe de la BID.

**Résultat : impact plus fort sur le développement**

La SII est persuadée que si elle atteint les objectifs de ces deux piliers, elle améliorera sensiblement son efficacité en matière de développement.

Pour atteindre ce dernier objectif, elle s'efforcera d'améliorer encore la qualité sur le plan du développement de ses prêts et prises de participation en mettant régulièrement à jour son cadre général d'évaluation, et d'augmenter sensiblement le volume et la portée de ses produits d'assistance technique et de concentrer cette stratégie sur les PME bénéficiaires finales plutôt que sur les programmes.

De plus, la mise en œuvre réussie du cadre conceptuel « 1+1=3 » donnera à la SII les ressources requises pour élaborer et disséminer des produits du savoir centrés sur les PME. Ce nouveau cadre conceptuel constituera un grand pas en avant dans la réalisation du nouvel objectif à long terme de l'institution : se positionner comme l'autorité reconnue en matière de développement des PME en Amérique latine et dans les Caraïbes, objectif que l'on peut résumer par la formule : *Pensez PME, Pensez SII.*



*Pensez PME, pensez SII*





## Activités au sein du Groupe de la BID

### Renégociation du mécanisme de crédit global multisectoriel de la BID

En 2010, la BID et la SII ont renégocié le mécanisme de crédit global multisectoriel à long terme de 300 millions de dollars pour la SII, qui arrivera à terme à la fin de 2015. Ce mécanisme, mis en place officiellement en 1997, sur lequel la SII a tiré 100 millions de dollars à ce jour, accorde des taux intéressants à la SII. La décision des Gouverneurs de renégocier cette opération de prêt dans le contexte de l'augmentation générale du capital de la BID intervient à un moment crucial pour la SII et témoigne de la force des relations entre les deux institutions. Les conditions de ce mécanisme prennent en compte la mission de la SII, son rôle et sa capacité à mobiliser des ressources financières, ainsi que son mandat consistant à préserver le capital. En tant que guichet du secteur privé du Groupe de la BID spécialiste des PME, la SII continuera à utiliser ces ressources pour soutenir ses opérations novatrices ayant un fort impact à long terme sur le développement.

### Soutien pour la SII

L'un des deux piliers du Plan opérationnel de la SII pour 2011–2013 vise à définir une nouvelle trajectoire de croissance afin de tirer parti au maximum des ressources en capital existantes en tenant compte des paramètres définis dans le cadre de la démarche axée sur le portefeuille.

Si ses activités sont couronnées de succès, au cours des trois prochaines années, la SII aura épuisé sa capacité à accroître son portefeuille d'actifs exigeant des ressources en capital —dont les plus importantes sont ses prises de participation et son soutien financier pour les plus petites entreprises de la région— et se verra limitée au moment de remplacer ces types et catégories d'actifs à mesure que les remboursements seront effectués.

Afin de préserver la capacité de la SII à accroître son soutien pour ces interventions ayant un fort impact sur le développement à long terme, il est nécessaire de disposer de capital comme source de financement. C'est pourquoi le soutien financier envisagé dans le contexte de l'augmentation générale du capital de la BID sera essentiel pour la réalisation de cet objectif.

### Répartition des tâches entre les guichets du Groupe de la BID qui travaillent avec le secteur privé

La Direction est fermement convaincue de l'importance d'une collaboration plus étroite entre l'ensemble des guichets du secteur privé et tous les départements pertinents du secteur public du Groupe de la BID. Le Bureau du vice-président pour le secteur privé et les opérations sans garantie souveraine a travaillé en étroite collaboration avec tous les guichets, en particulier avec le Département du financement structuré et corporatif et la SII en vue de définir les règles du jeu pour le prochain cycle de planification.

Le plan opérationnel pour les opérations sans garantie souveraine 2011–2015 rédigé récemment va dans le bon sens. Dans ce document, il est dit qu'il ne vise pas à supplanter les processus de planification spécifiques par guichet et qu'il cherche à définir une orientation unifiée et des justifications pour les activités du Groupe de la BID en vue de parvenir au développement par l'entremise du secteur privé.

Concrètement, pour la SII, la Direction s'est engagée à internaliser toutes les priorités pertinentes sur le plan institutionnel liées à la neuvième augmentation générale du capital de la BID ainsi que les priorités spécifiques par pays définies dans le cadre du processus stratégique normal mené par la BID.

## Gouvernance

### Structure

#### *Assemblée des Gouverneurs*

L'Assemblée des Gouverneurs, composée d'un Gouverneur et de son suppléant nommés par chaque pays membre, est investie de tous les pouvoirs de la Société. Parmi les pouvoirs conférés à l'Assemblée des Gouverneurs qui ne peuvent être délégués au Conseil d'administration figurent l'admission de nouveaux pays membres, l'engagement d'auditeurs externes, l'approbation des états financiers vérifiés de la SII et l'amendement de l'Accord constitutif de la Société.

#### *Conseil d'administration*

Le Conseil d'administration est responsable de la conduite des opérations de la SII et exerce tous les pouvoirs que lui confère à cet effet l'Accord constitutif de la Société ou que lui

délègue l'Assemblée des Gouverneurs. Le Conseil d'administration décide de l'organisation de base de la SII, y compris du nombre et des responsabilités générales des principaux postes administratifs et professionnels, et adopte le budget de l'institution. Les 13 membres et les 13 suppléants du Conseil d'administration sont élus pour une durée de trois ans et représentent un ou plusieurs pays de la SII.

Le Comité exécutif du Conseil d'administration est composé de quatre personnes :

l'administrateur ou le suppléant nommé par le pays membre qui détient le plus grand nombre d'actions dans la Société, deux administrateurs représentant les pays membres en développement de la région et un administrateur représentant les autres pays membres. Ce comité étudie tous les prêts et les prises de participation qu'effectue la Société dans des entreprises implantées dans les pays membres.

## Intégrité et mesures de lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux

Tout au long de l'année, la SII a joué un rôle actif au sein du groupe de travail chargé d'élaborer des lignes directrices sur la diligence raisonnable en matière d'intégrité, travail collaboratif important de tous les guichets du secteur privé du Groupe de la BID. Sous la direction du Vice-président pour le secteur privé et les opérations sans garantie souveraine et du Bureau de l'intégrité institutionnelle, le groupe a préparé une proposition de nouvelles lignes directrices sur la diligence raisonnable en matière d'intégrité : elles serviront de cadre interne pour tous les projets du secteur privé du Groupe de la BID. Chaque guichet du Groupe, y compris la SII, mettra les lignes directrices en œuvre conformément à ses propres pratiques de gouvernance institutionnelle. La SII est en train d'aligner ses procédures actuelles d'examen de l'intégrité sur ces nouvelles lignes directrices dans le but de les intégrer dans une version à jour de ses procédures d'examen interne de l'intégrité.

En 2010, la SII et la BID, le Groupe de la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et le Groupe de la Banque mondiale ont signé un Accord d'application mutuelle des décisions de radiation. Aux termes de cet accord, chaque institution appliquera les décisions de radiation prises par l'une d'entre elles. Cette initiative s'inscrit dans le droit fil du Cadre uniforme pour la prévention et la lutte contre la fraude et la corruption, adopté en 2006.

La SII, avec la plupart des organisations multilatérales et régionales de financement du développement, continue à participer à un groupe de travail sur l'utilisation des centres financiers *offshore*. Il s'agit d'identifier une démarche commune s'attaquant aux problèmes liés à l'utilisation des centres financiers *offshore* et des paradis fiscaux pour des activités criminelles, le blanchiment de capitaux et la fraude fiscale, en particulier. La SII suit de près ces activités et a élaboré des systèmes et procédures internes pour l'examen des projets afin de faire rapport sur ces questions au Conseil d'administration, conformes à ceux utilisés par les autres organisations multilatérales travaillant avec le secteur privé.

**Pour remplir sa mission de développement, la SII comptait 107 postes de titulaires au 31 décembre 2010 : 24 sont affectés dans 10 des pays de la région.**

### *Direction*

Le Président de la BID est de droit le Président du Conseil d'administration de la SII. Il préside les réunions du Conseil d'administration mais n'a pas droit de vote à moins qu'il ne faille départager les voix. Il peut participer à l'Assemblée des Gouverneurs de la SII mais ne peut y voter.

Le Conseil d'administration nomme le Directeur général de la SII à une majorité des quatre cinquièmes du total des droits de vote, sur recommandation du Président du Conseil d'administration. Le Directeur général supervise les cadres et les employés de la SII. Sous la direction du Conseil d'administration et la supervision générale du Président du Conseil d'administration, il est chargé des affaires ordinaires de la Société et, en consultation avec

le Conseil d'administration et le Président du Conseil d'administration, il est responsable de l'organisation, de la nomination et du renvoi des cadres et des employés. Le Directeur général peut participer aux réunions du Conseil d'administration mais ne peut y voter.

Le Directeur général décide également de la structure opérationnelle de la SII et peut la modifier selon l'évolution des besoins de l'organisation.

### *Personnel*

Pour remplir sa mission de développement, la SII comptait 107 postes de titulaires au 31 décembre 2010 : 24 sont affectés dans 10 des pays de la région (Argentine, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Nicaragua, Paraguay, Pérou et Uruguay), les autres travaillent au siège

*Tableau des rémunérations du personnel du siège de la SII\**

Niveau	Poste	Traitement minimum	Traitement maximum	Répartition des fonctionnaires par niveau	Salaire moyen/niveau	Avantages sociaux moyens <sup>†</sup>
E2	Exécutif	\$ 274 358	\$ 329 229	1,35 %	\$ 329 229	\$ 128 399
E5	Exécutif	200 174	250 218	1,35	250 218	97 585
1	Encadrement	162 106	235 054	10,8	187 068	72 957
2	Encadrement	141 875	212 812	2,7	168 261	65 622
3	Technique	118 403	189 446	6,8	138 798	54 131
4	Technique	104 178	166 684	23,0	117 019	45 638
5	Technique	94 914	142 371	6,8	106 804	41 654
6	Technique	84 755	127 132	6,8	89 088	34 744
7	Technique	75 301	112 951	4,1	77 221	30 116
8	Technique	66 054	99 081	13,5	75 084	29 283
9	Soutien	58 522	87 783	10,8	61 382	23 939
10	Soutien	47 188	75 501	8,1	50 766	19 799
11	Soutien	41 109	65 775	2,7	46 900	18 291
12	Soutien	36 912	59 060	1,35	44 698	17 432
				100,0 %		

\*Le personnel en région est rémunéré localement selon une échelle fixée par la BID.

<sup>†</sup>Incluent : congés, primes de fin de service, assurances vie et médicale et autres avantages non salariaux: voyage dans le pays d'origine, remboursement des impôts, frais de déplacement (prise de poste, réinstallation, rapatriement), allocations pour personnes à charge, allocations d'études, et indemnités de mission.

Les membres du Conseil d'administration de la SII, y compris les Administrateurs, les Administrateurs suppléants, les Conseillers principaux et les Conseillers ainsi que le Président du Conseil d'administration, sont rémunérés par la BID. Informations en décembre 2010.

à Washington, D.C. Parmi ces derniers, on compte 14 chargés d'investissement travaillant directement au montage et à l'élaboration de nouveaux projets et 10 affectés à plein temps à la supervision directe d'un portefeuille de 210 projets d'entreprises et d'institutions financières, y compris des visites annuelles sur le terrain.

Le reste du personnel apporte son soutien aux projets et programmes des divisions assistance technique et alliances stratégiques, finance et gestion des risques, juridique, et des unités affaires institutionnelles, crédit, efficacité en matière de développement et stratégie institutionnelle, gestion et supervision du portefeuille et opérations spéciales.



# États financiers vérifiés

# Rapport des auditeurs indépendants

---

Rapport des auditeurs indépendants  
Société interaméricaine d'investissement

Les états financiers ci-joints de la Société interaméricaine d'investissement ont été traduits en français à partir des textes anglais et espagnol. Les états financiers en anglais et en espagnol ont été examinés par des réviseurs comptables indépendants de la Société. Le rapport des réviseurs sur l'examen effectué ainsi que leur opinion apparaissent dans les textes anglais et espagnol du Rapport annuel.

# Bilan

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS  
(SAUF DONNÉES CONCERNANT LES ACTIONS)

	<b>31 DÉCEMBRE</b>	
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
<b>ACTIF</b>		
Espèces et valeurs assimilables	\$ 80 808	\$ 99 012
Titres de placement		
Pour activité boursière	400 220	330 471
Détenus jusqu'à échéance	93 743	125 135
Disponibles à la vente	20 189	26 589
Investissements		
Prêts	838 992	857 626
Moins provisions pour pertes	(56 536)	(66 477)
	<u>782 456</u>	<u>791 149</u>
Participations (\$ 19 865 et \$ 19 430, respectivement, à leur juste valeur)	34 946	32 168
	<u>817 402</u>	<u>823 317</u>
Montants à recevoir et autres éléments d'actif	14 226	19 459
<b>Total de l'actif</b>	<b><u>\$ 1 426 588</u></b>	<b><u>\$ 1 423 983</u></b>
<b>PASSIF ET CAPITAL</b>		
Montants à payer et autres éléments de passif	\$ 16 530	\$ 16 387
Intérêts et commissions d'engagement à payer	2 889	3 161
Emprunts à court terme	108 217	110 043
Emprunts et créances à long terme (\$ 49 894 et \$ 48 328, respectivement, à leur juste valeur)	525 901	535 513
<b>Total du passif</b>	<b><u>653 537</u></b>	<b><u>665 104</u></b>
Capital		
Autorisé :		
70 590 et 70 590 actions respectivement (valeur nominale de \$ 10 000)		
Actions souscrites :		
70 590 et 70 590 actions respectivement (valeur nominale de \$ 10 000)	705 900	705 900
Moins souscriptions à recevoir	(42 529)	(47 199)
	<u>663 371</u>	<u>658 701</u>
Bénéfices non distribués	121 739	109 292
Autres éléments du résultat global cumulé	(12 059)	(9 114)
<b>Total du capital</b>	<b><u>773 051</u></b>	<b><u>758 879</u></b>
<b>Total du passif et du capital</b>	<b><u>\$ 1 426 588</u></b>	<b><u>\$ 1 423 983</u></b>

*Les notes font partie intégrante des états financiers.*

# Compte de résultat

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS	EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE	
	2010	2009
<b>REVENUS</b>		
Investissements sous forme de prêts		
Intérêts et commissions	\$ 44 210	\$ 46 504
Autres revenus	599	856
	44 809	47 360
Investissements sous forme de participations		
Plus-values sur ventes de participations	2 118	431
Variation de valeur comptable	(346)	2 151
Dividendes et distributions	155	165
Autres revenus	—	50
	1 927	2 797
Titres de placement	9 259	10 561
Services-conseils, cofinancements et autres revenus	4 295	2 595
<b>Total des revenus</b>	<b>60 290</b>	<b>63 313</b>
Frais des emprunts et de la dette à long terme (déduction faite des variations de la juste valeur des instruments financiers correspondants)	18 964	21 523
<b>Total des revenus, valeur nette d'intérêts</b>	<b>41 326</b>	<b>41 790</b>
<b>DOTATION/RÉCUPÉRATION AUX PROVISIONS POUR PERTES SUR PRÊTS ET GARANTIES</b>	<b>(959)</b>	<b>10 285</b>
<b>RÉDUCTION DE VALEUR DES PARTICIPATIONS (AUTRE QUE TEMPORAIRE)</b>	<b>677</b>	<b>—</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Dépenses administratives	28 548	25 917
Plus ou moins-values nettes sur opérations de change	(5)	(41)
Autres dépenses	143	—
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>28 686</b>	<b>25 876</b>
<b>Résultat avant activités d'assistance technique</b>	<b>12 922</b>	<b>5 629</b>
Activités d'assistance technique	475	418
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>\$ 12 447</b>	<b>\$ 5 211</b>

*Les notes font partie intégrante des états financiers.*

# État du resultat global

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS	EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE	
	2010	2009
<b>RÉSULTAT NET</b>	\$ 12 447	\$ 5 211
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL</b>		
Écarts actuariels nets	(4 828)	12 388
Amortissement de :		
Obligation de transition	174	174
Coût des prestations antérieures	1 904	(4 536)
	(2 750)	8 026
Plus ou moins-value latente des titres de placement disponibles à la vente	(195)	294
<b>RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>\$ 9 502</b>	<b>\$ 13 531</b>

*Les notes font partie intégrante des états financiers.*

# État des variations des capitaux propres

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>BÉNÉFICES NON DISTRIBUÉS</b>	<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL CUMULÉ</b>	<b>CAPITAL SOCIAL*</b>	<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>
<b>Au 31 décembre 2008</b>	<b>\$ 104 081</b>	<b>\$ (17 434)</b>	<b>\$ 657 601</b>	<b>\$ 744 248</b>
Exercice clos au 31 décembre 2009				
Résultat net	5 211	—	—	5 211
Autres éléments du résultat global	—	8 320	—	8 320
Versements reçus au titre du capital social souscrit	—	—	1 100	1 100
<b>Au 31 décembre 2009</b>	<b>\$ 109 292</b>	<b>\$ (9 114)</b>	<b>\$ 658 701</b>	<b>\$ 758 879</b>
Exercice clos au 31 décembre 2010				
Résultat net	12 447	—	—	12 447
Autres éléments du résultat global	—	(2 945)	—	(2 945)
Versements reçus au titre du capital social souscrit	—	—	4 670	4 670
<b>Au 31 décembre 2010</b>	<b>\$ 121 739</b>	<b>\$ (12 059)</b>	<b>\$ 663 371</b>	<b>\$ 773 051</b>

\*Déduction faite des souscriptions à recevoir

*Les notes font partie intégrante des états financiers.*

# État des flux de trésorerie

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS	EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE	
	2010	2009
<b>FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
Décaissements de prêts	\$ (308 886)	\$ (127 977)
Décaissements de participations	(5 999)	(3 737)
Remboursements de prêts	321 035	191 370
Ventes de participations	4 313	3 832
Échéances et transferts des titres de placement détenus jusqu'à échéance	32 684	20 081
Vente de titres disponibles à la vente	6 240	5 459
Dépenses d'investissement	(531)	(124)
Produit de la vente d'actifs recouvrés	6 144	4 272
<b>Flux de trésorerie nets affectés aux opérations d'investissement</b>	<b>\$ 55 000</b>	<b>\$ 93 176</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Décaissements/remboursements des emprunts, valeur nette	94 892	(106 174)
Remboursement des bons et obligations	(118 005)	—
Souscriptions au capital	4 670	1 100
<b>Flux de trésorerie nets affectés aux opérations de financement</b>	<b>\$ (18 443)</b>	<b>\$ (105 074)</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS À L'EXPLOITATION</b>		
Résultat net	12 447	5 211
Ajustements pour rétablir la concordance entre le résultat net et les flux de trésorerie nets affectés à l'exploitation :		
Plus-values réalisées sur la vente de participations	(1 324)	(462)
Variation des montants à recevoir et autres éléments d'actif	7 526	12 211
Variation de la valeur comptable des participations	(448)	(2 120)
Dotations aux provisions pour pertes sur prêts et garanties	(959)	10 285
Plus ou moins-values sur titres de placement	(2 292)	(3 718)
Variation des montants à payer et autres éléments de passif	(1 194)	(1 347)
Variation des actifs nets du régime de retraite et du RPPR	(2 301)	(1 976)
Plus ou moins-values latentes sur instruments dérivés non spéculatifs	(683)	723
Variation de la valeur des emprunts à leur juste valeur	2 094	(1 186)
Autres, valeur nette	1 799	1 176
	2 218	13 586
Titres de placement pour activité boursière		
Achats	(1 503 328)	(1 638 598)
Ventes, échéances et remboursements	1 433 905	1 619 378
	(69 423)	(19 220)
<b>Flux de trésorerie nets affectés à l'exploitation</b>	<b>\$ (54 758)</b>	<b>\$ (423)</b>
<b>Incidence nette des variations de taux de change sur espèces et valeurs assimilables</b>	<b>(3)</b>	<b>7</b>
<b>Diminution nette des espèces et valeurs assimilables</b>	<b>(18 204)</b>	<b>(12 314)</b>
<b>Espèces et valeurs assimilables au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>99 012</b>	<b>111 326</b>
<b>Espèces et valeurs assimilables au 31 décembre</b>	<b>\$ 80 808</b>	<b>\$ 99 012</b>
<b>Informations complémentaires :</b>		
Intérêts versés au cours de l'exercice	\$ 17 536	\$ 24 137
Titres détenus jusqu'à échéance transférés à disponibles à la vente	\$ —	\$ 12 286

*Les notes font partie intégrante des états financiers.*

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

## OBJET

La Société interaméricaine d'investissement (la Société) est une institution multilatérale qui a été constituée en 1986 et est entrée en activité en 1989 avec pour mission de promouvoir le développement économique des pays membres d'Amérique latine et des Caraïbes par le biais du financement des petites et moyennes entreprises. La Société accomplit cette mission, conjointement avec des investisseurs privés, en octroyant des prêts et en prenant des participations lorsque le capital privé n'est pas suffisamment disponible à des conditions raisonnables ; elle joue également un rôle de catalyseur en mobilisant du financement complémentaire de projets auprès d'autres investisseurs et prêteurs, par le biais de cofinancements ou de syndications de prêts, de sous-participations, de prises fermes et de garanties. Outre le financement de projets et la mobilisation de ressources, la Société offre à ses clients des services-conseils financiers et techniques. Le capital social de la Société est fourni par les pays membres. La Société mène ses opérations principalement en dollars des États-Unis et son territoire d'exploitation est limité aux vingt-six pays membres de la région. La Société est membre du Groupe de la Banque interaméricaine de développement (Groupe de la BID) qui comprend également la Banque interaméricaine de développement (BID) et le Fonds multilatéral d'investissement (MIF).

## 1. BASE DE PRÉSENTATION

Les principes appliqués par la Société en matière de comptabilité et de présentation des informations financières sont conformes aux principes comptables généralement admis aux États-Unis (GAAP). Toute référence faite dans les présentes notes aux GAAP publiés par le Conseil des normes comptables financières (FASB) est une référence à la codification des normes comptables du FASB, parfois dénommée Codification ou ASC.

Tous les montants présentés dans les états financiers ci-joints et les notes sont exprimés, sauf indication contraire, en milliers de dollars des États-Unis d'Amérique (dollars des États-Unis, USD ou \$), qui est la monnaie fonctionnelle de la Société.

## 2. RÉCAPITULATIF DES PRINCIPALES POLITIQUES COMPTABLES

**Emploi d'estimations** — La préparation d'états financiers exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui affectent les montants portés à l'actif et au passif, les informations données sur des éléments d'actif et de passif éventuels à la date de la présentation des états financiers ainsi que les montants déclarés des revenus et des dépenses au cours de la période considérée. Les chiffres réels peuvent diverger de ces estimations. La détermination de la suffisance des provisions pour pertes sur les prêts et les garanties et l'estimation de la juste valeur des prêts et participations, des emprunts et des instruments dérivés ont été faites avec beaucoup de discernement, tout comme l'a été le calcul du coût net des prestations périodiques du régime de retraite et des prestations complémentaires au personnel retraité ainsi que la valeur actualisée des obligations de prestations. Les opérations de la Société comportent des incertitudes et des risques inhérents. Il est possible que l'évolution de la conjoncture économique puisse avoir un effet négatif sur la situation financière de la Société.

**Espèces et valeurs assimilables** — Des instruments d'investissement hautement liquides achetés avec une échéance d'origine inférieure ou égale à trois mois, autres que ceux détenus comme titres pour activité boursière, sont considérés comme des valeurs assimilables à des espèces. La Société peut détenir des dépôts bancaires d'un montant supérieur aux limites assurées par la FDIC.

**Titres de placement** — Dans le cadre de la stratégie d'ensemble de gestion de son portefeuille, la Société investit dans des obligations d'État et d'organismes étatiques, des dépôts à terme, des billets de trésorerie et des instruments bancaires conformément à ses critères d'investissement en matière de risque de crédit et de durée. Les obligations d'État et d'organismes étatiques sont notamment des obligations à taux fixe de haute qualité à court, moyen ou long terme et d'autres obligations émises par ou avec la garantie inconditionnelle du gouvernement de pays ou d'autres entités officielles comme des organismes

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

étatiques. Les titres de placement que détient la Société sont classés en fonction de l'intention qu'avait la direction au moment de leur achat et sont comptabilisés à la date de l'achat. La Société classe en tant qu'activité boursière son portefeuille de titres achetés et détenus aux fins de leur revente à court terme, ces titres sont comptabilisés à leur juste valeur, les plus et moins-values latentes étant inscrites à la rubrique Revenu provenant de titres de placement. Les titres à échéance fixe classés dans la catégorie Détenus jusqu'à échéance sont des titres que la Société a la capacité et l'intention de détenir jusqu'à leur échéance et qui sont comptabilisés à leur coût amorti. Tous les autres titres sont classés dans la catégorie Disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur, les plus ou moins-values latentes nettes étant inscrites à la rubrique Autres éléments du résultat global cumulé. Les intérêts et dividendes sur titres, l'amortissement de primes d'émission et l'accroissement des escomptes sont comptabilisés dans la rubrique Revenu provenant de titres de placement. Les investissements qu'effectue la Société dans des titres de créance des marchés d'Amérique latine et des Caraïbes par suite de ses activités de développement sont classés comme étant détenus jusqu'à échéance et comptabilisés au bilan à leur coût amorti. Ces titres sont examinés en fin d'exercice pour identifier toute réduction de valeur autre que temporaire.

**Investissements sous forme de prêts et de participations** — Les engagements d'investissement sous forme de prêts et de participations constituent des obligations juridiques lorsque le contrat de prêt ou de participation est signé et sont enregistrés comme des éléments d'actif lorsqu'ils sont décaissés. Les prêts sont comptabilisés à concurrence de leur encours en principal, corrigé des provisions pour pertes. Dans certains cas, la Société obtient des nantissements, notamment sous forme d'hypothèques et de garanties de tierces parties. Les participations qui comprennent des participations directes et des participations dans des sociétés du type « Limited Liability Partnerships » (LLP) sont initialement inscrites à leur coût qui est généralement la juste valeur de la contrepartie versée. Les participations directes et dans certaines LLP pour lesquelles la Société maintient un compte de participation au capital mais sur lesquelles elle n'exerce pas une influence significative sont comptabilisées à leur coût assorti d'une réduction de valeur. La méthode de la juste valeur est appliquée aux participations non minoritaires de la Société dans des LLP.

Le montant comptabilisé des prêts et des participations est revu périodiquement et ajusté en fonction de réductions de valeur éventuelles. La Société considère qu'un prêt est douteux lorsque, en fonction des circonstances et des informations disponibles, il existe un doute sérieux quant aux possibilités de recouvrement de tous les montants dus conformément aux termes du contrat de prêt. L'analyse de réduction de valeur des investissements sous forme de participations est effectuée sur la base des renseignements financiers les plus récents et des rapports de recherche disponibles à ce sujet. Ces analyses sont subjectives et sont fondées entre autres sur des données financières pertinentes. Sont également prises en compte les tendances du secteur de l'émetteur, les performances passées de l'entreprise ainsi que l'intention de la Société de conserver la participation sur une longue durée. Lorsque la réduction de valeur est identifiée et considérée comme non temporaire, la participation est comptabilisée à sa valeur réduite qui devient la nouvelle base de coût de la participation. Les pertes pour réduction de valeur ne sont contrepassées pour tenir compte de la récupération ultérieure de valeur de la participation que lorsque celle-ci est vendue.

**Provision pour pertes sur prêts** — La Société inscrit au bilan la baisse de valeur du portefeuille de prêts par le biais de provisions pour pertes sur les investissements sous forme de prêts, en enregistrant une dotation ou une récupération de la provision pour pertes sur le résultat net, accroissant ou diminuant ainsi la provision pour pertes sur les investissements sous forme de prêts. Les prêts éliminés du bilan, ainsi que tout recouvrement ultérieur, sont comptabilisés dans le compte de provisions pour pertes. La provision pour pertes est maintenue par la direction de la Société à un niveau qu'elle juge adéquat pour absorber les pertes estimées probables sur son portefeuille de prêts. La direction se fonde sur le degré de risque et les performances de chaque prêt, la conjoncture économique et d'autres facteurs qu'elle considère importants.

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La provision pour pertes sur les investissements sous forme de prêts correspond aux estimations tant de pertes probables déjà identifiées que de pertes probables inhérentes au portefeuille mais non identifiables spécifiquement. La détermination de pertes probables identifiées représente l'avis de la direction sur la solvabilité de l'emprunteur et est établie par le biais de l'examen périodique des prêts individuels. Cette estimation prend en compte toutes les preuves disponibles y compris, le cas échéant, la valeur actualisée des flux de trésorerie prévus escomptés à la date d'entrée en vigueur du contrat de prêt, la juste valeur des sûretés réelles moins les coûts d'aliénation et d'autres données de marché observables. Compte tenu de l'objet de la Société et de la nature des prêts, la valeur sur le marché secondaire n'est habituellement pas disponible. Les provisions pour pertes attribuées au reste du portefeuille de prêts sont établies par le biais d'une estimation de la perte probable inhérente au portefeuille en se fondant sur diverses analyses. Chaque prêt est noté en fonction de son risque et l'estimation de la perte découle de chaque catégorie de notation. La notation est fondée sur l'expérience passée et les données de marché qui sont disponibles et comprend le risque pays, le risque de corrélation ou de contagion des moins-values entre les marchés, l'inexécution des garanties du promoteur ou d'accords de soutien, ainsi que l'analyse d'états financiers préparés conformément à des principes comptables autres que les GAAP. Les estimations de perte proviennent de données du secteur et de données passées de la SII.

**Constatation des produits de prêts** — Les intérêts et les commissions, à l'exception des commissions d'ouverture, sont comptabilisés en tant que revenu dans la période où ils sont produits. La Société n'enregistre pas de revenu sur les prêts s'il existe un doute quant aux possibilités de recouvrement ou, en règle générale, si le paiement du principal ou des intérêts accuse plus de 90 jours d'arriérés. Tout intérêt couru non perçu concernant un prêt à intérêt non comptabilisé est déduit du revenu et n'est ensuite constaté qu'à mesure de la réception des paiements et à condition que, de l'avis de la direction, l'emprunteur ait démontré sa capacité à payer régulièrement les échéances en principal et intérêts. Les intérêts qui n'ont pas été comptabilisés auparavant mais qui ont été capitalisés dans le cadre d'une renégociation de dette sont constatés en tant que produit comptabilisé d'avance et ne sont crédités au compte de revenu que lorsque le montant en principal correspondant est reçu.

Les commissions d'ouverture et les coûts différentiels directs liés à la constitution d'un dossier de prêt ne sont pas constatés d'avance ni amortis sur la durée du prêt car les commissions d'ouverture ne servent qu'à rembourser à la Société les frais de constitution d'un dossier de prêt. Les commissions d'ouverture non remboursables en deçà ou au delà du coût de constitution du dossier de prêt sont considérées comme négligeables dans les états financiers.

**Constatation des produits de participations** — Les dividendes et les participations bénéficiaires provenant des investissements sous forme de participation qui sont comptabilisés selon la méthode du coût assorti d'une réduction de valeur, sont constatés comme revenu lorsqu'est déclarée ladite distribution. Les plus-values sur la vente ou le rachat de participations comptabilisées à leur coût assorti d'une réduction de valeur sont constatées en tant que revenu lorsqu'elles sont reçues. En ce qui concerne les LLP comptabilisées à leur juste valeur, les distributions de dividendes sont considérées selon l'évaluation de la valeur d'actif net de chaque participation sous-jacente et comptabilisés en tant que variation de la valeur comptable de l'investissement.

**Garanties** — La Société offre des garanties de crédit couvrant, sur une base de risque partagé, les obligations de tiers relatives à des prêts ou à des titres émis à l'appui de projets situés dans un pays membre pour améliorer leur solvabilité et leur permettre de conclure une vaste gamme d'opérations commerciales. Ces garanties financières sont des engagements pris par la Société qui garantissent l'exécution des paiements de l'emprunteur à un tiers. La politique de la Société visant à exiger un nantissement concernant ces instruments et le type de nantissement détenu est généralement la même que pour les prêts. Les garanties sont considérées comme émises lorsque la Société signe la convention de garantie, comme encourus lorsque l'obligation financière sous-jacente est encourue vis-à-vis du tiers et comme appelées lorsque l'obligation de la Société au titre de la garantie est mise en jeu. Il y a deux obligations liées aux garanties, à savoir (1) l'obligation d'être prêt à l'exécution et (2) l'obligation éventuelle d'effectuer

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

des paiements futurs. L'obligation d'être prêt à l'exécution est constatée à la date de l'engagement à moins que l'élément de passif éventuel existe à ce moment-là ou qu'il est prévu d'exister à court terme et elle est alors constatée à sa juste valeur. L'élément de passif éventuel lié à la garantie financière est constaté lorsqu'il est probable que la garantie sera mise en jeu et lorsque l'on peut raisonnablement estimer le montant de la garantie. Tous les éléments de passif disponibles sur demande et éventuels liés aux garanties sont inscrits au poste Autres éléments de passif et la contrepartie pour les montants reçus ou à recevoir est inscrite au bilan au poste Autres éléments d'actif. Si les garanties sont mises en jeu, le montant décaissé est constaté comme un nouveau prêt et des provisions spécifiques sont fixées sur la base de la perte probable estimée. Le revenu est acquis à mesure que la Société est dégagée du risque à l'expiration ou à la liquidation de la garantie.

**Activités de gestion des risques : instruments dérivés utilisés à des fins non spéculatives** — Dans le cadre de sa gestion des risques financiers, la Société conclut des opérations comportant divers instruments dérivés. Elle gère son risque de fluctuation des taux d'intérêts par le biais de produits financiers dérivés tels que des swaps de taux d'intérêt et des options position acheteur (c'est-à-dire des garanties de taux plafond). Les instruments dérivés modifient les caractéristiques de taux d'intérêt de l'instrument financier en question pour produire le taux d'intérêt souhaité et aucun n'est dans une relation de comptabilité de couverture. La Société n'a pas recours aux instruments dérivés à des fins spéculatives.

Les instruments dérivés figurent au bilan à leur juste valeur et sont classés comme élément d'actif ou de passif, selon leur nature et au montant net de leur juste valeur. Toute variation de la juste valeur des instruments dérivés liés à des emprunts est comptabilisée au poste Frais des emprunts et de la dette à long terme.

**Charges constatées d'avance** — Les coûts relatifs à l'émission de titres de créance et autres accords financiers sont constatés d'avance et amortis sur la durée de vie du titre de créance correspondant selon une méthode d'amortissement linéaire, qui est proche de la façon dont les coûts seraient constatés selon la méthode de l'intérêt réel.

**Immobilisations** — La Société comptabilise les immobilisations à leur coût moins l'amortissement cumulé et les amortit selon la méthode d'amortissement linéaire sur la durée de vie estimée des immobilisations, à savoir de trois à sept ans.

**Opérations en devises** — Les éléments d'actif et de passif non libellés en dollars des États-Unis sont convertis à leur contrevalet en dollars des États-Unis sur la base du taux de change auquel l'élément d'actif ou de passif pourrait être raisonnablement liquidé à ladite date. Les revenus et les dépenses sont convertis chaque mois à un montant proche du taux de change moyen pondéré, les plus et moins-values qui en résultent étant intégrées au poste Plus-values nettes sur opérations de change.

**Juste valeur des instruments financiers** — La Codification requiert que les entreprises fournissent des informations sur la juste valeur estimée de leurs instruments financiers et leur estimation de juste valeur, qu'elle soit ou non comptabilisée au bilan.

La Codification définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un élément d'actif ou payé pour céder un élément de passif (c'est-à-dire le « prix de sortie ») d'une transaction ordonnée entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Pour déterminer la juste valeur, la Société se sert de diverses approches de valorisation, dont les approches fondées sur le marché, le revenu et/ou le coût. La Codification établit une hiérarchie entre les données utilisées pour mesurer la juste valeur, en maximisant le recours à des données observables et en minimisant le recours à des données non observables ; elle exige d'avoir recours à des données observables lorsque celles-ci sont disponibles. Les données observables sont des données dont se serviraient les opérateurs du marché pour déterminer le prix d'un actif ou d'un passif en fonction des données de marché obtenues auprès de sources indépendantes de la Société. Les données non observables sont des données qui sont l'expression de ce que la Société suppose que seraient les hypothèses que retiendraient les opérateurs du marché pour déterminer le prix d'un actif ou d'un passif

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

en se fondant sur les meilleures informations disponibles compte tenu des circonstances. La hiérarchie se décompose en trois niveaux selon la fiabilité des données, à savoir :

- Niveau 1 — Valorisations fondées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques auxquels la Société a accès. Aucun ajustement de valeur ni remise de blocs de titres ne s'applique aux instruments de niveau 1. Étant donné que les valorisations se fondent sur des prix cotés qui sont librement et régulièrement disponibles sur un marché actif, la valorisation de ces produits ne comporte pas un niveau élevé de discernement.

Les actifs et les passifs qui emploient des données de niveau 1 sont notamment des titres de placement qui se négocient activement et certains autres engagements d'États souverains.

- Niveau 2 — Valorisations fondées sur des prix cotés sur des marchés qui ne sont pas actifs ou pour lesquels toutes les données importantes sont directement ou indirectement observables.

Parmi les actifs et les passifs qui emploient des données de niveau 2 figurent des titres de placement qui ne se négocient pas activement, des contrats de dérivés et certains prêts et emprunts structurés d'entreprises.

- Niveau 3 — Valorisations fondées sur des données non observables qui sont pertinentes quant à la mesure de la juste valeur dans son ensemble.

Parmi les actifs et les passifs qui emploient des données de niveau 3 figurent certains prêts aux entreprises et des investissements de capital privé.

Pour nombre des prêts aux entreprises octroyés par la Société, il est pratiquement impossible d'en estimer la juste valeur. En conséquence et conformément aux exigences de la Codification, des informations complémentaires relatives à l'estimation de leur juste valeur, telles que leur valeur comptable, taux d'intérêt et échéance sont fournies.

La disponibilité de données observables peut varier d'un produit à l'autre et se voit affectée par toute une série de facteurs tels que par exemple le type de produit et d'autres caractéristiques propres à la transaction. Plus la valorisation est fondée sur des modèles ou des données qui sont moins voire non observables sur le marché, plus élevé est le niveau de discernement nécessaire pour déterminer la juste valeur. C'est pourquoi le niveau de jugement professionnel qu'exerce la Société pour déterminer la juste valeur est plus élevé pour les instruments du niveau 3. Dans certains cas, les données qui servent à mesurer la juste valeur peuvent correspondre à des niveaux différents de la hiérarchie de juste valeur. Dans ces cas là, aux fins de la présentation d'information, le niveau de hiérarchie qui correspond à la mesure de la juste valeur dans son intégralité est déterminé en fonction du niveau le plus bas qui est pertinent pour la mesure de la juste valeur dans son intégralité.

La juste valeur de nombreux instruments financiers provient de modèles de détermination de prix. Les modèles de détermination de prix tiennent compte des modalités contractuelles (dont l'échéance) ainsi que de nombreuses données comme, le cas échéant, les courbes de rendement des taux d'intérêt, les courbes de crédit, la solvabilité de la contrepartie, la volatilité des options et les taux de change. Conformément à la FASB ASC 820-10, il est également tenu compte de l'impact des différentiels de taux propres à la Société lors de la mesure de la juste valeur des passifs, y compris les contrats de dérivés. Le cas échéant, il est procédé à des ajustements de valorisation pour tenir compte de divers facteurs tels que les écarts entre cours acheteur et cours vendeur, la qualité du crédit et la liquidité du marché. Ces ajustements sont appliqués de manière uniforme et sont fondés sur des données observables lorsque celles-ci sont disponibles.

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La méthodologie et les hypothèses utilisées par la direction pour l'estimation de la juste valeur des instruments financiers de la Société sont les suivantes :

**Espèces et valeurs assimilables** : La valeur comptable, telle qu'elle apparaît au bilan, est proche de la juste valeur.

**Titres de placement** : La juste valeur des titres de placement est fondée sur les cours cotés à la date du bilan sur des marchés actifs pour des actifs identiques, s'ils sont observables. Pour les placements pour lesquels les prix et autres informations pertinentes générés par les opérations de marché pour des actifs identiques ou comparables ne sont pas disponibles, on a recours à la valorisation par approche de revenu en se servant de courbes de rendements, des différentiels de swaps sur défaillance de crédit ou d'obligations et des taux de recouvrement en fonction des valeurs données en garantie en tant que principales données. Les titres de placement sont généralement classés au niveau 1 de la hiérarchie de juste valeur.

**Investissements sous forme de prêts** : La méthodologie qu'utilise la Société pour mesurer la juste valeur des prêts octroyés à certaines institutions financières par le biais d'accords qui favorisent le développement économique pour lesquels une combinaison de facteurs observables et non observables est généralement disponible, requiert l'emploi d'estimations et des calculs de valeur actualisée des flux monétaires futurs. La juste valeur des investissements sous forme de prêts est fondée sur les opérations récemment effectuées, les cours du marché, s'ils sont observables, et les niveaux observables de différentiels de swaps sur défaillance de crédit ainsi que sur des modèles exclusifs de valorisation lorsque les opérations et les cours ne sont pas observables. La prévision des flux de trésorerie aux fins de l'estimation de la juste valeur est subjective et imprécise, et des modifications mineures des hypothèses ou des méthodologies peuvent affecter de manière non négligeable les valeurs estimées. L'absence de normes objectives de tarification ajoute un degré plus important encore de subjectivité et de volatilité à ces justes valeurs dérivées ou estimées. Des informations complémentaires sur les investissements sous forme de prêts comptabilisés à leur juste valeur figurent à la note 9.

**Investissements sous forme de participations** : La Société prend des participations au capital de petites et moyennes entreprises du secteur privé d'Amérique latine et des Caraïbes et investit également dans des LLP. Dans la majorité des cas, il n'existe pas de prix du marché et les autres méthodes d'évaluation requièrent un niveau non négligeable de discernement. Des informations complémentaires sur les LLP comptabilisées à leur juste valeur figurent à la note 9.

**Contrats sur produits dérivés** : Ceux-ci comprennent les contrats de swap ou d'option relatifs aux taux d'intérêt. Les justes valeurs sont déterminées en obtenant la valeur actualisée des flux de trésorerie prévus dûment escomptés. Les modèles de détermination de prix utilisés ne comportent pas de subjectivité importante car les méthodologies employées ne requièrent pas un niveau significatif de discernement et les données de détermination de prix sont observées sur des marchés cotés actifs comme c'est le cas pour les contrats génériques d'option et de swap de taux d'intérêt. Tous les produits dérivés valorisés par la Société en fonction de modèles de détermination de prix tombent dans cette catégorie et sont classés au niveau 2 de la hiérarchie de juste valeur. La juste valeur estimée des instruments dérivés figure à la note 9.

**Emprunts et dette à long terme** : Les justes valeurs sont déterminées en obtenant la valeur actualisée des flux de trésorerie prévus dûment escomptés. La juste valeur estimée des emprunts et dette à long terme figure à la note 9.

**Impôts** — La Société, ses revenus, ses biens et autres actifs, ainsi que les opérations et transactions qu'elle réalise au titre de l'Accord constitutif de la Société interaméricaine d'investissement, tel qu'amendé, sont exonérés de tous impôts et de tous droits de douane.

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

**Nouvelles dispositions de comptabilisation et de reporting financier** — En juillet 2010, le FASB a publié la Mise à jour des normes comptables (Accounting Standards Update) ASU 2010-20 intitulée *Informations fournies sur la qualité du crédit de financement de créances et la provision pour pertes de crédit*, lié au Sujet 310 *Créances*. Cette mise à jour requiert des informations quantitatives et qualitatives supplémentaires qui permettent aux utilisateurs des états financiers de comprendre le risque de crédit inhérent au portefeuille de financement de créances du créancier, la façon dont ce risque est analysé et examiné pour arriver à la provision pour pertes de crédit ainsi que les variations et les raisons des variations de la provision pour pertes de crédit. ASU 2010-20 entre en vigueur pour le reporting des exercices clos au 15 décembre 2011 ou postérieurement à cette date. Cette Mise à jour ne devrait pas avoir une incidence significative sur la situation financière de la Société, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie.

En février 2010, le FASB a publié la Mise à jour des normes comptables ASU 2010-09 intitulée *Modifications apportées à certaines obligations de comptabilisation ou de divulgation d'informations*, liée au Sujet 855 *Événements ultérieurs*. Cette Mise à jour affecte toutes les entités et requiert que tout déclarant non-SEC évalue les événements ultérieurs jusqu'à la date à laquelle les états financiers sont prêts à être publiés. En outre, en cas d'états financiers révisés, le déclarant non-SEC doit donner dans les états financiers révisés les dates jusqu'auxquelles les événements ultérieurs ont été évalués dans les états financiers prêts à être publiés et les états financiers révisés. ASU 2010-09 entre en vigueur pour les exercices ou les périodes intermédiaires clos après le 15 juin 2010. Cette Mise à jour n'a pas eu une incidence significative sur la situation financière de la Société, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie.

En janvier 2010, le FASB a publié la Mise à jour des normes comptables ASU 2010-06 liée au Sujet 820 intitulée *Évaluation et informations relatives à la juste valeur*. Cette Mise à jour a pour objectif de modifier les obligations de divulgation d'informations relatives à la juste valeur liées aux Sous-titres 820-10 et 715-20 et exige que toute entité déclarante divulgue les informations suivantes : (1) transferts significatifs entre les niveaux 1 et 2 de l'évaluation de juste valeur en décrivant la raison de ces transferts et (2) présente séparément des informations sur les achats, ventes, émissions et règlements liés à l'évaluation de niveau 3. En outre, cette Mise à jour exige que l'entité déclarante fournisse de plus amples informations concernant l'évaluation de juste valeur pour chaque catégorie d'actif et de passif et fournisse des informations sur les techniques d'évaluation et les données utilisées pour mesurer la juste valeur des évaluations de juste valeur tant récurrentes que non récurrentes qui sont classées au niveau 2 ou 3. Y sont également inclus des modifications corrélatives aux directives pour le Sous-titre 715-20 sur les divulgations par les employeurs d'informations concernant les prestations complémentaires au personnel retraité. Les modifications corrélatives à ce Sous-titre requièrent une modification terminologique, les principales catégories d'actifs devenant des classes d'actifs. Cette Mise à jour entre en vigueur pour les états financiers publiés pour les exercices et les périodes intermédiaires clos postérieurement au 15 décembre 2009, sauf pour les divulgations concernant les achats, les ventes, les émissions et les règlements de la reconduction de l'activité pour l'évaluation de la juste valeur de niveau 3. Ces divulgations entrent en vigueur pour les exercices et les périodes intermédiaires commençant postérieurement au 15 décembre 2010. Cette Mise à jour n'a pas eu une incidence significative sur la situation financière de la Société, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2009 ; elle ne devrait pas avoir une incidence significative sur la situation financière de la Société, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie pour les périodes commençant après le 15 décembre 2010.

En juin 2009, le FASB a publié la FASB ASC 810-10-15-13, auparavant dénommée SFAS 167, *Modifications à l'interprétation FASB no. 46(R)*. En publiant ce Sujet, le FASB avait pour objectif d'améliorer le reporting financier des entreprises auxquelles participaient des entités à intérêt variable. Le FASB a entrepris cela pour traiter (1) des conséquences sur certaines dispositions de la FASB ASC 810-10-05, auparavant dénommée Interprétation FASB no. 46 (révisée en décembre 2003), intitulée *Consolidation*

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

*d'entités à intérêt variable*, par suite de l'élimination du concept d'entité ad hoc réunissant les conditions requises dans la FASB ASC 860-40-15-1, auparavant dénommée Déclaration FASB no. 166, intitulée *Comptabilisation des transferts d'actifs financiers* et (2) des préoccupations des parties intéressées quant à l'application de certaines dispositions clés de la FASB ASC 810-10-05, y compris celles dans lesquelles la comptabilisation et les divulgations n'offrent pas toujours d'informations opportunes et utiles sur la participation d'une entreprise à une entité à intérêt variable. En février 2010, le FASB a publié une Mise à jour des normes comptables ASU 2010-10 intitulée *Modifications pour certains fonds de placement* qui essentiellement reporte la date d'entrée en vigueur de la FAS 167 pour les entreprises qui détiennent des investissements dans des entités qui sont des sociétés de placement (comme ce terme est défini dans l'ASC Sujet 946 *Services financiers – Sociétés de placement*). La Société a en conséquence reporté l'adoption de FAS 167 en ce qui concerne l'évaluation de ses placements dans des fonds d'investissements avec structure de société limitée. Ce Sujet ne devrait pas avoir une incidence significative sur la situation financière de la Société, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie.

En juin 2009, le FASB a publié la FASB ASC 860-10-05-1, auparavant dénommée SFAS 166, *Comptabilisation des transferts d'actifs financiers*, amendement à la Déclaration FASB no. 140. En publiant ce Sujet, le FASB a pour objectif d'améliorer la pertinence, la fidélité du point de vue de la représentation et la comparabilité des informations qu'une entité déclarante fournit dans ses états financiers en ce qui concerne un transfert d'actifs financiers, l'effet du transfert sur sa situation financière, sa performance financière et ses flux de trésorerie ainsi que la participation continue du cédant, le cas échéant, dans les actifs financiers transférés. Le FASB a publié cette norme pour traiter (1) des pratiques qui se sont développées depuis la publication de la FASB ASC 860-10-05-1, auparavant dénommée SFAS 140, intitulée *Comptabilisation des transferts et du service des actifs financiers et extinction du passif*, qui sont incompatibles avec l'intention d'origine et les exigences clés de cette norme et (2) des préoccupations des utilisateurs d'états financiers concernant le fait que nombre d'actifs financiers (et des obligations connexes) qui ne sont plus constatés devraient continuer à être inclus dans les états financiers des cédants. La Société a adopté ce Sujet pour l'exercice clos le 31 décembre 2010. Ce Sujet n'a pas eu une incidence significative sur la situation financière de la Société, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie.

En outre, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010, le FASB a publié et/ou approuvé des mises à jour aux normes comptables. La Société a analysé et incorporé ces nouvelles directives comme il convient, sans aucune incidence significative sur sa situation financière, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie.

## 3. TITRES DE PLACEMENT

Le revenu net généré par les titres de placement figure ci-après par source :

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS	EXERCICE CLOS 31 DÉCEMBRE	
	2010	2009
Intérêts créditeurs	\$ 6 967	\$ 8 753
Plus-values nettes réalisées	1 966	2 880
Variation nette des plus ou moins-values latentes	326	(1 072)
	<b>\$ 9 259</b>	<b>\$ 10 561</b>

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

L'activité boursière sur les titres est ventilée comme suit :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>31 DÉCEMBRE</b>	
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Titres de sociétés	\$ 400 219	\$ 280 106
Fonds de placement	1	50 365
	<b>\$ 400 220</b>	<b>\$ 330 471</b>

La composition des titres disponibles à la vente se présente comme suit :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>31 DÉCEMBRE</b>	
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Titres de sociétés	\$ 20 189	\$ 26 589
	<b>\$ 20 189</b>	<b>\$ 26 589</b>

Aux 31 décembre 2010 et 2009, le coût amorti des titres disponibles à la vente se montait respectivement à 20 000 et 26 206 dollars.

En mars 2009, la direction a déterminé qu'il y avait de toute évidence une détérioration non négligeable de la solvabilité de l'émetteur. En conséquence, certains titres classés dans la catégorie détenus jusqu'à échéance, avec un coût amorti d'environ 12 367 dollars, ont été reclassés dans la catégorie disponibles à la vente. La Société a ultérieurement vendu ces titres. Le coût amorti des titres vendus en 2010 s'est monté à environ 6 205 dollars (6 162 dollars en 2009) avec une plus-value réalisée d'environ 35 dollars (moins-value réalisée d'environ 702 dollars en 2009).

La Société n'a aucune moins-value latente en ce qui concerne les titres disponibles à la vente aux 31 décembre 2010 et 2009. Est inclus dans le portefeuille de titres disponibles à la vente un titre arrivant à échéance dans un délai de vingt-quatre mois.

Le coût amorti des placements détenus jusqu'à échéance est :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>31 DÉCEMBRE</b>	
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Titres de sociétés	\$ 46 767	\$ 72 239
Obligations d'État et d'organismes étatiques	46 976	52 896
	<b>\$ 93 743</b>	<b>\$ 125 135</b>

En novembre 2010, un certificat de dépôt non négociable libellé en pesos mexicains inscrit au poste Titres de sociétés, détenu par la Société est arrivé à échéance. Figure en outre au 31 décembre 2010 et 2009, au poste Titres de société, un titre d'un montant respectif de 40 767 et 40 983 dollars qui correspond à un autre élément d'actif de développement, dont les caractéristiques sont similaires à celles d'autres titres de placement détenus jusqu'à leur échéance.

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La juste valeur des placements détenus jusqu'à leur échéance est la suivante :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>31 DÉCEMBRE 2010</b>		
	<b>COÛT AMORTI</b>	<b>PLUS OU MOINS-VALUE LATENTE</b>	<b>JUSTE VALEUR</b>
Titres de sociétés	\$ 46 767	\$ (540)	\$ 46 227
Obligations d'État et d'organismes étatiques	46 976	675	47 651
	<b>\$ 93 743</b>	<b>\$ 135</b>	<b>\$ 93 878</b>

La structure des échéances des placements détenus jusqu'à leur échéance se présente comme suit :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>31 DÉCEMBRE</b>	
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Inférieure à douze mois	\$ 46 976	\$ 31 238
Entre douze et vingt-quatre mois	6 000	46 914
Supérieure à vingt-quatre mois	40 767	46 983
	<b>\$ 93 743</b>	<b>\$ 125 135</b>

Au 31 décembre 2010, la direction a déterminé que des investissements inclus dans le portefeuille détenu jusqu'à échéance ont une moins-value latente de 905 dollars (1 574 dollars de moins-value latente au 31 décembre 2009). L'un de ces investissements, avec un coût amorti de 40 767 dollars, se trouvait dans une position de moins-value latente depuis plus de douze mois. La direction de la Société n'a pas l'intention de vendre le titre et il est très probable qu'elle ne devra pas vendre le titre avant le recouvrement de son prix nominal.

## 4. PRÊTS ET PRISES DE PARTICIPATION

La Société surveille la concentration géographique du risque crédit de son encours de prêts et de participations. Au 31 décembre 2010, les pays présentant le plus de risque de crédit global pour la Société étaient le Pérou, le Brésil et le Chili (le Brésil, la Colombie et le Chili au 31 décembre 2009). Au 31 décembre 2010, l'encours des prêts et participations en devises se montait à 74 486 dollars (les prêts et participations en devises se montaient à 151 972 dollars au 31 décembre 2009). L'un des risques les plus importants de la Société est le risque qualifié de régional, qui consiste principalement en prêts multipays.

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La ventilation par pays et par secteur de l'encours du portefeuille se présente comme suit :

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS	31 DÉCEMBRE					
	2010			2009		
	PRÊTS	PARTICIPATIONS	TOTAL	PRÊTS	PARTICIPATIONS	TOTAL
Pérou	\$ 127 757	\$ —	\$ 127 757	\$ 99 515	\$ —	\$ 99 515
Brésil	125 906	—	125 906	125 716	—	125 716
Chili	109 792	1 814	111 606	101 946	1 775	103 721
Argentine	67 907	981	68 888	53 602	1 061	54 663
Mexique	53 958	10 594	64 552	63 581	11 167	74 748
Panama	53 333	4 000	57 333	31 666	—	31 666
Régional	38 471	16 726	55 197	41 781	16 968	58 749
Équateur	45 538	—	45 538	42 875	—	42 875
Costa Rica	43 694	—	43 694	27 745	—	27 745
Colombie	31 350	691	32 041	114 590	460	115 050
El Salvador	23 614	—	23 614	25 698	—	25 698
Paraguay	21 362	—	21 362	29 255	—	29 255
Guatemala	18 316	—	18 316	11 421	—	11 421
Nicaragua	16 566	—	16 566	31 407	—	31 407
État plurinational de Bolivie	14 059	—	14 059	7 239	—	7 239
Jamaïque	10 611	—	10 611	11 425	—	11 425
Haïti	9 531	—	9 531	10 281	—	10 281
République dominicaine	7 979	—	7 979	7 538	—	7 538
Uruguay	7 323	—	7 323	3 851	—	3 851
Belize	6 000	—	6 000	6 000	—	6 000
Suriname	2 409	—	2 409	3 373	—	3 373
Honduras	2 116	—	2 116	5 321	—	5 321
Guyana	1 400	140	1 540	1 800	140	1 940
Trinité-et-Tobago	—	—	—	—	597	597
	<b>\$ 838 992</b>	<b>\$ 34 946</b>	<b>\$ 873 938</b>	<b>\$ 857 626</b>	<b>\$ 32 168</b>	<b>\$ 889 794</b>
Services financiers	\$ 544 417	\$ 9 638	\$ 554 055	\$ 600 400	\$ 5 227	\$ 605 627
Agriculture et agro-industrie	79 682	—	79 682	52 713	—	52 713
Services publics et infrastructure	51 381	—	51 381	40 169	—	40 169
Produits manufacturés généraux	34 074	—	34 074	25 285	—	25 285
Fonds d'investissement	—	25 308	25 308	—	26 941	26 941
Alimentation, mise en bouteille et boissons	20 526	—	20 526	20 167	—	20 167
Pétrole et exploitation minière	17 310	—	17 310	10 000	—	10 000
Produits chimiques et plastiques	16 865	—	16 865	20 411	—	20 411
Aquaculture et pêche	16 289	—	16 289	20 180	—	20 180
Bétail et aviculture	14 785	—	14 785	13 357	—	13 357
Bois, pâte et papier	8 142	—	8 142	8 478	—	8 478
Transport et stockage	7 799	—	7 799	3 364	—	3 364
Éducation	7 041	—	7 041	6 819	—	6 819
Textiles, habillement et cuirs	5 743	—	5 743	19 970	—	19 970
Tourisme et hôtellerie	1 795	—	1 795	2 740	—	2 740
Technologie, communications et nouvelle économie	379	—	379	283	—	283
Services non financiers	107	—	107	154	—	154
Santé	11	—	11	25	—	25
Autres	12 646	—	12 646	13 111	—	13 111
	<b>\$ 838 992</b>	<b>\$ 34 946</b>	<b>\$ 873 938</b>	<b>\$ 857 626</b>	<b>\$ 32 168</b>	<b>\$ 889 794</b>

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Les investissements sous forme de prêts et de participations engagés mais non décaissés (déduction faite des annulations) sont récapitulés ci-après :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	31 DÉCEMBRE	
	2010	2009
Prêts	\$ 131 748	\$ 112 964
Participations	12 183	10 113
	<b>\$ 143 931</b>	<b>\$ 123 077</b>

Les prêts de la Société portent intérêt à taux fixe et variable. Le portefeuille de prêts à taux fixe se montait à 319 113 dollars au 31 décembre 2010 (281 160 dollars au 31 décembre 2009).

Les prêts dont les intérêts courus ne sont plus comptabilisés se montaient au 31 décembre 2010 à 37 218 dollars (36 182 dollars au 31 décembre 2009). Les intérêts perçus sur les prêts à intérêts non comptabilisés au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2010 se montaient à 391 dollars (768 dollars pour l'exercice clos au 31 décembre 2009). Le revenu en intérêts sur les prêts à intérêts non comptabilisés a atteint un total de 296 dollars au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2010 (1 091 dollars au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2009).

La structure des échéances des prêts de la Société est récapitulée ci-après :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	31 DÉCEMBRE			
	2010		2009	
	ENCOURS EN PRINCIPAL	RENDEMENT MOYEN	ENCOURS EN PRINCIPAL	RENDEMENT MOYEN
Échéance inférieure ou égale à un an	\$ 238 943	6,20%	\$ 323 400	4,32%
Échéance supérieure à un an et inférieure ou égale à cinq ans	566 056	6,44%	478 428	4,72%
Échéance supérieure à cinq ans et inférieure ou égale à onze ans	33 993	7,63%	55 798	7,57%
	<b>\$ 838 992</b>		<b>\$ 857 626</b>	

L'investissement de la Société dans des prêts douteux se montait à 35 097 dollars au 31 décembre 2010 (31 160 dollars au 31 décembre 2009). L'investissement moyen en prêts douteux pour l'exercice clos au 31 décembre 2010 était de 30 507 dollars (16 126 dollars pour l'exercice clos au 31 décembre 2009). Le montant total des provisions relatives aux prêts douteux aux 31 décembre 2010 et 2009 était respectivement de 12 831 et 18 131 dollars.

L'investissement de la Société dans des participations douteuses se montait à 677 dollars au 31 décembre 2010 (0 dollars au 31 décembre 2009).

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Les variations des provisions pour pertes sur les prêts et les garanties sont récapitulées ci-après :

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS	2010			2009		
	PRÊTS	GARANTIES	TOTAL	PRÊTS	GARANTIES	TOTAL
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	\$ 66 477	\$ —	\$ 66 477	\$ 55 124	\$ —	\$ 55 124
Passation en charges, valeur nette	(15 126)	—	(15 126)	(2 510)	—	(2 510)
Recouvrements	6 144	—	6 144	3 573	5	3 578
Dotation/récupération des provisions pour pertes	(959)	—	(959)	10 290	(5)	10 285
<b>Solde au 31 décembre</b>	<b>\$ 56 536</b>	<b>\$ —</b>	<b>\$ 56 536</b>	<b>\$ 66 477</b>	<b>\$ —</b>	<b>\$ 66 477</b>

## 5. MONTANTS À RECEVOIR ET AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

Le tableau ci-après donne un récapitulatif des montants à recevoir et autres éléments d'actif :

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS	31 DÉCEMBRE	
	2010	2009
Autres éléments d'actif à court terme :		
Intérêts à recevoir sur prêts	\$ 7 980	\$ 8 351
Intérêts à recevoir sur titres de placement	1 687	1 761
Autres montants à recevoir	1 984	1 560
	11 651	11 672
Autres éléments d'actif à long terme :		
Actifs nets du RPPR	490	—
Intérêts à recevoir sur prêts	—	6 493
Montants à recevoir sur ventes de participations, valeur nette	—	266
Autres éléments d'actif à long terme	2 085	1 028
	2 575	7 787
<b>Total des montants à recevoir et autres éléments d'actif</b>	<b>\$ 14 226</b>	<b>\$ 19 459</b>

Au 31 décembre 2010, l'actif net du RPPR reflète la surcapitalisation du Plan. Se reporter à la note 16.

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

## 6. MONTANTS À PAYER ET AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

Les montants à payer et autres éléments de passif sont récapitulés ci-après :

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS	31 DÉCEMBRE	
	2010	2009
Passifs nets des prestations du Régime de retraite	\$ 6 529	\$ 3 324
Avantages sociaux à payer	3 683	3 607
Produit comptabilisé d'avance	2 787	3 289
Montants à payer	1 876	1 517
Montants à payer aux autres entités du Groupe de la BID	1 053	586
Passifs nets du RPPR	—	2 267
Autres éléments de passif	602	1 797
<b>Total des montants à payer et autres éléments de passif</b>	<b>\$ 16 530</b>	<b>\$ 16 387</b>

Au 31 décembre 2010, les passifs nets du Régime de retraite montrent l'état de sous-capitalisation du régime à cette date. Au 31 décembre 2009, les passifs nets du Régime de retraite et du RPPR montraient l'état de sous-capitalisation des régimes à cette date. Se reporter à la note 16.

## 7. EMPRUNTS ET DETTE À LONG TERME

L'encours des emprunts et de la dette à long terme, par devise, est indiqué ci-après :

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS	31 DÉCEMBRE			
	2010		2009	
Emprunts et dette à long terme (par monnaie)	ENCOURS	COÛT MOYEN PONDÉRÉ	ENCOURS	COÛT MOYEN PONDÉRÉ
Dollar des États-Unis	\$ 560 000	1,29%	\$ 470 000	1,96%
Peso colombien*	—	—	73 307	7,35%
Peso mexicain**	7 524	5,88%	36 737	6,35%
Real brésilien	45 034	10,64%	43 094	10,64%
Nuevo sol péruvien	16 434	6,40%	17 072	6,47%
Euro	3 170	1,76%	3 844	3,26%
Peso argentin	2 062	9,15%	3 175	9,15%
	<b>\$ 634 224</b>		<b>\$ 647 229</b>	
Ajustements à la juste valeur	(106)		(1 673)	
Emprunts à court terme	(108 217)		(110 043)	
Emprunts à long terme	<b>\$ 525 901</b>		<b>\$ 535 513</b>	

\* Une émission d'obligations en monnaie locale d'un montant de 150 milliards de pesos colombiens est arrivée à échéance le 14 décembre 2010, avec un coût moyen pondéré de 4,01 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 jusqu'à cette date.

\*\*Une émission de titres d'emprunt en monnaie locale d'un montant de 480 millions de pesos mexicains est arrivée à échéance le 25 novembre 2010, avec un coût moyen pondéré de 4,48 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 jusqu'à cette date.

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La Société a une ligne de crédit disponible auprès de la BID pour un montant de 300 000 dollars. En août 2008, la Société a emprunté 100 000 dollars dans le cadre de cette ligne de crédit. Les emprunts faits dans le cadre de la ligne de crédit de la BID ont une échéance de quinze ans à compter du décaissement correspondant et sont renouvelables. La Société a le droit d'utiliser cette ligne de crédit jusqu'en novembre 2015. En outre, au 31 décembre 2010, la Société disposait d'une ligne de crédit stand-by auprès d'une institution AAA d'un montant de 100 000 dollars. La Société a le droit d'utiliser cette ligne de crédit stand-by jusqu'en juillet 2011. D'autres facilités de crédit disponibles se montent à 373 883 dollars au 31 décembre 2010.

L'encours des emprunts de la Société au 31 décembre 2010 consiste en facilités de crédit à terme et revolving.

La structure des échéances de l'encours des emprunts figure ci-après :

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS	2011	2012	2013	2014	JUSQU'EN 2023
Emprunts	\$ 108 217	\$ 142 658	\$ 112 725	\$ 60 433	\$ 210 085
	<b>\$ 108 217</b>	<b>\$ 142 658</b>	<b>\$ 112 725</b>	<b>\$ 60 433</b>	<b>\$ 210 085</b>

## 8. CAPITAL SOCIAL

Le capital autorisé de la Société a été porté à 705,9 millions de dollars par le biais d'une augmentation du capital de 500 millions de dollars et d'une autre de 2,2 millions de dollars, approuvées par résolution respectivement en 1999 et en 2008. En vertu de ces deux résolutions, un total de 502,2 millions de dollars a été affecté aux souscriptions des pays membres au cours des périodes de souscription. La Société n'émet que des actions entières d'une valeur nominale de 10 000 dollars.

Étant donné que certaines tranches de souscriptions payables dans le cadre de l'augmentation de capital de 500 millions de dollars de 1999 n'ont pas été payées dans les délais prévus à l'origine, la Société a fixé de nouveaux délais qui ont reçu en 2008 l'approbation unanime du Conseil d'administration et elle continue d'œuvrer auprès de ses pays membres sur cette base. Les souscriptions à recevoir en ce qui concerne l'augmentation de capital réalisé en 1999 se montent à 41,4 millions de dollars. Toutes les actions autorisées dans le cadre des augmentations de capital devraient être entièrement libérées.

En vertu de *l'Accord constitutif de la Société interaméricaine d'investissement*, tout pays membre pourra se retirer de la Société en notifiant par écrit sa décision au siège de celle-ci. Le retrait sera définitif à la date spécifiée dans la lettre de notification, mais il ne pourra prendre effet que six mois après la date de réception de la lettre par la Société. Après avoir notifié son retrait, le pays membre n'est pas délié de ses responsabilités envers la Société en ce qui concerne les obligations auxquelles il était astreint à la date de la remise de la lettre de retrait.

Si un membre se retire de la Société, la Société et le membre peuvent s'entendre sur le retrait de participation et le rachat des actions détenues par ce membre à des conditions qu'ils jugeront appropriées aux circonstances. Si un tel accord n'est pas réalisé dans les trois mois qui suivent l'annonce par le membre de son désir de se retirer, ou dans un délai convenu par les deux, le prix de rachat des actions sera égal à la valeur apparaissant dans les livres de la Société au jour où ce pays cessera d'être membre, cette valeur étant déterminée par les états financiers vérifiés de la Société. Le paiement des actions se fera contre la remise des certificats correspondants, par tranches, aux échéances et dans les monnaies disponibles que déterminera la Société compte tenu de sa situation financière.

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Le tableau ci-dessous donne le montant du capital souscrit par pays et des souscriptions à recevoir de la part des membres :

	<b>31 DÉCEMBRE</b>		
	<b>TOTAL CAPITAL PAR ACTIONS SOUSCRIT</b>		<b>SOUSCRIPTIONS À RECEVOIR</b>
	<b>ACTIONS</b>	<b>MONTANT</b>	<b>DES MEMBRES</b>
		<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	
Allemagne	1 334	\$ 13 340	\$ —
Argentine	7 767	77 670	—
Autriche	345	3 450	—
Bahamas	144	1 440	—
Barbade	101	1 010	—
Belgique	169	1 690	—
Belize	101	1 010	—
Brésil	7 767	77 670	—
Chili	2 003	20 030	—
Colombie	2 003	20 030	—
Costa Rica	314	3 140	1 100
Danemark	1 071	10 710	—
El Salvador	314	3 140	—
Équateur	420	4 200	—
Espagne	2 393	23 930	—
État plurinational de Bolivie	624	6 240	—
États-Unis	17 600	176 000	41 429
Finlande	393	3 930	—
France	2 162	21 620	—
Guatemala	420	4 200	—
Guyana	120	1 200	—
Haïti	314	3 140	—
Honduras	314	3 140	—
Israël	173	1 730	—
Italie	2 162	21 620	—
Jamaïque	420	4 200	—
Japon	2 393	23 930	—
Mexique	5 000	50 000	—
Nicaragua	314	3 140	—
Norvège	393	3 930	—
Panama	314	3 140	—
Paraguay	314	3 140	—
Pays-Bas	1 071	10 710	—
Pérou	2 003	20 030	—
Portugal	182	1 820	—
République bolivarienne du Venezuela	4 311	43 110	—
République de Corée	110	1 100	—
République dominicaine	420	4 200	—
République populaire de Chine	110	1 100	—
Suède	393	3 930	—
Suisse	1 071	10 710	—
Suriname	101	1 010	—
Trinité-et-Tobago	314	3 140	—
Uruguay	828	8 280	—
<b>Total 2010</b>	<b>70 590</b>	<b>\$ 705 900</b>	<b>\$ 42 529</b>
<b>Total 2009</b>	<b>70 590</b>	<b>\$ 705 900</b>	<b>\$ 47 199</b>

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

## 9. MESURE ET VARIATION DE LA JUSTE VALEUR

Les actifs et les passifs de la Société comptabilisés à leur juste valeur sont classés selon une hiérarchie de juste valeur conformément aux dispositions de la Codification. Voir la Note 2 qui explique la politique de la Société concernant cette hiérarchie.

Le tableau de hiérarchie de valeur ci-après contient des informations sur les actifs et les passifs de la Société mesurés à leur juste valeur de manière récurrente au 31 décembre 2010 :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>31 DÉCEMBRE 2010</b>	<b>PRIX COTÉS SUR DES MARCHÉS ACTIFS POUR DES ACTIFS IDENTIQUES (NIVEAU 1)</b>	<b>AUTRES FACTEURS OBSERVABLES IMPORTANTES (NIVEAU 2)</b>	<b>FACTEURS NON OBSERVABLES IMPORTANTES (NIVEAU 3)</b>
<b>ACTIF</b>				
Dette d'entreprises et autres	\$ 420 329	\$ 420 329	\$ —	\$ —
LLP*	19 865	—	—	19 865
Obligations d'États et d'organismes souverains hors États-Unis	80	80	—	—
Contrats de dérivés	480	—	480	—
<b>PASSIF</b>				
Emprunts	(49 894)	—	(49 894)	—

\*Représente les investissements qui seraient autrement comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Le tableau de hiérarchie de valeur ci-après contient des informations sur les actifs et les passifs de la Société mesurés à leur juste valeur de manière récurrente au 31 décembre 2009 :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>31 DÉCEMBRE 2009</b>	<b>PRIX COTÉS SUR DES MARCHÉS ACTIFS POUR DES ACTIFS IDENTIQUES (NIVEAU 1)</b>	<b>AUTRES FACTEURS OBSERVABLES IMPORTANTES (NIVEAU 2)</b>	<b>FACTEURS NON OBSERVABLES IMPORTANTES (NIVEAU 3)</b>
<b>ACTIF</b>				
Dette d'entreprises et autres	\$ 347 074	\$ 347 074	\$ —	\$ —
LLP*	19 430	—	—	19 430
Obligations d'États et d'organismes souverains hors États-Unis	9 986	9 986	—	—
<b>PASSIF</b>				
Emprunts	(48 328)	—	(48 328)	—
Contrats de dérivés	(135)	—	(135)	—

\*Représente les investissements qui seraient autrement comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Le tableau suivant présente les plus et moins-values dues à la variation de la juste valeur des postes mesurés à la juste valeur pour l'exercice clos au 31 décembre 2010 :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>AUTRES PLUS ET MOINS-VALUES</b>	<b>CHARGE D'INTÉRÊTS SUR LES EMPRUNTS</b>	<b>TOTAL DE LA VARIATION DE LA JUSTE VALEUR COMPRISE DANS LE REVENU DE L'EXERCICE</b>
<b>ACTIF</b>			
LLP*	\$ (348)	\$ —	\$ (348)
Dette d'entreprises et autres	1 892	—	1 892
Obligations d'États souverains hors États-Unis	205	—	205
Contrats de dérivés	(122)	—	(122)
<b>PASSIF</b>			
Emprunts	1 110	(499)	611

\*Représente les investissements qui seraient autrement comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Le tableau suivant présente les plus et moins-values dues à la variation de la juste valeur des postes mesurés à la juste valeur pour l'exercice clos au 31 décembre 2009 :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>AUTRES PLUS ET MOINS-VALUES</b>	<b>CHARGE D'INTÉRÊTS SUR LES EMPRUNTS</b>	<b>TOTAL DE LA VARIATION DE LA JUSTE VALEUR COMPRISE DANS LE REVENU DE L'EXERCICE</b>
<b>ACTIF</b>			
LLP*	\$ 2 152	\$ —	\$ 2 152
Dette d'entreprises et autres	2 894	—	2 894
Obligations d'États souverains hors États-Unis	50	—	50
<b>PASSIF</b>			
Emprunts	2 559	(1 373)	1 186
Contrats de dérivés	(858)	—	(858)

\*Représente les investissements qui seraient autrement comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La variation des actifs de niveau 3 mesurés à la juste valeur de manière récurrente pour les exercices clos aux 31 décembre 2010 et 2009 se présente comme suit :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>MESURE DE LA JUSTE VALEUR DES LLP EN SE SERVANT DE FACTEURS NON OBSERVABLES IMPORTANT (NIVEAU 3)</b>
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2009	\$ 14 408
Variation de l'actif net due aux plus-values nettes	2 152
Distributions reçues	(421)
Investissements supplémentaires	3 291
<b>Au 31 décembre 2009</b>	<b>\$ 19 430</b>
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	\$ 19 430
Variation de l'actif net due aux moins-values nettes	(348)
Distributions reçues	(1 301)
Investissements supplémentaires	2 084
<b>Au 31 décembre 2010</b>	<b>\$ 19 865</b>

Certains instruments financiers de la Société ne sont pas mesurés à leur juste valeur de manière récurrente mais ils sont toutefois comptabilisés à un montant proche de leur juste valeur du fait qu'ils sont liquides ou à court terme. Au nombre de ces actifs et passifs financiers figurent : Espèces et valeurs assimilables, Montants à recevoir — clients, Montants à recevoir — autres et Montants à payer — autres.

Les prêts de la Société sont généralement comptabilisés au montant en principal de l'encours. Pour la divulgation des informations, la Société utilise une date de mesure du 31 décembre pour déterminer la juste valeur de son portefeuille de prêts. Au 31 décembre 2010, la valeur comptable des investissements sous forme de prêts, plus les intérêts courus était de 260 039 dollars (244 773 dollars au 31 décembre 2009) et leur juste valeur estimée se montait à 262 508 dollars (244 670 dollars au 31 décembre 2009) pour les prêts dont il est possible de déterminer la juste valeur. La direction pense que l'on ne pouvait de façon pratique déterminer la juste valeur du reste du portefeuille de prêts qui comprenait des financements personnalisés octroyés à des petites et moyennes entreprises opérant dans les pays membres régionaux de la Société. Au 31 décembre 2010, la valeur comptable du reste du portefeuille de prêts, exclusion faite des intérêts courus, était de 581 255 dollars (621 691 dollars au 31 décembre 2009). Tout excédent ou déficit résultant de la différence entre la valeur comptable du portefeuille de prêts et la juste valeur présentée ci-dessus n'est pas nécessairement la valeur réalisable (étant donné que la Société conserve généralement ses investissements avec leurs échéances contractuelles dans le but de réaliser leur valeur constatée et de maximiser par là même les aspects relatifs au développement des investissements).

Les emprunts et la dette à long terme de la Société sont comptabilisés à leur montant d'origine à moins que n'ait été choisie la juste valeur comme l'autorise la Codification. La juste valeur des emprunts et de la dette à long terme de la Société a été calculée en fonction soit des prix cotés sur le marché soit des analyses de valeur actualisée des flux de trésorerie sur la base des taux actuels d'emprunt de la Société pour des emprunts et de la dette à long terme similaires. Au 31 décembre 2010, la valeur comptable des emprunts et de la dette à long terme de la Société, plus les intérêts courus, était d'environ 5 720 dollars plus élevée que la juste valeur (7 216 dollars au 31 décembre 2009). Au 31 décembre 2010, la juste valeur estimée des facilités de crédit à taux fixe était de 126 453 dollars (94 991 dollars au 31 décembre 2009). Les obligations émises en Colombie sont arrivées à échéance le 14 décembre 2010 et

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

leur juste valeur estimée était de 73 215 dollars au 31 décembre 2009). La valeur comptable des emprunts et de la dette à long terme restants était proche de leur juste valeur respective.

La valeur comptable des investissements sous forme de participations comptabilisés à leur coût déduction faite des réductions de valeur se montait à 15 081 dollars au 31 décembre 2010 (12 738 dollars au 31 décembre 2009). Pour certains de ces investissements, des LLP d'une valeur comptable totale de 6 532 dollars au 31 décembre 2010 (7 512 dollars au 31 décembre 2009), la juste valeur estimée se montait à 6 852 dollars au 31 décembre 2010 (13 962 dollars au 31 décembre 2009). La valeur comptable des participations comptabilisées à la juste valeur se montait à 19 865 dollars au 31 décembre 2010 (19 430 dollars au 31 décembre 2009). Le montant total des plus et moins-values nettes pour l'exercice clos au 31 décembre 2010 inclus dans la rubrique Variations de la valeur comptable des prises de participations attribuables à la variation des moins-values latentes nettes relatives aux éléments d'actif encore détenus à cette date était de 793 dollars (2 121 dollars de plus-value latente nette au 31 décembre 2009). La juste valeur des investissements effectués dans des LLP a été déterminée en ayant recours à la valeur estimée de l'actif net de la LLP. Pour ce type d'investissement, la valeur de l'actif net est considérée comme la meilleure estimation de la juste valeur. De manière générale, les LLP ont une durée de vie limitée et la Société ne vend ni ne demande le rachat de ses investissements dans les LLP. Le produit est distribué à la Société à mesure que les LLP vendent l'investissement sous-jacent. La valeur de l'actif net est ajustée lorsqu'il apparaît que la juste valeur diffère de façon significative de la valeur de l'actif net.

## 10. INSTRUMENTS DÉRIVÉS

L'emplacement dans le bilan et la juste valeur des instruments dérivés qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture selon la Codification sont comme suit :

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS	31 DÉCEMBRE			
	2010		2009	
	EMPLACEMENT DANS LE BILAN	JUSTE VALEUR	EMPLACEMENT DANS LE BILAN	JUSTE VALEUR
Contrats de taux d'intérêt	Autres éléments d'actif	\$ 480	Autres éléments de passif	\$ 135

L'effet des instruments dérivés sur le compte de résultat est comme suit :

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS	31 DÉCEMBRE			
	2010		2009	
	EMPLACEMENT DE LA PLUS OU MOINS-VALUE CONSTATÉE AU COMPTE DE RÉSULTAT	MONTANT DE LA MOINS-VALUE CONSTATÉE AU COMPTE DE RÉSULTAT	EMPLACEMENT DE LA PLUS OU MOINS-VALUE CONSTATÉE AU COMPTE DE RÉSULTAT	MONTANT DE LA MOINS-VALUE CONSTATÉE AU COMPTE DE RÉSULTAT
Contrats de taux d'intérêt	Frais des emprunts et de la dette à long terme	\$ (306)	Frais des emprunts et de la dette à long terme	\$ (243)

Se reporter à la Note 2 où figurent des informations supplémentaires sur la raison pour laquelle la Société conclut ces transactions de dérivés non désignés comme instruments de couverture ainsi que ses stratégies globales de gestion des risques.

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

## 11. GARANTIES

Au 31 décembre 2010, aucun avis de défaut de paiement n'avait été reçu depuis le début des garanties en cours (aucun avis au 31 décembre 2009). Le montant potentiel maximum des paiements futurs, qui représente les montants notionnels qui pourraient être perdus au titre des garanties s'il y avait un défaut total de paiement par les parties garanties sans tenir compte des recouvrements éventuels dans le cadre de dispositions de recours ou par le biais de biens détenus ou donnés en gage, se montait à 5 701 dollars au 31 décembre 2010 (5 735 dollars au 31 décembre 2009). Au 31 décembre 2010, l'encours total des garanties était donné en monnaies autres que le dollar des États-Unis. Aucun de ces montants n'a un quelconque rapport avec les pertes prévues sur ces garanties et ils dépassent de loin les pertes prévues. Se reporter à la note 4 pour connaître les variations de la provision pour pertes sur garanties.

## 12. ÉVENTUALITÉS

La Société participe, dans le cours ordinaire de son activité, en tant que défendeur, codéfendeur ou partie prenante à divers litiges inhérents et caractéristiques de l'activité à laquelle elle se livre. La direction de la Société estime improbable que le règlement en dernier ressort de ces actions en justice ait un effet préjudiciable important sur la situation financière de la Société.

## 13. ÉVÉNEMENTS ULTÉRIEURS

La Société suit les événements notables survenant après la date du bilan et avant la publication des états financiers pour déterminer, le cas échéant, l'impact des événements sur les états financiers devant être publiés. Tous les événements ultérieurs dont la Société a connaissance ont été évalués jusqu'au 28 mars 2011, date d'approbation par l'Assemblée des gouverneurs. La Direction a déterminé qu'aucun événement ultérieur ne requiert divulgation en application de la FASB ASC Sujet 855, *Événements ultérieurs*.

## 14. ACCORDS DE PRÊT

La Société mobilise des fonds auprès de banques commerciales et d'autres institutions financières en ce qui concerne certains de ses accords de prêt, accords qu'elle administre et dont elle assure le service au nom des sous-participants. Les accords sont structurés de manière à ce que les sous-participants financent leur part respective de chaque prêt et qu'il n'y ait aucun recours contre la Société.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010, la Société a appelé et décaissé 202 601 dollars de fonds des sous-participants (63 000 dollars au 31 décembre 2009). Les engagements non décaissés des sous-participants s'élevaient à 123 400 dollars au 31 décembre 2010 (85 000 dollars au 31 décembre 2009).

## 15. OPÉRATIONS ENTRE PERSONNES MORALES APPARENTÉES

La Société se procure auprès de la BID certains services administratifs et généraux dans les domaines où la BID peut offrir des services communs de manière efficace. La Société a négocié un bail avec la BID pour des locaux pour son siège social, bail qui arrivera à échéance en 2020.

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La Société a payé les montants suivants à la BID pour les locaux à usage de bureaux et certains services de soutien administratif :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>EXERCICES CLOS AUX 31 DÉCEMBRE</b>	
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Locaux à usage de bureaux (siège et autres)	\$ 1 830	\$ 1 776
Services administratifs	694	700
Autres prestations de service de la BID	212	150
	<b>\$ 2 736</b>	<b>\$ 2 626</b>

Les paiements prévus dans le cadre du bail en cours avec la BID sont les suivants :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013–2020</b>
Locaux à usage de bureaux (siège)	\$ 2 250	\$ 2 317	\$ 18 195
	<b>\$ 2 250</b>	<b>\$ 2 317</b>	<b>\$ 18 195</b>

Les montants à payer à la BID étaient de 1 053 dollars au 31 décembre 2010 (586 dollars au 31 décembre 2009).

Aux 31 décembre 2010 et 2009 respectivement, la Société avait emprunté 100 000 dollars de la facilité de crédit de la BID. Se reporter à la note 7.

La Société fournit des prestations de services-conseils à des entités du Groupe de la BID. La Société a été intégralement payée des honoraires exigibles au 31 décembre 2010 au titre de ces accords, soit un montant total de 100 dollars (100 dollars pour l'exercice clos au 31 décembre 2009).

## **16. RÉGIMES DE RETRAITE ET DE PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES AU PERSONNEL RETRAITÉ**

La quasi-totalité du personnel de la Société et de la BID bénéficie d'un régime de retraite à prestations déterminées (ci-après le Régime de retraite) parrainé par la BID. Le Régime de retraite couvre les salariés locaux et internationaux. Aux termes de ce régime, les prestations sont calculées sur la base des années de service et de la moyenne des rémunérations perçues ; les cotisations versées par les salariés correspondent à un pourcentage fixe de leur rémunération, la Société et la BID versant le reliquat du coût actuariel futur des prestations offertes par le Régime de retraite. Toutes les cotisations versées au Régime de retraite sont irrévocables et sont conservées sur des comptes de retraite distincts utilisés uniquement pour le paiement de prestations dans le cadre du Régime de retraite.

La Société offre également aux retraités certaines prestations de soins de santé et autres. Tout membre du personnel actuel cotisant au Régime de retraite pendant son service actif et répondant à certains critères d'admissibilité a droit à ces prestations complémentaires dans le cadre du Régime de prestations complémentaires au personnel retraité (« RPPR »). Les retraités versent une cotisation pour le programme de soins de santé sur la base d'un barème établi de primes. La Société apporte le complément du coût actuariel déterminé de soins de santé et autres prestations futures. Toutes les cotisations et tous autres éléments d'actif et de revenu du RPPR restent la propriété de la Société mais ils sont détenus et gérés séparément des autres biens et actifs de la Société uniquement pour le paiement de prestations dans le cadre du RPPR.

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Étant donné que la BID et la Société participent toutes deux au Régime de retraite et au RPPR, chaque employeur présente la part lui correspondant. Les montants présentés ci-dessous reflètent la part proportionnelle de la Société dans les coûts, les actifs et les obligations du Régime de retraite et du RPPR conformément à la FASB ASC Sujet 715, *Indemnités — Prestations de retraite*.

## Obligations et état de capitalisation

La Société utilise la date de mesure du 31 décembre pour le Régime de retraite et le RPPR. Le tableau ci-dessous récapitule la variation des obligations de prestations, la variation des actifs du régime et l'état de capitalisation du Régime de retraite et du RPPR ainsi que le montant figurant au bilan :

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS	RÉGIME DE RETRAITE		RPPR	
	2010	2009	2010	2009
<b>Rapprochement des obligations de prestations</b>				
Obligations au 1 <sup>er</sup> janvier	\$ 50 963	\$ 47 075	\$ 30 149	\$ 26 622
Coût des prestations de services	2 062	2 442	1 330	1 443
Charge d'intérêts	3 156	2 871	1 898	1 465
Cotisations des participants	787	780	—	—
Modifications du régime	—	—	—	4 600
Pertes ou gains actuariels	4 804	(1 686)	2 467	(3 853)
Prestations versées	(529)	(519)	(139)	(142)
Subvention de la partie D aux retraités	—	—	35	14
Obligations au 31 décembre	61 243	50 963	35 740	30 149
<b>Rapprochement de la juste valeur des actifs du régime</b>				
Juste valeur des actifs du régime au 1 <sup>er</sup> janvier	47 639	38 512	27 883	19 593
Rendement effectif des actifs	4 812	7 540	3 171	4 382
Prestations versées	(529)	(519)	(139)	(142)
Cotisations des participants	787	780	—	—
Cotisations de l'employeur	2 005	1 326	5 315	4 050
Juste valeur des actifs du régime au 31 décembre	54 714	47 639	36 230	27 883
<b>État de la capitalisation</b>				
État de la capitalisation au 31 décembre	(6 529)	(3 324)	490	(2 266)
Montant net comptabilisé au 31 décembre	\$ (6 529)	\$ (3 324)	\$ 490	\$ (2 266)
<b>Les montants comptabilisés comme éléments de passif ou d'actif sont les suivants :</b>				
Éléments de passif ou d'actif des prestations de retraite	(6 529)	(3 324)	490	(2 266)
Montant net comptabilisé au 31 décembre	\$ (6 529)	\$ (3 324)	\$ 490	\$ (2 266)
<b>Les montants comptabilisés dans Autres éléments du résultat global cumulé sont les suivants :</b>				
Perte actuarielle nette	6 322	2 949	2 388	933
Coût des prestations de service antérieures	49	63	2 784	4 674
Actif initial net	—	—	705	879
<b>Montant net comptabilisé au 31 décembre</b>	<b>\$ 6 371</b>	<b>\$ 3 012</b>	<b>\$ 5 877</b>	<b>\$ 6 486</b>

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

L'obligation de prestations cumulée attribuable à la Société pour le Régime de retraite était respectivement de 47 618 dollars et 40 158 dollars aux 31 décembre 2010 et 2009.

## Éléments du coût périodique net des prestations

Le coût périodique net des prestations se compose des éléments suivants :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	RÉGIME DE RETRAITE		RPPR	
	EXERCICES CLOS AUX 31 DÉCEMBRE		EXERCICES CLOS AUX 31 DÉCEMBRE	
	2010	2009	2010	2009
Coût des prestations de services	\$ 2 062	\$ 2 442	\$ 1 330	\$ 1 443
Charge d'intérêts	3 156	2 871	1 898	1 465
Rendement prévu des actifs du régime	(3 381)	(3 607)	(2 158)	(1 718)
Amortissement de :				
Obligation et actif de transition	—	—	174	174
Gain actuariel net latent	—	—	—	52
Coût des prestations de service antérieures	14	14	1 890	50
Modifications du régime	—	—	—	200
<b>Coût périodique net des prestations</b>	<b>\$ 1 851</b>	<b>\$ 1 720</b>	<b>\$ 3 134</b>	<b>\$ 1 666</b>

Le gain ou perte actuariel net, le coût des prestations de services antérieures et l'obligation initiale nette estimés pour le Régime de retraite et le RPPR qui seront amortis et passeront de la rubrique Autres éléments du résultat global cumulé à la rubrique Coût périodique net des prestations durant 2011 sont d'un montant net de 14 dollars pour le Régime de retraite et de 2 038 dollars pour le RPPR.

## Hypothèses actuarielles

Les hypothèses actuarielles retenues sont fondées sur les taux d'intérêt des marchés financiers, l'expérience passée et la meilleure estimation de la direction quant aux modifications futures des prestations et de la conjoncture économique. La modification de ces hypothèses aura un impact sur le coût et les obligations des prestations futures. Les pertes et gains actuariels surviennent lorsque les résultats réels sont différents des résultats attendus. Les pertes et gains actuariels latents supérieurs à 10 % de l'obligation cumulée des prestations ou de la valeur marchande des actifs du régime au début de l'exercice, le plus élevé des deux montants étant retenu, sont amortis sur la période moyenne de prestations de services restante des participants actifs qui doivent recevoir des prestations en vertu du Régime de retraite et du RPPR, soit respectivement environ 11,6 et 12 ans.

Le coût non constaté des prestations de services antérieures est amorti sur 10,5 ans pour le Régime de retraite et sur 7,9 ans pour le RPPR. Au 31 décembre 2009, il y avait une modification du régime pour le RPPR de 4 600 dollars. Le coût non constaté des prestations de services antérieures pour cette modification est amorti sur 2,2 ans.

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Les hypothèses moyennes pondérées retenues pour le calcul de l'obligation de prestations et le coût périodique net des prestations sont les suivantes :

	RÉGIME DE RETRAITE		RPPR	
	2010	2009	2010	2009
<i>Hypothèses moyennes pondérées retenues pour calculer les obligations de prestations au 31 décembre</i>				
Taux d'actualisation	5,75%	6,25%	6,00%	6,25%
Taux d'augmentation des indemnités	5,50%	5,50%		

	RÉGIME DE RETRAITE		RPPR	
	2010	2009	2010	2009
<i>Hypothèses moyennes pondérées retenues pour calculer le coût net des prestations périodiques pour les exercices clos au 31 décembre</i>				
Taux d'actualisation	6,25%	5,75%	6,25%	5,75%
Rendement prévu à long terme des actifs du régime	6,75%	6,75%	7,25%	7,25%
Taux d'augmentation des indemnités	5,50%	5,50%		

Le taux de rendement annuel prévu des actifs du régime tient compte du taux passé de rendement des catégories d'actifs employés par les régimes et en appliquant ces rendements de façon conservatrice à la formulation des affectations des actifs de la politique d'investissement. Les taux d'actualisation utilisés pour calculer les obligations de prestations sont choisis par référence au taux des obligations de sociétés AAA et AA en fin d'exercice.

Pour les participants supposés prendre leur retraite aux États-Unis, l'obligation cumulée des prestations complémentaires au personnel retraité a été calculée en utilisant les taux tendanciels des coûts de soins de santé suivants :

	RPPR	
	2010	2009
Taux théorique de diminution du taux tendanciel (taux tendanciel final)	4,50%	4,50%
Exercice durant lequel le taux atteint le taux tendanciel final	2018	2017
<i>Taux tendanciel des coûts des soins de santé prévu pour le prochain exercice</i>		
Frais médicaux	8,00%	8,50%
Frais pharmaceutiques	8,00%	8,50%
Frais dentaires	5,50%	6,00%
Coût hors des États-Unis*	10,00%	10,00%

\*Se réfère à toutes les prestations de services aux participants supposés prendre leur retraite hors des États-Unis.

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

L'incidence des taux tendanciels théoriques des coûts des soins de santé sur les montants comptabilisés pour le RPPR est importante. Une variation de 1 % des taux tendanciels des coûts de soins de santé se répercuterait comme suit :

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS	I % D'AUGMENTATION		I % DE DIMINUTION	
	EXERCICES CLOS AUX 31 DÉCEMBRE			
	2010	2009	2010	2009
Incidence sur le total des éléments de coût (prestations et intérêts)	\$ 728	\$ 720	\$ (526)	\$ (702)
Incidence sur l'obligation de prestations complémentaires au personnel retraité	7 488	5 664	(5 550)	(4 290)

## Actifs du régime

Les actifs du Régime de retraite et du RPPR sont principalement gérés par des directeurs d'investissement employés par la BID qui reçoivent des directives de placement tenant compte des politiques d'investissement du Régime de retraite et du RPPR. Les politiques d'investissement ont été élaborées de façon à avoir une affectation élevée en actions cohérente avec les rendements passés, qui donnent des rendements suffisants pour répondre aux besoins de fonds à long terme.

Les placements maintiennent une exposition moyenne de 60 à 70 % au risque d'un panier d'actions bien diversifiées de marchés développés (49 à 58 %) et de marchés émergents (2 à 6 %), 3 % de titres de créance de marchés émergents (1 à 4 %), 3 % de contrats à terme sur indice de produits de base (1 à 4 %), 4 % d'investissements liés à l'immobilier (2 à 8 %) et 0 % de titres de créance à haut rendement (jusqu'à 3 %). Les actifs maintiennent également une exposition moyenne de 30 à 40 % au risque de titres à revenu fixe (20 %) et indexés sur l'inflation (15 %) pour assurer une couverture partielle contre le risque de taux d'intérêt et d'inflation des passifs des régimes ainsi que pour se protéger contre la désinflation. Les affectations cibles de la politique de placements au 31 décembre 2010 sont les suivantes :

	RÉGIME DE RETRAITE	RPPR
Actions américaines	25%	40%
Actions non américaines	24%	30%
Actions de marchés émergents	4%	0%
Titres de créance de marchés émergents	3%	0%
Contrats à terme sur indice de produits de base	3%	0%
Revenu fixe à haut rendement	2%	0%
Immobilier public	2%	0%
Immobilier/infrastructure privés	2%	0%
Titres du Trésor américain protégés contre l'inflation	15%	10%
Obligations à longue durée	15%	0%
Revenu fixe de base	5%	20%

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La gestion des risques est assurée par une surveillance continue de chaque niveau de catégorie d'actif et de chaque gestionnaire. Les placements sont rééquilibrés dans toute la mesure du possible grâce aux flux de trésorerie pour rétablir les affectations cibles de la politique. Si les flux de trésorerie sont insuffisants pour maintenir les pondérations cibles, des transferts sont effectués entre les comptes des gestionnaires au moins une fois par an. Les gestionnaires ne sont pas en règle générale autorisés à investir plus de 5 % de leur portefeuille respectif dans les titres d'un seul émetteur autre que le gouvernement des États-Unis. Le recours par un gestionnaire à des produits dérivés doit être spécifiquement autorisé pour chaque instrument.

Les tableaux suivants montrent les catégories d'investissements du Régime de retraite et du RPPR au 31 décembre 2010 et 2009 qui sont mesurés à la juste valeur et présentés avec leur répartition moyenne pondérée par niveau dans la hiérarchie de juste valeur. Ces investissements sont classés dans leur intégralité sur la base du plus faible niveau d'apport qui est significatif pour la mesure de juste valeur, sauf pour les fonds de placement dont la classification dans la hiérarchie de juste valeur dépend de leur capacité à rembourser les actions correspondantes à leur valeur d'actif net à court terme.

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS	RÉGIME DE RETRAITE			31	ALLOCATIONS
	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	DÉCEMBRE 2010	MOYENNES PONDÉRÉES
Actions et fonds d'actions :					
Actions américaines	\$ 3 168	\$ 12 537	\$ —	\$ 15 705	29%
Actions non américaines	5 909	7 462	—	13 371	24%
Actions de marchés émergents	—	2 119	—	2 119	4%
Obligations d'État et fonds d'obligations diversifiés :					
Fonds à revenu fixe à longue durée	8 338	—	—	8 338	15%
Fonds à revenu fixe de base	2 391	—	—	2 391	4%
Obligations indexées sur l'inflation américaine	8 241	—	—	8 241	15%
Titres de créance des marchés émergents	—	1 497	—	1 497	3%
Fonds de placement à court terme	1 652	253	—	1 905	3%
Fonds de placement immobilier privé	—	—	1 147	1 147	3%
	<b>\$ 29 699</b>	<b>\$ 23 868</b>	<b>\$ 1 147</b>	<b>\$ 54 714</b>	<b>100%</b>

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

<b>RÉGIME DE RETRAITE</b>					
<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>NIVEAU 1</b>	<b>NIVEAU 2</b>	<b>NIVEAU 3</b>	<b>31 DÉCEMBRE 2009</b>	<b>ALLOCATIONS MOYENNES PONDÉRÉES</b>
Actions et fonds d'actions :					
Actions américaines	\$ 5 064	\$ 11 970	\$ —	\$ 17 034	36%
Actions non américaines	4 806	6 832	—	11 638	24%
Actions de marchés émergents	—	1 215	—	1 215	3%
Obligations d'État et fonds d'obligations diversifiés :					
Fonds à revenu fixe	9 429	—	—	9 429	20%
Obligations indexées sur l'inflation américaine	5 174	—	—	5 174	11%
Titres de créance des marchés émergents	—	1 252	—	1 252	3%
Fonds de placement à court terme	240	590	—	830	2%
Fonds de placement immobilier	—	—	1 067	1 067	1%
	<b>\$ 24 713</b>	<b>\$ 21 859</b>	<b>\$ 1 067</b>	<b>\$ 47 639</b>	<b>100%</b>

<b>RPPR</b>				
<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>NIVEAU 1</b>	<b>NIVEAU 2</b>	<b>31 DÉCEMBRE 2010</b>	<b>ALLOCATIONS MOYENNES PONDÉRÉES</b>
Actions et fonds d'actions :				
Actions américaines	\$ —	\$ 14 081	\$ 14 081	39%
Actions non américaines	—	9 872	9 872	27%
Obligations d'État et fonds d'obligations diversifiés :				
Fonds à revenu fixe de base	7 151	—	7 151	20%
Obligations indexées sur l'inflation américaine	4 145	—	4 145	11%
Fonds de placement à court terme*	(158)	1 139	981	3%
	<b>\$ 11 138</b>	<b>\$ 25 092</b>	<b>\$ 36 230</b>	<b>100%</b>

\*Inclut les contrats à terme de gré à gré

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS	RPPR			ALLOCATIONS MOYENNES PONDÉRÉES
	NIVEAU 1	NIVEAU 2	31 DÉCEMBRE 2009	
Actions et fonds d'actions :				
Actions américaines	\$ —	\$ 10 200	\$ 10 200	37%
Actions non américaines	—	7 107	7 107	25%
Obligations d'État et fonds d'obligations diversifiés :				
Fonds à revenu fixe	5 517	—	5 517	20%
Obligations indexées sur l'inflation américaine	3 445	—	3 445	12%
Fonds de placement à court terme	53	1 561	1 614	6%
	<b>\$ 9 015</b>	<b>\$ 18 868</b>	<b>\$ 27 883</b>	<b>100%</b>

Les titres de placement qui sont mesurés à la juste valeur sur la base des valeurs cotées sur des marchés actifs, technique d'évaluation compatible avec l'approche marché, sont les actions américaines, les actions non américaines, les fonds à revenu fixe, les obligations indexées sur l'inflation du Trésor américain et les contrats à terme sur indice de produits de base. Ces titres sont classés au niveau 1 de la hiérarchie de juste valeur.

Le mélange composite de fonds d'actions et de titres de créance des marchés émergents et de fonds de placement à court terme, qui ne sont pas cotés en bourse, est mesuré à la juste valeur sur la base de la valeur d'actif net des fonds de placement et classé au niveau 2 car ces fonds peuvent être rachetés par l'entité émettrice à court terme à leur valeur d'actif net par action à la date de mesure. Cette technique d'évaluation est compatible avec l'approche marché.

Les fonds de placement immobilier sont mesurés à la juste valeur sur la base de la valeur de l'actif net de ces fonds de placement et sont classés au niveau 3 car le délai nécessaire pour le rachat de ces placements est incertain. Les hypothèses d'évaluation qu'utilisent ces fonds de placement sont la valeur de marché de biens immobiliers similaires, la valeur actualisée des flux de trésorerie, le coût de remplacement et l'endettement sur le bien (capitalisation directe). Ces méthodologies sont des techniques d'évaluation compatibles avec les approches marché et coût.

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Les variations des actifs de niveau 3 mesurés à la juste valeur sur une base récurrente pour l'exercice clos au 31 décembre 2010 sont comme suit :

**MESURES DE LA JUSTE  
VALEUR POUR LES PLACEMENTS  
DU RÉGIME DE RETRAITE  
EN SE SERVANT DE FACTEURS  
NON OBSERVABLES  
IMPORTANTES (NIVEAU 3)**

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS

Au 1 <sup>er</sup> janvier 2009	\$ 1 556
Moins-values totales nettes	(401)
Ventes et distributions de revenu	(88)
<b>Solde au 31 décembre 2009</b>	<b>\$ 1 067</b>
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	\$ 1 067
Plus-values totales nettes	240
Ventes et distributions de revenu	(160)
<b>Solde au 31 décembre 2010</b>	<b>\$ 1 147</b>

Le montant total des plus et moins-values totales nettes pour l'exercice inclus dans la variation de valeur comptable des placements du Régime de retraite attribuable à la variation des plus-values latentes nettes relative aux actifs détenus au 31 décembre 2010 était de 156 dollars (moins-value nette de 552 dollars au 31 décembre 2009).

## Flux de trésorerie

En 2011 les cotisations de la Société au Régime de retraite et au RPPR devraient être d'environ 2 000 et 4 251 dollars respectivement. Toutes les cotisations sont faites en espèces.

## Paiements estimés de prestations futures

Le tableau suivant donne le récapitulatif des paiements de prestations, tenant compte des futures prestations de services prévues, selon le besoin, qui devraient être versées au cours des cinq prochaines années et de façon globale pour les cinq années suivantes. Ces montants sont basés sur les mêmes hypothèses que celles retenues pour mesurer l'obligation de prestations au 31 décembre 2010.

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS

	<b>RÉGIME DE RETRAITE</b>	<b>RPPR</b>
<i>Paiements estimés de prestations futures</i>		
1 <sup>er</sup> janvier 2011 – 31 décembre 2011	\$ 1 300	\$ 500
1 <sup>er</sup> janvier 2012 – 31 décembre 2012	1 400	600
1 <sup>er</sup> janvier 2013 – 31 décembre 2013	1 800	600
1 <sup>er</sup> janvier 2014 – 31 décembre 2014	1 900	700
1 <sup>er</sup> janvier 2015 – 31 décembre 2015	2 000	700
1 <sup>er</sup> janvier 2016 – 31 décembre 2020	14 600	5 900

# Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

## 17. GESTION DES FONDS EXTÉRIEURS

La Société gère pour le compte des donateurs, à savoir des pays membres et d'autres entités, des fonds réservés à des usages spécifiques parmi lesquels le cofinancement de certains projets, des études techniques pour les emprunteurs, des études relatives à des projets et des programmes de recherche et de formation. Ces fonds sont détenus pour leur compte par la Société et sont tenus séparés des fonds de la Société ; ils ne sont pas inclus non plus dans les actifs de la Société. La Société reçoit une commission de gestion qui est généralement un pourcentage des fonds reçus. Cette commission figure au compte de résultat en tant que commission de services-conseils.



# Annexes



# Gouverneurs et gouverneurs suppléants

(décembre 2010)

PAYS	GOUVERNEUR	GOUVERNEUR SUPPLÉANT
Allemagne	Gudrun Kopp	Rolf Wenzel
Argentine	Amado Boudou	Mercedes Marcó del Pont
Autriche	Josef Pröll	Edith Frauwallner
Bahamas	Zhivargo S. Laing	Ehurd Cunningham
Barbade	Christopher Peter Sinckler	Grantley W. Smith
Belgique	Didier Reynders	Franciscus Godts
Belize	Dean Barrow	Joseph Waight
Bolivie, État plurinational de	Elba Viviana Caro Hinojosa	Luis Alberto Arce Catacora
Brésil	Paulo Bernardo Silva	Carlos Augusto Vidotto
Chili	Felipe Larraín	
Chine, République populaire de	Xiaochuan Zhou	Yi Gang
Colombie	Juan Carlos Echeverry Garzón	Hernando José Gómez Restrepo
Corée, République de	Jeung-Hyun Yoon	Seongtae Lee
Costa Rica	Fernando Herrero Acosta	Rodrigo Bolaños Zamora
Danemark	Susan Ulbæk	Lars Bredal
Équateur	Patricio Rivera Yánez	Katiuska King Mantilla
El Salvador	Alexander E. Segovia Cáceres	Carlos Enrique Cáceres Chávez
Espagne	Elena Salgado	José Manuel Campa Fernández
États-Unis	Timothy F. Geithner	Robert D. Hormats
Finlande	Ritva Koukku-Ronde	Jorma Julin
France	Christine Lagarde	Ramón Fernández
Guatemala	Alfredo Del Cid Pinillos	Edgar Baltazar Barquín Durán
Guyana	Bharrat Jagdeo	Ashni Singh
Haïti	Ronald Baudin	Jean-Max Bellerive
Honduras	William Chong Wong	María Elena Mondragón Ordóñez
Israël	Stanley Fisher	Oded Brook
Italie	Giulio Tremonti	Mario Draghi
Jamaïque	Audley Shaw, MP	Wesley Hughes, CD
Japon	Yoshihiko Noda	Masaaki Shirakawa
Mexique	Ernesto Cordero-Arroyo	José Antonio Meade Kuribreña
Nicaragua	Alberto José Guevara Obregón	Antenor Rosales Bolaños
Norvège	Ingrid Fiskaa	Henrik Harboe
Panama	Alberto Vallarino Clément	Frank De Lima Gercich
Paraguay	Dionisio Borda	Manuel Vidal Caballero Giménez
Pays-Bas	Ben Knapen	Yoka Brandt
Pérou	Ismael Alberto Benavides	Luis Miguel Castilla Rubio
Portugal	Fernando Teixeira dos Santos	Carlos Costa Pina
République dominicaine	Vicente Bengoa Albizu	Juan T. Montás
Suède	Jan Knutsson	Anders Bengtscén
Suisse	Beatrice Maser Mallor	Roger Denzer
Suriname	Gillmore Hoefdraad	Woonnie Boedhoe
Trinité-et-Tobago	Winston Dookeran	Mary King
Uruguay	Fernando Lorenzo	Pedro Buonomo
Venezuela, République bolivarienne du	Jorge A. Giordani C.	Ali Rodríguez Araque

# Administrateurs et administrateurs suppléants

(décembre 2010)

	ADMINISTRATEUR	ADMINISTRATEUR SUPPLÉANT
Allemagne, Autriche, Belgique, Italie, Pays-Bas et République populaire de Chine	Mattia Adani	Ulrike Metzger
Argentine et Haïti	Eugenio Díaz-Bonilla	Martín Bès
Bahamas, Barbade, Guyana, Jamaïque et Trinité-et-Tobago	Richard L. Bernal	
Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua	Manuel Coronel Novoa	Carmen María Madríz
Brésil et Suriname	José Carlos Miranda	Sérgio Portugal
Chili et Pérou	Juan Valdivia Romero	Alejandro Foxley Tapia
Colombie et Équateur	Roberto Prieto Uribe	Xavier Eduardo Santillán
Danemark, Finlande, France, Norvège, Suède et Suisse	Maria-Anna Fernández	Leena Viljanen
Espagne, Israël, Japon, Portugal, République de Corée	Luis Martí	Yasusuke Tsukagoshi
État plurinational de Bolivie, Paraguay et Uruguay	Marcelo Bisogno	Hernando Larrazábal
États-Unis d'Amérique	Gustavo Arnavat	
Mexique et République dominicaine	Cecilia Ramos Ávila	Muriel Alfonseca
Panama et République bolivarienne du Venezuela	Adina Bastidas	Antonio De Roux

# Voies de Communication

(décembre 2010)

PAYS	INSTITUTION
Allemagne	Federal Ministry for Economic Cooperation and Development
Argentine	Ministerio de Economía
Autriche	Federal Ministry of Finance
Bahamas	Ministry of Finance
Barbade	Ministry of Economic Development
Belgique	Ministère des Finances
Belize	Ministry of Budget, Planning and Management, Economic Development, Investment and Trade
Bolivie, État plurinational de	Ministerio de Planificación del Desarrollo
Brésil	Ministério do Planejamento, Orçamento e Gestão
Chili	Ministerio de Hacienda
Chine, République populaire de	People's Bank of China
Colombie	Ministerio de Hacienda y Crédito Público
Corée, République de	Ministry of Finance and Economy
Costa Rica	Ministerio de Hacienda
Danemark	Danish International Development Agency (DANIDA)
El Salvador	Secretaría Técnica de la Presidencia
Équateur	Ministerio de Economía y Finanzas
Espagne	Subdirección General de Instituciones Financieras Multilaterales
États-Unis	Treasury Department
Finlande	Ministry for Foreign Affairs
France	Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
Guatemala	Ministerio de Finanzas Públicas
Guyana	Ministry of Finance
Haïti	Ministère de l'Économie et des Finances
Honduras	Banco Central de Honduras
Israël	Bank of Israel
Italie	Ministry of the Economy and Finance
Jamaïque	Ministry of Finance and Planning
Japon	Ministry of Finance
Mexique	Secretaría de Hacienda y Crédito Público
Nicaragua	Ministerio de Hacienda y Crédito Público
Norvège	Royal Norwegian Ministry of Foreign Affairs
Panama	Ministerio de Economía y Finanzas
Paraguay	Ministerio de Hacienda
Pays-Bas	Ministry of Finance
Pérou	Ministerio de Economía y Finanzas
Portugal	Direcção Geral de Assuntos Europeus e Relações Internacionais–Ministério das Finanças
République dominicaine	Banco Central de la República Dominicana
Suède	Ministry for Foreign Affairs Department for International Development Co-operation
Suisse	Office fédéral des affaires économiques extérieures
Suriname	Ministry of Finance
Trinité-et-Tobago	Ministry of Finance, Planning and Development
Uruguay	Ministerio de Economía y Finanzas
Venezuela, République bolivarienne du	Banco de Desarrollo Económico y Social

# Points de contact



## SIÈGE

1350 New York Avenue, N.W.  
Washington, DC 20577  
États-Unis d'Amérique  
Tél.: +1 (202) 623-3900  
Fax: +1 (202) 623-3815

## DANS LA RÉGION

### ARGENTINE

Esmeralda 130 Piso 17  
C1035ABD Buenos Aires, Argentine  
Tél.: + (54 11) 4320-1864  
Fax: + (54 11) 4320-1831/7

### CHILI

Avda. Pedro de Valdivia 0193  
Pisos 10 y 11  
Providencia  
Santiago, Chili  
Tél.: + (562) 431-3719  
Fax: + (562) 374-2436

### COLOMBIE

Carrera 7 No. 71-21, Torre B, Piso 19  
Edificio Davivienda  
Bogotá, Colombie  
Tél.: + (571) 325-7058/59;  
+ (571) 325-7000  
Fax: + (571) 325-7057

### COSTA RICA

Edificio Centro Colón, Piso 12  
Paseo Colón, entre calles 38 y 40  
Apartado postal 1142-1007  
San José, Costa Rica  
Tél.: + (506) 2523-3348  
Fax: + (506) 2257-0083

### EL SALVADOR

Edificio World Trade Center  
4º Nivel  
Calle El Mirador y 89 Avenida Norte  
San Salvador, El Salvador  
Tél.: + (503) 2233-8900 poste 2201  
Fax: + (503) 2233-8921

### GUATEMALA

3ª. Avenida 13-78  
Zona 10  
Torre Citigroup  
10 nivel  
Guatemala, CA 01010  
Tél.: + (502) 2379 9393  
Fax: + (502) 2379 9301

### NICARAGUA

Edificio BID km. 4½, Carretera a Masaya  
Managua, Nicaragua  
Tél.: + (505) 2267-0831  
Fax: + (505) 2270-8463

### PARAGUAY

Quesada 4616 esq. Legión Civil Extranjera  
Piso 2  
Asunción, Paraguay  
Tél.: + (595 21) 616-2320  
Fax: + (595 21) 615-681

### PÉROU

Paseo de la República No. 3245  
Piso 13  
Lima 27, Pérou  
Tél.: + (511) 215-7800  
Fax: + (511) 442-3466

### URUGUAY

Rincón 640  
11.000 Montevideo, Uruguay  
Tél.: + (598) 2915-3696  
Fax: + (598) 2916-2607

## **COORDINATION**

Flavia Sandoval

## **DIRECTEUR DE LA RÉDACTION**

Diego Fonseca

## **ÉQUIPE DE PRODUCTION**

Adrian Althoff, Susana Medina-Day, Izaskun Orkwis, Rebeca Sánchez de Tagle, Guillermina Schinder, Alejandra Vallejo

## **MAQUETTE ET PRODUCTION**

FCI [www.fcicreative.com](http://www.fcicreative.com)

## **IMPRIMÉ PAR**

Rockville Printing & Graphics, Inc.

## **PHOTOGRAPHIES**

Bufette Creativo, Ivan Kashinsky, Tomeu Ozonas, Alejandro Rivera

© 2011 par Société interaméricaine d'investissement



**MIXTE**  
Papier issu de  
sources responsables  
**FSC® C100555**



Société interaméricaine d'investissement

1350 New York Avenue, N.W.

Washington, DC 20577

États-Unis d'Amérique

Téléphone : (202) 623-3900

Télécopie : (202) 623-3815

[www.iic.int](http://www.iic.int)

#### PAYS MEMBRES

Allemagne Argentine Autriche Bahamas Barbade Belgique Belize Bolivie Brésil Chili Chine Colombie  
Corée Costa Rica Danemark El Salvador Équateur Espagne États-Unis Finlande France Guatemala Guyana  
Haïti Honduras Israël Italie Jamaïque Japon Mexique Nicaragua Norvège Panama Paraguay Pays-Bas  
Pérou Portugal République dominicaine Suède Suisse Suriname Trinité-et-Tobago Uruguay Venezuela